



**HAL**  
open science

# Aux origines d'une mémoire collective en Argentine : remodélations et changements d'usage, des processus architecturaux comme témoins de l'Histoire

Zoé Chevance

## ► To cite this version:

Zoé Chevance. Aux origines d'une mémoire collective en Argentine : remodélations et changements d'usage, des processus architecturaux comme témoins de l'Histoire. Architecture, aménagement de l'espace. 2017. dumas-01655762

**HAL Id: dumas-01655762**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01655762>**

Submitted on 15 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

L'Argentine est un jeune pays, où l'histoire file à toute allure, entre gouvernements populistes et coups d'état.

Sa mémoire est tout aussi vive. Elle inonde les rues, les universités. Elle bouleverse, remémore, indigne. Elle demande justice.

Le processus sociétal dans laquelle elle s'enracine a justement commencé au lendemain d'un de ces coups d'état, qui font légion dans ce grand pays austral.

Comprendre ses origines, c'est se plonger dans un mécanisme complexe, dans lequel les acteurs s'entremêlent. Mais certains d'entre eux sont autant témoins que protagonistes, ils racontent, présentent, aussi bien qu'ils se taisent. Ce sont les anciens Centres Clandestins de Détention. Ils se dressent toujours là, imposants ou non, là n'est pas l'importance.

Entre insertion d'usage et transformation du lieu, entre politique et réconciliation, la mémoire des lieux rencontrera la mémoire collective, et à elles deux, elles écriront un pan d'histoire.

## Aux origines d'une mémoire collective en Argentine

Remodélations et changements d'usages: des processus architecturaux comme témoins de l'Histoire



Zoé Chevance  
École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes  
Marie-Paule Halgand - Architecture contemporaine  
Juin 2017

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Aujourd'hui encore, ces places attisent  
la mémoire vive d'une colère tamisée.

Extrait de carnet de voyage, 2016.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Ce mémoire a ses racines en Argentine.

C'est pourquoi je remercie avant tout les personnes que j'ai pu rencontrer là-bas, particulièrement ceux qui sont devenus des amis, et qui m'ont fait partager leur pays, pourtant immense.

Je remercie JuanPa pour ses photos, et j'espère qu'il pourra continuer sur cette voie qui lui va si bien.

Je remercie Federico Actis et Hernan Bisman pour le temps qu'ils m'ont accordé, et ce malgré la distance d'un océan.

Je remercie Alejandra Buzaglo pour m'avoir fait découvrir son travail et je tiens à lui faire part de mon respect vis-à-vis de celui-ci.

Je remercie entre autres Mario, Pepe, Milton, JuanMa et Agos pour avoir bien voulu dévoiler des fragments de leur passé.

Ce mémoire a prit corps ici, à Nantes.

Je remercie pour cela Marie-Paule Halgand pour son suivi tout au long de l'année qui vient de s'écouler, ainsi que pour avoir mit en place cet exercice, pas si facile mais passionnant.

Je remercie surtout mes amis sans qui le texte qui suit n'aurait jamais pu voir le jour. Ils se reconnaîtront, car ce sont eux qui ont égaillé mes journées de travail.

Merci Giulia pour ces frises et surtout pour ton soutien quotidien en temps que détentrice du difficile titre de colocataire.

Merci à ma famille et mes parents, qui seront toujours là pour m'apporter le recul nécessaire pour avancer.

# Sommaire

Introduction	- p 9
A - Argentine, ou la culture du Coup d'État	- p 15
I- Tribulations politiques et péronisme	- p 16
1- 1930 - 1943: <i>la décennie infâme, le début d'une instabilité politique chronique</i>	
2- <i>Un gouvernement militaire et social ?</i>	
3- <i>Le premier péronisme</i>	
II- Endoctrinement de l'armée et la naissance d'une menace internationale: la figure du subversif	- p 26
1- <i>Situation Internationale, décolonisation et communisme</i>	
2- <i>La doctrine de la Guerre Révolutionnaire, ou Anti-subversive</i>	
3- <i>L'école des Amériques</i>	
III- Montée de la violence, de 1955 à 1976	- p 32
1- <i>Révolution libératrice et Révolution Argentine</i>	
2- <i>La Nouvelle Gauche</i>	
3- <i>Le retour de Perón</i>	

p 40 - B- Dictature, ou la partition du monde entre  
dehors et dedans

p 42 - I- Fonctionnement et organisation militaire

*1- Bureaucratization*

*2- Fractionnement du travail*

*3- Vers une organisation spatiale*

p 55 - II- L'ex-ESMA, superposition d'usages et cohabitation

*1- Présentation et situation du lieu*

*2- Organisation spatiale*

*3- Renfermement sur soi pour une illusion du dehors*

p 67 - III- La Jefatura de Rosario, distillatrice de  
Terreur

*1- Présentation et situation du lieu*

*2- Organisation interne du camp, et premières interventions sur le  
bâti*

*3- Comparaison et recoupement des deux centres observés*

C- Retour à la démocratie, ou la danse entre deux mémoires - p 79

I- Fragilisation de la Junte et jeux d'altération - p 80

- 1- *Les organisations des droits de l'homme, apparition d'une notion internationale*
- 2- *Mobilisation internationale et réaction gouvernementale*
- 3- *Fin du gouvernement militaire et jeux d'occultation*

II- Raul Alfonsin, l'esquisse d'une reconnaissance de la mémoire - p 94

- 1- *Politique générale, théorie des deux démons et CONADEP*
- 2- *Nunca Mas et officialisation d'une mémoire*
- 3- *Procès des juntas, ou les limites du retour à la démocratie*
- 4- *Mécontentement et opposition de deux intérêts*

III- Menem, l'oubli face au conflit de Mémoires - p 103

- 1- *L'oubli confronté à l'absence*
- 2- *L'espace public comme lieu d'expression*
- 3- *Encore et toujours, le contexte international*

p 117 - D- Acceptation, ou la rencontre entre dehors et dedans

p 118 - I- Politique des Droits de l'Homme et mémoire politique

*1-Crise économique, genèse d'une réconciliation*

*2- Les droits de l'Homme, axe majeur d'une nouvelle politique*

p 125 - II- Pratique de reconnaissance.

*1-L'analyse contre le déni*

*2- Osculation d'un édifice, la science forensique appliquée à l'architecture*

*3- Confrontation des « survivants » et de leur lieu de détention*

p 139 - III- Pratique personnelle de la Mémoire

*1- Mise en place d'un musée dans un lieu hermétique : processus et enjeux*

*2- Confrontation physique*

*3- Réinsertion dans une urbanité environnante*

p 153 - Conclusion



NO PARKING

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE L'AUTEUR

## Introduction

ci-contre: Photo prise par Alain Chevance. Vue sur Rosario depuis la Florida, après une crue du Parana.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Voyager fait aujourd'hui presque partie de notre quotidien. Le presque souligne que je dis cela au vu de ma catégorie sociale et de ma nationalité, ainsi que celle de mes amis, ou des personnes que j'ai été amenée à confronter. Cette facilité d'accès au voyage n'a en rien retiré des imaginaires les termes d'aventure et de découverte qui lui sont intrinsèquement liés, et ce, sûrement, depuis l'origine du mot.

Découvrir ? Entend-on par là ce sentiment d'extase face à un paysage grandiose ? Cette joie de rencontrer des personnes de culture différentes ? Cette curiosité qui nous anime au contact de cet inconnu ? Découvrir peut se faire au jour le jour, mais elle a cela de particulier que son état premier semble toujours être l'émerveillement. Or la découverte d'un pays ne peut se résumer à cela. A l'émerveillement. Un pays se découvre avec tout ce qui l'a construit. Son histoire, ses guerres, ses migrations. Avec ses batailles quotidiennes, ses symboles, ses personnalités. Un pays se livre ainsi, par des faits qui ont écrit ce qu'il est aujourd'hui. Un pays, une société, une culture une histoire. C'est cela que l'on découvre en Argentine.

Lorsque l'on pose les pieds sur le trottoir, impossible de ne pas remarquer ce passé, on le voit dès le premier pas esquissé.

On se laisse d'abord surprendre par ces *cuadras*, ces plans ortho-normés qui dessinent le plan de toutes les villes sans exception. Ce modèle d'urbanisme est un témoin de la jeunesse du pays. Puis on note le nom des voies rectilignes composant ce plan. Ce sont invariablement des noms de villes, de pays limitrophes ou de généraux élevés en héros.

Et puis au fur et à mesure d'errances diverses, sans comprendre ce que cela signifie pleinement, on note le nombre de mémoriaux de la guerre des Malouines. On note ces symboles, ces graffitis, répétés inlassablement d'un bout à l'autre du pays. On note ces visages, souvent en noir et blanc, qui attendent, figés sur les murs de certains

bâtiments publics. On note ces listes de noms, au nombre de 30 000 paraît-il, peints sur des façades. Des noms, des visages, mais pas de corps.

Puis on comprend, peu à peu, que cette guerre, c'est la perte d'une jeunesse. Que ces noms, ces visages, se sont ceux des disparus. Que ces *pañuelos*, peints autour de la Pyramide de Mai, ce sont ceux que portent les Mères de la Place de Mai, à la recherche de leurs fils, disparus, justement. Que ces vélos, graffés un peu partout, c'est un vélo qui attend toujours son propriétaire. Et on comprend alors que cette mémoire est active car la blessure est toujours là, et via ces hommages, on ressent la volonté de ne pas la fermer. De ne pas oublier.

C'est une mémoire qui ne se traduit pas seulement par la construction, ou le financement de mémoriaux, mais bien par son institutionnalisation, comme nous le verrons. Cette mémoire a aussi sa place à l'Université, dans les journaux, à la radio. Et elle couve dans le cœur des gens. Ceux de ma génération, car leurs parents ont eu peur avant eux. Ces mêmes parents, qui, eux, se souviennent, se remémorent, et sursautent encore aujourd'hui à chaque tribulation politique qui agite le pays. Ce tressaillement involontaire est dû à la dernière dictature civico-militaire qu'a connu l'Argentine.

Le 24 mars 2016, se commémoraient en effet les 40 ans du coup d'État qui initia cette sombre période de l'histoire du pays. Ce jour marque le début d'une répression féroce et la mise en place d'une politique de terreur par l'armée qui s'empara du pouvoir. L'outil majeur de l'implantation de cette terreur au sein de la population fut la multiplication de Centres Clandestins de Détention durant les 4 premières années de la dictature. 12 Ce mémoire a pour vocation de comprendre ce qui mena à l'implantation de tels lieux générateurs de terreur et quelles étaient les spécificités attachées à leur situation clandestine. En effet, cette dernière impliquait une invisibilité depuis l'extérieur, ainsi qu'une grande modularité intérieure. Ces particularités

ne furent pas anodines lors d'un retour à la démocratie et nous nous interrogerons sur les enjeux soulevés et l'orientation qu'ils prirent au fur et à mesure d'un processus de réconciliation nationale. Comment ces spécificités spatiales orientèrent l'écriture d'une Mémoire commune nécessaire à toute société ? Pourquoi celle-ci est-elle si présente, si forte sur l'espace public aussi bien que dans les mentalités ? Quelles revendications porte-t-elle et comment est-elle devenue un axe politique majeur ? Ces questions seront abordées par la suite au travers de l'histoire croisée de deux centres clandestins de détention particuliers, l'un à Buenos Aires et l'autre à Rosario. Ils soulèveront et esquisseront des réponses à ces interrogations portant sur les origines d'une mémoire sociétale.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



## A- L'argentine, ou la culture du coup d'état

ci- contre : Photo prise par mes soins. 9 juillet 2016, journée Nationale à Rosario, un homme habillé en militaire vend des drapeaux en face du Monumento de la Bandera (Monument du Drapeau, un monument national).

## I- Tribulations politiques et Péronisme

*1- 1930 - 1943: la décennie infâme, le début d'un instabilité politique chronique*

L'Argentine est une terre d'exil. Connue pour ses terres riches, elle attise les rêves d'eldorado et d'avenir meilleur d'européens pleins d'espoirs. C'est sans compter que ces grandes plaines, qui s'étalent à perte de vue sur l'ensemble de la pampa appartiennent déjà à de grands propriétaires terriens, et ainsi divisées en estancias<sup>1</sup>, qui reflètent encore aujourd'hui le mythe du gaucho. C'est pourquoi la forte immigration se cantonne majoritairement aux grandes aires urbaines du pays, et se traduit par un accroissement notable du prolétariat urbain. En 1914, à Buenos Aires, un habitant sur deux est étranger<sup>2</sup>, et la classe moyenne à proprement parler s'en trouve de plus en plus nuancée. Et ce sont elles, ces nouvelles composantes de la société argentine, qui lors des premières élections où le vote secret est obligatoire, élisent Hipolito Yrigoyen, du parti radical UCR.

Profitant de l'après-guerre en Europe, l'économie argentine est florissante. Terre de céréales et de viande, elle développe son commerce avec le vieux continent qui cherche tant bien que mal à panser ses blessures. Mais la crise de 1929 précipite la fin de cet agréable âge d'or. L'Europe a repris pied, le marché mondial des denrées premières a fondu, et le radicalisme au pouvoir ne résistera pas à cette vague de surproduction qui engloutit le pays. Le gouvernement vacillant est destitué, sans plus de procès, par le général Felix José Uriburu, à la tête de l'armée et avec le soutien des grands propriétaires

1 «Grande propriété rurale en Amérique Latine.», <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/estancia/>[consulté le 16 mai 2017]

2 Kalfon (Pierre), «Dieu n'est plus argentin. Modèle imposé, corruption des élites», Le Monde diplomatique, Février 2002, p10 et 11

terriens nationalistes. Il assumera le pouvoir en 1930, marquant le début de ce que l'on appellera plus tard la Décennie Infâme. Celle-ci, qui prendra fin treize années plus tard, marque le début d'une série de coups d'état qui se poursuivront jusqu'à la fin du siècle.

La Décennie Infâme est marquée par un impérialisme accéléré et pénétrant, qui n'épargnera aucune entité économique du pays. L'oligarchie militaire règne, et les plus grandes industries agricoles ainsi que la Banque Centrale, entre autres, passent sous le contrôle britannique. Et pour bien des Argentins, aujourd'hui, cette période incarne la corruption à grande échelle et le scandale politique à répétition. Un nouveau coup d'état viendra mettre terme à cette période agitée et presque incontrôlée. Le 4 juin 1943, l'armée de terre renverse le pouvoir en place, et le général Farrell devient le nouveau président d'une Argentine épuisée par une économie et un industrie démesurée. C'est au sein de ce nouveau gouvernement qu'apparaîtra pour la première fois au grand public la figure de Perón, dont découlera, comme l'indique son nom, le péronisme. Il semble ici important de préciser les origines et le fonctionnement de ce nouveau mouvement politique, afin de saisir au mieux les effets qui se répercutent jusqu'à aujourd'hui sur la société argentine.

## *2-Un gouvernement militaire et social ?*

Au moment du coup d'État, Perón avait pour poste la direction du secrétariat du Ministère de la Guerre. Mais déjà, dans la perception générale au sein de l'armée, il aurait la même fonction qu'un vice président, de par ses relations avec le général Farrell, et les avis que ce dernier lui demande. C'est ainsi que six mois après l'institution de l'armée à la tête de l'état, il monte en grade et sera nommé Secrétaire d'État au Travail et à la Prévoyance Sociale. Les premiers mois de sa carrière sont calmes, sans aucun événement notable. Ce n'est que lors

du violent tremblement de terre qui secoua la province de San Juan le 15 janvier 1944, qu'il se fit connaître personnellement de toute la société civile. En réponse au drame et aux immenses dégâts générés (cela reste, selon certains historiens, la plus grande catastrophe naturelle qu'ait connue le pays)<sup>3</sup>, il lança de sa propre initiative une collecte générale, s'attirant la sympathie populaire par cette action charitable.

Quatre mois après cet événement, il est nommé au poste le plus important du gouvernement, Ministre de la Guerre en titre. C'est une ascension fulgurante au sein du pouvoir. En parallèle, malgré le caractère militaire du gouvernement auquel il appartient, il entretient sa popularité. Sa femme, Eva Duarte, plus communément nommée Evita, anime, 3 fois par semaine une émission de radio de 30 minutes, « *Vers un avenir meilleur* »<sup>4</sup>, qui expose au grand public les actions de son mari. Ce fait met en relief deux éléments : le couple Perón / Duarte, qui tout au long de leur histoire œuvrera pour un même objectif, le premier dans l'ombre du gouvernement, exerçant le pouvoir, et la seconde érigée en symbole social, appréciée et populaire. Le second point est l'usage volontaire et maîtrisé des nouveaux médias comme système de diffusion d'idéologies, qui se révélera important dans la montée fulgurante de Perón et la popularité du péronisme même, qui perdure encore aujourd'hui.

Car la figure de Perón au sein de ce gouvernement militaire se caractérise par des avancées sociales engagées. La politique qu'il mènera sera basée sur deux constats : premièrement, que les masses ouvrières d'alors, représentant une importante part de la société, sont soit inorganisées, soit contrôlées par des syndicats, ensuite, qu'il n'existe aucune législation sociale, et les nombreuses revendications

3 Entretien avec l'historien Healey (Mark), «Mark Healey: "Perón se transforma en líder definitivo con el terremoto de San Juan"», Clarin, 2012.

4 Rouquié (Alain), Pouvoir militaire et société politique en République Argentine, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1978, p360.

qui émanent des travailleurs ne sont jamais écoutées.

Il décide alors de s'adresser, dans ses discours publics, directement aux travailleurs. Et ce sera ainsi qu'il énoncera la mise en place de nombreux décrets faisant évoluer le droit social des ouvriers, notamment par la mise en place du repos dominical obligatoire, le droit de syndicalisation, la création de tribunaux du travail, la mise en place d'un régime de retraite....

Avec l'*Estatuto del Peon*<sup>5</sup>, il s'attire le mécontentement des propriétaires des estancias, qui y voient une introduction de l'État dans leur propriété privée. En effet, son rapprochement avec les syndicats ouvriers dénote par rapport aux positions des autres membres du gouvernement et de la majorité des militaires.

Ces dissensions se feront d'autant plus ressentir avec la fin de la seconde guerre mondiale. En effet, son terme est synonyme de défaite des régimes fascistes et militaires du monde entier. La scène politique jusqu'alors effacée par l'omnipotence de l'armée se réveille, et les opposants au régime réclament l'organisation d'élections.

Le président du gouvernement, Farrell, y consent publiquement, et c'est le début d'une campagne mouvementée. On assiste à une polarisation politique du pays. D'un côté les « péronistes », bien que le mot ne soit pas encore officiellement né. S'y rassemblent principalement les syndicats radicaux ainsi que la classe ouvrière, séduite par les mesures avancées par Perón au cours des dernières années. De l'autre côté, les Forces antigouvernementales, qui regroupent les syndicats de gauche, l'aristocratie pampéenne<sup>6</sup>, l'Union Civique Radicale, le Parti Démocrate National, et l'Union Démocrate Chrétienne. Le 19 septembre, ces derniers organisent une « Marche de la Constitution

5 Trad : « Le statut de l'ouvrier »

6 C'est à dire venant de la Pampa, qui signifie «Plaine» en Quechua. «C'est une plaine fertile recouverte d'herbes et presque dépourvue d'arbres.» propice à l'agriculture et à l'élevage.

et de la Liberté» qui a pour mot d'ordre « *Plus de gouvernement de l'armée ni de gouvernement au nom de l'armée* ».7 En réponse, le gouvernement réimplante l'État de Siège. Le pays est sous vive tension, et la plupart des militaires, s'ils n'adhèrent pas avec la politique de Perón et ses relations externes au gouvernement, voient en lui la seule alternative pour faire valoir leurs opinions. En effet, Perón reste avant tout un militaire.

Le fragile équilibre maintenu par le gouvernement bascule au mois d'octobre, lorsque le commandant du Campo de Mayo<sup>8</sup> demande la démission de Perón, pour un faux pas qui lui semble de trop. Ce dernier refuse tout d'abord, puis accepte, après avoir négocié un dernier discours public pour s'adresser à ses sympathisants. Le 10 octobre 1945, Perón annonce son départ du gouvernement, mais également qu'il a, avant de partir, signé un décret pour l'augmentation des salaires et la mise en place d'un salaire minimum. L'ensemble du gouvernement apprend cette mesure en même temps de la population, car un tel décret n'avait jamais été signé. Cela générera une grande confusion politique, et une perte de crédibilité du gouvernement. C'est pourquoi, à la suite d'un compromis négocié, Perón est arrêté. Ce fut la grande erreur du gouvernement. Ce faisant, il est érigé en martyr, et cela donne lieu, le 17 octobre, à une grève générale lancée par la CGT, qui demande, entre autre, la libération des prisonniers civils et militaires, dont Perón fait partie. Une foule immense se regroupe sur la Place de Mai, au son des cris « *Viva Perón !* »<sup>9</sup>. Ils obtiennent gain de cause, et ce jour marque la naissance du Péronisme.

Suite à cet événement, le gouvernement militaire ne peut plus prétendre à aucune légitimité politique, et des élections sont fixées au 24 février 1946. Perón, s'il n'a pas de parti politique, représente à la fois

7 Rouquié (Alain), Pouvoir militaire et société politique en République Argentine, op.cit, p 372.

8 Principal camp militaire de l'armée de terre.

9 Trad : « Vive Perón ! »

l'investiture populaire et la légitimité militaire. De plus, l'Église lui apporte aussi son soutien, voyant en lui le diffuseur de l'enseignement religieux au travers des valeurs catholiques dont il est porteur.

Il sera élu avec 56% des voix, malgré le désaccord des États-Unis. Ceux-ci avaient déjà l'œil sur les mouvements socialistes et populistes qui se développaient dans la partie sud du continent. Nous verrons par la suite quel fut leur rôle dans la multiplication des dictatures dans le cône sud de l'Amérique dans les années 80.

Le péronisme est une composante primordiale de la vie politique Argentine. C'est pourquoi il semble important de comprendre sa complexité, et les événements politiques qui y sont rattachés. En effet les différents mouvements qui découlent de ce courant seront par la suite, et jusqu'à aujourd'hui, des acteurs majeurs des crises traversées par le pays.

### 3- Le premier peronisme

Sa politique, que certains associent au fascisme, est bien plus nuancée et complexe. En effet, Perón crée le Justicialisme, dont il fonde le Parti du même nom en 1947. Cette mouvance politique a pour volonté de proposer une alternative entre le communisme et le capitalisme. A l'image des gouvernements soviétique, il publiera la « *Déclaration des droits du Travailleur* », composée de dix points, et sur laquelle sera basée sa politique, ainsi que sur le *Primer Plan Quinquennal*<sup>10</sup>, qui décrira les principaux objectifs économiques. Ce plan a pour but premier de transformer la structure économique du pays. Premièrement en développant les industries et en stimulant le marché intérieur, enfin en nationalisant les entreprises ainsi que les grands services. On notera la nationalisation des chemins de fer, de la téléphonie, du gaz, de la navigation fluviale, et de l'Agriculture.

10 Trad: «Premier plan quinquennal»

La famille est aussi au cœur de la politique de cette époque, qui s'engage à assurer le bien-être des enfants, et la possibilité de regroupement des familles au sein d'une même habitation confortable. Cela se traduira par la construction de nombreux ensembles de logements, où seront discernées deux typologies architecturales. Les Grands Ensembles et le Chalet Californien. Les premiers sont pensés au centre de parcs, d'étendues de jeux offertes aux enfants. Les secondes sont à l'image de la typique famille modèle.

La mise en place des congés payés et du congé dominical participeront au développement de l'industrie touristique au sein même du pays. Seront alors construits de grands ensembles de loisirs, soit à pure destination de vacanciers, soit à destination des enfants. En effet, la fondation Eva Perón, fer de lance de l'image socialiste du gouvernement, créera en 1951 la *Republica de los Niños*<sup>11</sup>, une véritable mini-ville, où, à tour de rôle, les enfants sont maires, prêtres, professeurs, où ils doivent aller payer des amendes en cas de mauvaise conduite etc...

Cette fondation sera aussi active dans le milieu de l'éducation, avec la création des *Hogares Escuelas*<sup>12</sup> ainsi que la *Ciudad Estudiantil Presidente Perón*<sup>13</sup> dont l'objectif est de former les futurs leaders issus de la classe ouvrière.

L'omniprésence du couple au pouvoir dans les écrits scolaires et dans l'architecture est témoin du culte de la personnalité mis en place. Cette déférence est toujours d'actualité, malgré la mort de ses deux protagonistes: on retrouve en effet Evita sur les billets de 100 pesos. Et le Péronisme, bien qu'ayant un aspect progressiste, ne peut se définir ainsi. En effet, les mouvances au sein du parti Justicialiste sont multiples, alliant oligarchie, religieux, ouvriers et militaires. Et

---

11 Trad : « La République des enfants »

12 Trad : « Foyers Écoles »

13 Trad : « Cité étudiante Président Perón »

nous verrons par la suite que c'est l'éclatement de ce mouvement qui mènera aux événements qui nous intéressent. Il fallait d'abord comprendre la complexité de sa naissance, son origine militaire, et tout de même, les grandes avancées réalisées quand au droit des ouvriers, qui expliquent sa popularité qui perdure encore aujourd'hui.

Mais nous verrons que le contexte international, malgré la volonté de Perón de faire de l'Argentine un pays indépendant de toute domination ne peut jamais être négligé. Et notamment dans le contexte de décolonisation qui caractérise les années 50.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE LE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Évènements  
sous Peron

Présidents  
argentins  
coup d'Etat \*

*Election de H. Yrigoyen  
Radical (UCR)* \* *F. Uriburu* *A.P. Justo*

Régime  
argentins

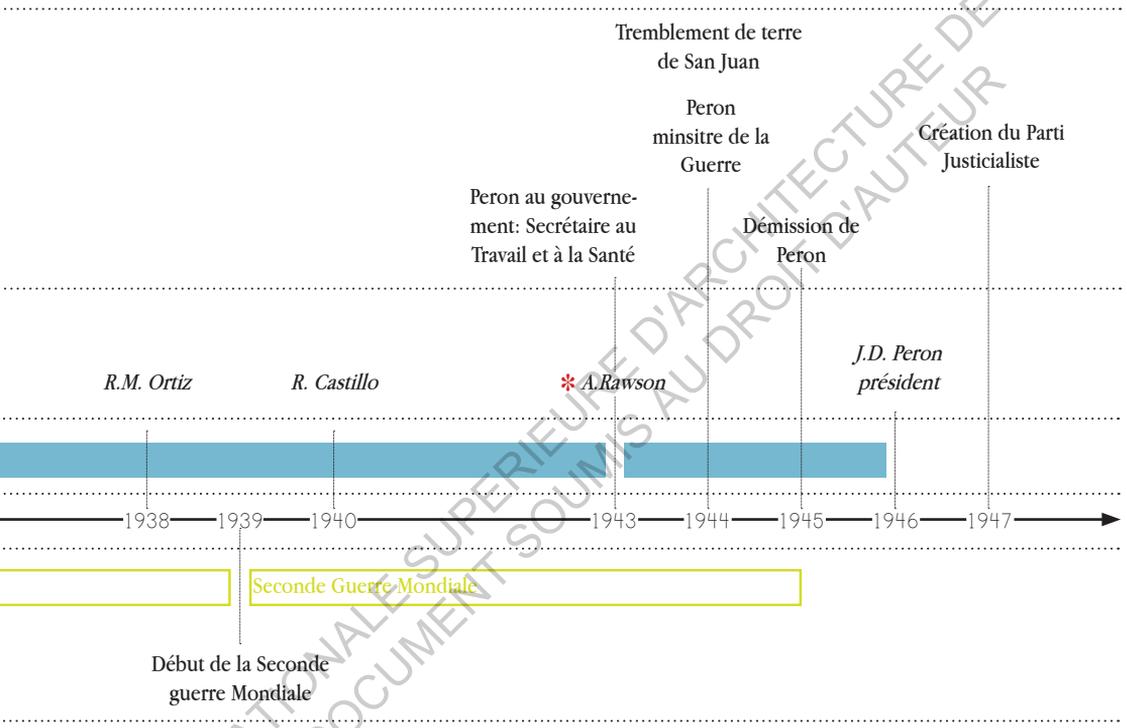
Décennie Infâme

Contexte  
international

Grande Dépression

Krach boursier

Fig A.1: Frise chronologique de l'histoire de  
l'Argentine: de 1928 à 1947.  
Réalisée par Giulia Sassier Bettoni.



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## II-Endoctrinement de l'armée, et naissance d'une menace internationale : la figure du subversif

### *1- Situation internationale, décolonisation et communisme*

Suite à la conclusion de la seconde guerre mondiale, le monde se voit divisé en deux blocs politiques et géographiques distincts lors de la Guerre Froide. D'un côté les démocraties occidentales, de l'autre, les régimes communistes. A ce contexte politique mondial tendu, se superpose un vague de décolonisation en Afrique et en Asie, ainsi que l'apparition de figures communistes montantes, comme le Che Guevara ou Mao Tse Dong. Une multitude d'organisations d'extrême gauche, qui correspondent aux différents courants d'inspiration communiste font alors leur apparition. Léninistes et Trotskistes côtoient des Maoïstes. Ces courants de pensée, leur formation en groupuscules politiques et leur diversité caractérise, pour certains, et notamment pour les membres conservateurs de l'armée argentine, l'apparition d'un communisme montant.

En effet, pour certains, décolonisation et communisme étaient intrinsèquement liés. Par exemple, durant la guerre d'Algérie, la pensée véhiculée par l'institut religieux la Cité Catholique fut fortement critiquée, car en affichant le but de défendre « *l'Occident chrétien contre la subversion communiste* »<sup>1</sup>, elle en viendrait à justifier la pratique de l'interrogatoire sous torture. Cette organisation, qui fut créée en France par Jean Ousset et Jean Masson affichait la volonté de diffuser l'ordre social-chrétien à une société en perdition face à l'avancée

---

1 Malet (Jean-Baptiste), «Jean Ousset et la Cité Catholique», *Golias Magazine*, Villeurbanne, 2012, n°144, p 8.

d'un communisme ravageur. Le communisme est perçu comme un nouvel ennemi prenant la forme d'une idéologie, et se présente donc comme une menace impalpable, sans corps. Et qui change, de par son caractère, la façon traditionnelle de faire la guerre. Cet ennemi, le Colonel Charles Lacheroy, membre de la Cité Catholique, s'y retrouva confronté durant la guerre d'Indochine :

*« On allait en Indochine, et tout de suite, ou presque tout de suite, je suis tombé sur le Livre Rouge de Mao Tse Dong. Je l'ai lu de bout en bout, et c'est le livre devant lequel j'ai compris que ce qu'il appelait les arrières était plus fort que la troupe, et qu'il fallait soigner les arrières avant de soigner la troupe. »<sup>2</sup>*

Afin de diffuser son opinion, la Cité Catholique publie dès les années 1950 un périodique, et fonde des filiales à l'internationale. C'est ainsi que Georges Grasset fut envoyé en 1962 en Argentine pour fonder la Ciudad Catolica.

Le constat fait par le Colonel Lacheroy induit une nouvelle façon de faire la guerre. En effet, comme il le remarque en Indochine, les techniques traditionnelles furent incapables d'apporter la victoire à l'armée française. Il relie directement cette défaite au communisme, populaire à ce moment dans l'ancienne colonie. Selon lui, l'indépendantisme devient alors une résultante directe du communisme international, qui userait de la crédulité des populations comme une arme. Autrement dit, *« il n'y a plus de ligne de front car l'ennemi est partout »*<sup>3</sup> C'est à partir de ce constat qu'il théoriserait la Doctrine de Guerre Révolutionnaire.

---

2 Robin (Marie-Monique), Escadrons de la mort. L'école française, 2003, 00:04:20

3 Ibid., 00:05:17.

## 2- La Doctrine de guerre Révolutionnaire, ou Anti-subversive

Les principales techniques de combat de cette doctrine est l'infiltration et l'interrogatoire. Comme le dit le colonel Mathieu dans La Bataille d'Alger,

*« La base de ce travail est le renseignement. La méthode, l'interrogatoire. Et l'interrogatoire devient une méthode lorsqu'il est conduit à toujours obtenir un réponse »<sup>4</sup>*

Effectivement, la première application de cette doctrine sera la guerre d'Algérie. Mais elle ne s'y cantonna pas. Car la menace communiste était internationale, il fallait prévenir son éventuelle diffusion. C'est dans ce but de transmission que, par exemple, les généraux argentins Carlos Jorge Rosas et Lopez Aufranc seront sélectionnés par leur état-major pour venir se former à Paris, où ils seront envoyés en 1957.

*« Les professeurs n'arrêtaient pas de nous parler de la guerre révolutionnaire. C'était quelque chose de tout à fait nouveau pour nous. En Amérique Latine, nous ne connaissions pas à l'époque ce genre de problèmes, il y avait bien sur des luttes politiques, parfois violentes, mais pas de type subversif. Nous ne connaissions pas l'importance de la population dans ce genre de guerre. Pour nous, il n'y avait que la guerre classique, avec l'infanterie, le fusil, les chars, les canons, mais jamais nous n'avions imaginé un ennemi qui tue avec un couteau, ou qui étrangle, avec une corde. Ici, j'ai beaucoup appris. »<sup>5</sup>*

## 3- L'école des Amériques

---

4 Pontecorvo (Gillo), La Bataille d'Alger, 1966.

5 Témoignage du Général argentin Alcides Lopez Aufranc, Robin (Marie-Monique), op. cit., 00:13:38.

Ces échanges entre les différentes armées marqueront le début d'un endoctrinement contre la figure du militant communiste, dangereux pour la stabilité politique et l'ordre social. La création, en 1946, de l'École des Amériques par les Etats Unis montre que cet endoctrinement ne se cantonne pas à l'Argentine, mais bien à tout le continent latino-américain. On pourra d'ailleurs faire le lien entre la mise en place de cette « école », puis de l'apparition de régimes dictatoriaux dirigés par leurs armées respectives au Brésil, en Uruguay, au Chili et en Argentine.

Cette école, située au Panama, est « spécialisée » dans la guerre anti-subversive, autre nom de la guerre révolutionnaire. En une quarantaine d'années, 60 000 officiers du sous continent américains y auraient été formés à la lutte contre le communisme, dans l'objectif de se préparer à une troisième guerre mondiale, dans le cas où la Guerre Froide finirait par éclater.

De plus, en Argentine, on pourra remarquer la poursuite de la collaboration avec l'armée française. En effet, certains de ses membres y sont envoyés dans le cadre d'un programme d'échange. Ils y partagent les différentes expériences vécues lors de la seconde guerre mondiale, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie. Cet échange est largement centré sur le mal incarné par le communisme, et sur la figure du subversif. Cette dernière, qui englobe sans distinction tout participant à une contestation publique de la politique menée par l'État, déshumanise l'ennemi. Celui-ci n'a plus de corps, il est foule, il est manifestation, il est généralement de gauche, et il est surtout synonyme de la « *progression du communisme international* »<sup>6</sup> dans le pays. Cet endoctrinement et cette déshumanisation de l'ennemi amènent à une légitimation des méthodes. En effet, tout justifie la

---

6 Ranalletti (Mario), «Aux origines du terrorisme d'état en Argentine, les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976)», Vingtième siècle revue d'histoire, Paris, 2010, n°105, p55.

«*guerre sale*»<sup>7</sup> à venir, car elle sera l'opposition entre une société occidentale chrétienne, et d'une subversion élevée en figure malfaisante. C'est ce dont témoignent Julio URIEN et Anibal ACOSTA lors d'un entretien avec Marie-Monique ROBIN.

« Marie-Monique ROBIN : Qui vous a présenté ce film [La Bataille d'Alger] à l'école navale ?

Julio URIEN : Nous étions cadets à l'école Navale, c'est le directeur d'étude avec l'aumônier militaire qui était en charge de l'école Navale qui nous ont présenté ce film. Il y avait, disons, un accompagnement religieux.

M-M R : L'aumônier justifiait les méthodes de la bataille d'Alger ?

J U : Tout à fait.

M-M R : Y compris la torture ?

J U : Oui, elle n'était pas considérée comme un problème moral mais comme une arme de combat.

Anibal ACOSTA : Il faut savoir qu'ici, en Argentine, tout un secteur de la hiérarchie catholique a complètement appuyé ce genre de pratique. En revoyant ce film, je me dis qu'ils nous l'ont montré pour nous préparer à une guerre qui n'était pas celle pour laquelle nous étions rentrés dans l'école navale, c'est-à-dire la guerre régulière. En fait, ils nous préparaient à une guerre irrégulière, en nous habituant petit à petit à des méthodes qui seront largement employées par la suite. Rien à voir avec la guerre contre un ennemi extérieur, ici on nous prépare à des tâches policières contre la population civile, qui est devenu notre nouvel ennemi. »<sup>8</sup>

7 Terme utilisé pour «désigner la répression d'État qui a eu lieu dans les années 1960, 1970 et 1980 en Amérique latine, d'abord en Argentine, au Brésil, et dans l'ensemble du Cône Sud dans les années 1970, puis en Amérique centrale.» [https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre\\_sale#Notes\\_et\\_r.C3.A9f.C3.A9rences](https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_sale#Notes_et_r.C3.A9f.C3.A9rences) [consulté le 5 juin 2017]

Comme le dit Acosta, en laissant entendre que ces méthodes seront employées par la suite, l'apogée de la lutte anti-subversive est bien la dernière dictature civico-militaire, et la mise en place de son Processus de Réorganisation National.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

### III- Montée de la violence, de 1955 à 1976

#### *1- Révolution Libératrice et Révolution Argentine*

Cet endoctrinement de l'armée face à la menace subversive ne suffit pas à expliquer le coup d'État à venir. Il faut prendre en compte le contexte socio-économique d'alors. En effet, la «*Révolution Libératrice*» de 1955, qui destituera Perón et portera au pouvoir le général Pedro Eugenio Aramburu, un anti-péroniste convaincu, marque le début d'une instabilité politique qui durera jusqu'au coup d'État de 1976.

La principale mesure de ce gouvernement fut la mise hors-la-loi du Parti Justicialiste, et l'exil forcé de Perón en Espagne. Le péronisme devient illégal, et ses partisans avec lui. C'est ainsi qu'en 1956 furent exécutés 31 militaires et civils péronistes, qui avaient initié un soulèvement contre le gouvernement. Ce sera le quotidien des années qui suivirent, car si les partisans du Péronisme s'activent dans l'illégalité, ils s'activent bel et bien. C'est ainsi qu'aux élections suivantes, Arturo Frondizi, radical, fut élu en 1958, mais fut destitué quatre ans plus tard par un nouveau coup d'État militaire, en réponse à la percée du parti Justicialiste lors des élections provinciales. En juillet 1963 furent de nouveau organisées des élections, qui portèrent de nouveau un radical au pouvoir, il s'agit d'Arturo Umberto Illia. Presque d'emblée, il leva la plupart des restrictions qui pesaient sur le parti Justicialiste et le Péronisme. Mais si le mandat d'Illia se solde par un succès sur le plan économique et social, il ravive les tensions au sein de l'armée entre péronistes et anti-péronistes. Ces derniers ne se réjouissent guère du retour de ce mouvement sur la scène politique, et ces dissensions mènent à un nouveau coup d'État de la part de l'armée en 1966. C'est le troisième en une décennie. Mais cette fois-ci, le général Onganía, appartenant à une mouvance nationale-catholique,

se porte à la tête d'un gouvernement véritablement autoritaire. C'est la Révolution Argentine : le parlement et tous les partis politiques sont dissous, et une censure systématique s'instaure, ainsi qu'une violente répression visant principalement les syndicats, les secteurs de la classe ouvrière ou moyenne et étudiante.

C'est alors que, à l'image du mai 68 français, surgissent de violentes révoltes populaires, suivies de grèves massives de la part des étudiants et des ouvriers en réponse à la répression dont ils sont l'objet. Le *Cordobazo*<sup>1</sup> fut la première de ces violentes protestations appelées *puebladas*<sup>2</sup>, qui se déroulèrent presque sans discontinuer dans tout le pays entre 1969 et 1975. C'est dans ce contexte que se formèrent plusieurs groupes militants, pratiquant la lutte armée ou non, péronistes ou non. C'est la Nouvelle Gauche, celle que redoutait l'armée.

## 2- La Nouvelle Gauche

La Nouvelle Gauche est composée d'une variété de groupuscules politiques, dont la jeunesse péroniste, les Forces Armées de Libération (FAL), les Forces Armées Révolutionnaires (FAR), les Forces Armées Péronistes (FAP)... Mais deux groupes se détachent de par l'ampleur de leurs actions.

Tout d'abord, l'Armée Révolutionnaire du Peuple, ou plus couramment nommé ERP. Elle se forma un an après le Cordobazo, en 1970, et est issue du Parti Révolutionnaire des Travailleurs, de mouvance trotskiste, dont elle est le bras armé. Elle devint rapidement, au travers de l'ampleur de ses actions et leur répétition, l'organisation de guérilla la plus active. De plus, elle ne voyait pas en Perón un leader

---

1 Vient du nom de la ville de Córdoba, où se déroula ce mouvement. Se déroulèrent à sa suite de nombreux mouvements de la sorte, tel que le Rosاريو, à Rosario.

2 Vient de pueblo, qui signifie peuple

socialiste. En effet, son appartenance à l'armée faisait de lui un imposteur. L'organisation sera démantelée dès les premiers mois de la dictature, et la mort de son leader, Mario Roberto Santucho, marquera sa fin.

Les Montoneros, deuxième groupe guérillero d'importance, quant à eux, se revendiquaient péronistes. Créée aussi en 1970, elle recevra un temps le soutien de Perón, jusqu'au massacre d'Ezeiza, détaillé ci-après, qui marquera une rupture entre péronistes de droite et péronistes de gauche. Cette organisation poursuit la lutte armée jusqu'en 1979, date à laquelle les derniers militants actifs furent arrêtés alors qu'ils envisageaient une action coup-de-poing lors de la Coupe du Monde football de 1978.

La principale organisation à s'opposer à ces groupes armés sera la Triple A, un groupe para-militaire formé en 1973, en réponse au début des actions de guérilla sévissant dans le pays, par José Lopez Rega, ministre sous le gouvernement de Campora, mais pourtant issu de la mouvance droite du parti. Bien que n'ayant aucun lien officiel, à ses débuts, avec l'état ou l'armée, la Triple A aura le soutien de cette dernière tout au long de son existence, car son objectif est d'éliminer les groupuscules d'extrêmes gauche, ainsi que plus largement, la gauche péroniste. L'importance des actions menées par cette organisation dans le développement des méthodes utilisées sous la dictature à venir n'est pas anodine, comme nous allons le voir.

Ce sont ces groupes et leurs actions armées, pas forcément menées conjointement, qui provoqueront la chute du général Onganía. Ce dernier, incapable de faire face au brusque déchainement de violence, sera remplacé, sur un délai d'une année, par le général Levingston puis par le général Lanusse. Reconnaisant son impuissance et celle de l'armée, ce dernier négocie une transition démocratique par le retour des partis politiques et l'organisation d'élections le 11 mars 1973, mais sans, toutefois, que Perón puisse s'y présenter en per-

sonne. Hector Campora, de la branche gauche du péronisme, sera donc le candidat du Parti Justicialiste, et remportera largement les élections avec presque 50% des voix lors du second tour du scrutin.

### 3- Le retour de Perón

Le nouveau président s'empresse de libérer les prisonniers politiques de la Révolution Argentine, et de faire voter une loi d'amnistie à leur encontre. Cela permettra le retour de Perón en Argentine. Mais Campora doit affronter le mécontentement de la « bureaucratie syndicale », branche droite du Parti. Ces derniers n'apprécient pas son élection en tant que représentant de Perón. Ces divisions politiques au sein du Parti atteignent leur apogée lors du retour du leader, le 20 juin 1973, avec le massacre d'Ezeiza.

*« Nous nous sommes combattues avant le retour de Perón et même tiré dessus ! [...] Et pourtant nous nous retrouvons ici, car nous sommes avant tout péronistes ! »<sup>3</sup>*

Cette appartenance au Parti, à cette date et dans le contexte de violence politique qui est en train de s'instaurer de part les actions des groupes armés cités plus haut, ne semble en effet n'avoir plus aucune valeur. En l'absence de la figure de Perón, sans le symbole d'Evita, morte en 1952 avant l'exil de son mari, les courants politiques divergents que recoupaient le parti s'éloignent de nouveau, radicalisant peu à peu leurs opinions. C'est ainsi que si le retour du leader est attendu par tous, ce ne sont pas les mêmes espoirs qui construisent cette impatience. Pour ce jour tant attendu, quatre millions de personnes sont réunies à l'aéroport international d'Ezeiza, où doit atterrir l'avion au bord duquel se trouve Perón. Regroupés par affinités politiques, la foule patiente dans l'allégresse, jusqu'à ce que des snipers iden-

3 Ventura (Christophe), «À la table des Péronistes. La droite Latino-Américaine à l'offensive.», Le Monde diplomatique, Paris, 2017, n°756, p21.

tifiés plus tard comme étant de la Triple A ouvrent le feu, en visant notamment les jeunesse péronistes et les Montoneros. Ces derniers ripostent, provoquant un affrontement violent, et faisant au total 13 morts et 365 blessés.

Perón, qui, à la vue de cet événement aura atterri dans un aéroport proche, désignera publiquement, quelques jours plus tard, la gauche peroniste pleinement responsable de la fusillade.

« *Cet événement marque l'éclatement du mouvement, l'accélération de la répression contre la gauche et l'extrême gauche. Un point de rupture dans la société argentine, dont le coup d'État de 1976 constitua le tragique aboutissement.* »<sup>4</sup>

En effet, après la mort de Perón en 1974, Isabel Perón<sup>5</sup>, sa femme, qui était alors vice présidente, prend la tête du pouvoir. N'ayant jamais pratiqué la politique sauf auprès de son mari, elle se trouve vite débordée. Jose Lopez Rega conserve son poste de ministre du bien être social, et devient par la même occasion le conseiller de la présidente, que la tâche dépasse. Celle-ci, sur conseil de l'instigateur de la Triple A, lance en 1975 l'Opération indépendance, par le décret 261/75. Celui-ci donne l'autorisation et l'ordre aux forces armées et aux forces Aériennes Argentines, d'exterminer l'ERP, tout d'abord dans la province de Tucuman, où l'action de guérilla est la plus violente. C'est alors que sont installés les premiers Centres Clandestins de Détention. En effet, cette opération est la première application de la doctrine de guerre anti-subversive. Les premiers camps se cantonnèrent durant un temps à la province de Tucuman, et ils étaient sommaires, mais, s'étendirent peu à peu à tout le pays, exponentiellement à l'importance accordée par le gouvernement à la lutte anti-subversive.

« *Les trois premiers mois avant le coup d'état, ce lieu [le camp de*

4 Ventura (Christophe), À la table des Péronistes. La droite Latino-Américaine à l'offensive.», op. cit., p 21.

5 De son vrai nom Maria Estela Martinez de Perón (née Carta)

*la Ribera, Cordoba] fonctionna comme centre d'extermination. Cela signifie que les personnes qui sont passées ici ont disparu, dans leur majorité. Il y a très peu de survivants. Après le 24 mars, la date du coup d'état, El Campo de la Ribera devient un centre de passage. C'est à dire que les personnes y étaient amenées pour un temps très court, puis déplacées dans d'autres centres clandestins, comme La Perla. »<sup>6</sup>*

De ce témoignage, l'on peut tirer deux choses. Premièrement, il fait état de l'existence de camps de détention et d'extermination antérieurs à la dictature, dans lesquels les pratiques de torture et de disparition étaient de mise. De plus, il est clairement dit que l'armée récupéra ces centres déjà implantés par le gouvernement, puis les assimilera à son Processus de Réorganisation National. En effet, comme il sera vu par la suite, le gouvernement militaire qui prendra le pouvoir l'année suivante ne changera en rien le mode de fonctionnement de ces premiers centres. Il sera recopié à plus grande échelle multipliant l'implantation de centres clandestins de détention, qui devinrent l'arme majeure du gouvernement militaire. Le coup d'état eu lieu le 24 mars 1976, et Jorge Rafael Videla prend en premier lieu la tête du pouvoir

---

6 [https://www.facebook.com/search/str/%2523sitiosdememoria/keywords\\_blended\\_videos](https://www.facebook.com/search/str/%2523sitiosdememoria/keywords_blended_videos) [consulté le 16 mai 2017]

Évènements

Présidents argentins  
coup d'Etat \*

Régime argentins

Contexte international

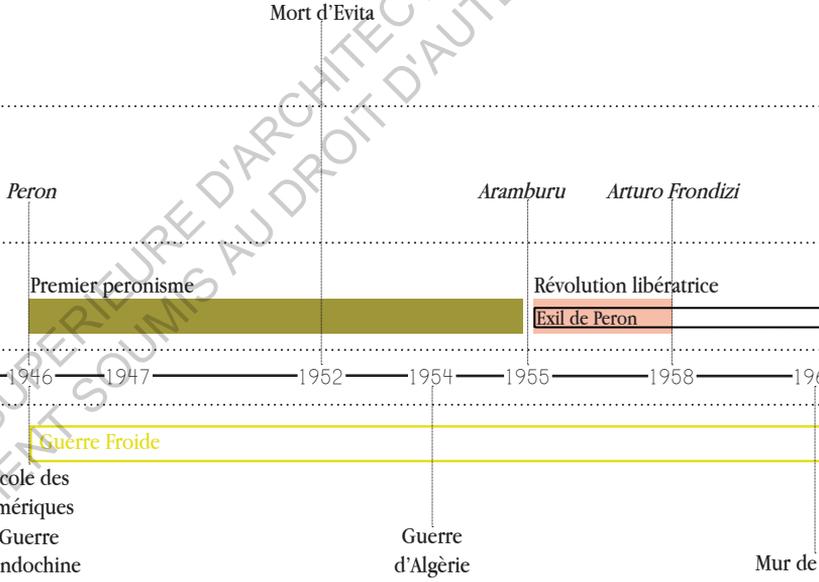
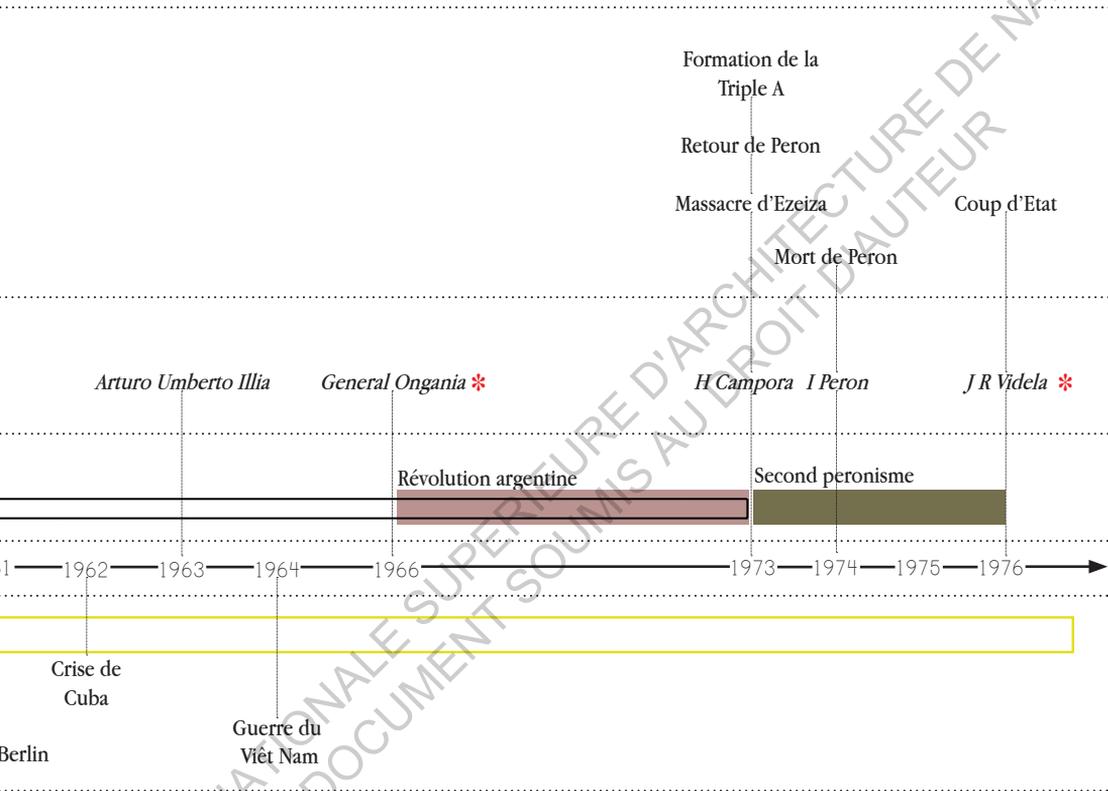


Fig A.2: Frise chronologique de l'histoire de l'Argentine: de 1946 à 1976. Réalisée par Giulia Sassier Bettoni.



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
 DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DAUTEUR



ECOLE  
LE PERPIERRE  
LE MEN  
LE COMSAU  
LE DRA  
LE PROFFECTURE DE NANTES  
D'AUTEN

## B- Dictature, ou la partition du monde entre dehors et dedans

ci-contre: Photo de Juan Pablo Garcia, 2017. Des passants marchent sur le trottoir de la rue Dorrego, à Rosario. Sur leur gauche se dresse l'angle du bâtiment où fonctionna le Service de Renseignement, ancien Centre Clandestin de Détention.

## I- Fonctionnement et organisation militaire

### *1- Bureaucratisation*

Ce coup d'état est remarquable dans l'histoire de l'Argentine, pourtant accoutumée au phénomène, car c'est le premier qui voit les trois armes (Terre, Marine et Air) collaborer pour l'accomplissement d'un même but.

L'endoctrinement reçu par les militaires leur permettait de justifier n'importe quelle action, quel que soit le moyen utilisé. Cela leur donnait une raison morale : l'importance de la guerre dans laquelle ils se lançaient était telle que seule sa réussite comptait, peu importe les actions par lesquelles ils devraient passer pour arriver à leur but, c'est à dire l'éradication de la menace subversive. Il fallait, pour stopper cette guerre interne qui ravageait déjà le pays depuis près d'une décennie, tout simplement éliminer les éléments perturbateurs. C'est à dire les différents groupuscules politiques qui s'affrontaient pour leurs idéologies propres. Ou encore plus simplement, éradiquer, pour un temps, la politique, afin que le pays retrouve une stabilité relative.

C'est ce qui motiva le coup d'état. De plus, une grande partie de la société, ne faisant ni partie de l'oligarchie militaire, ni de groupuscules armés, subissaient la violence quotidienne des affrontements et règlements de comptes en cours. C'est sûrement pourquoi, s'ils n'ont pas apporté leur soutien à l'armée, ils n'ont pas dénoncé pour autant le coup d'état<sup>1</sup>. L'autoritarisme s'imposa alors, sous couvert du Processus de Réorganisation National. L'armée s'attela à la tâche avec l'efficacité d'une machine.

---

1 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», Vingtième siècle revue d'histoire, Paris, 2010, n°105, p 188.

En effet, le Processus de Réorganisation Nationale se caractérise par son organisation sans faille. Peut-être cela est-il dû à l'enseignement dispensé à l'école des Amériques, toujours est-il que l'organisation interne de l'armée dans les opérations dénote des pratiques usuelles. Le pays se trouve divisé en Zones, selon la technique de quadrillage qui fut aussi utilisée en Algérie par l'armée Française<sup>2</sup>. Chaque zone répond à un responsable respectif, qui répond lui aussi à un responsable situé au pouvoir central à Buenos Aires. La chaîne de commandement est totalement divisée, cloisonnée. Chacun à sa tâche propre, qu'il doit exécuter selon les ordres reçus. Cela est parfois assimilé à un « *phénomène de bureaucratisation, qui induit une certaine routine* »<sup>3</sup>. Routine dit banalisation des actions effectuées, malgré leurs horreurs, et c'est cette banalisation même qui les rendra encore plus difficiles à reconsidérer par les militaires. Ceux-ci deviennent en effet de simples exécutants, qui ne maîtrisent pas l'ensemble de la situation. Ils font partie d'un tout, d'un ouvrage qui les dépasse. Il en est alors d'autant plus facile de ne pas s'impliquer moralement.

C'est bien cette division, cette non maîtrise du processus qui rend l'ensemble possible. Ainsi un militaire ne peut être choqué par ses propres actes car il n'est pas responsable de leurs conséquences, directes ou indirectes. Cette notion de responsabilité est importante car c'est bien l'implication de l'ensemble des militaires sans exception qui agit en justificateur du Processus de Réorganisation National. Tout le monde est embarqué, donc personne n'est responsable. Ou tout le monde l'est. Cette organisation et division des rôles se retrouve dans toutes les échelles de la hiérarchie militaire et de toutes les actions menées. C'est en partie pourquoi la répression sera si sévère et si rapide dès les premiers mois de 1978.

---

2 Robin (Marie-Monique), Les Escadrons de la Mort, op. cit., 00:12:56.

3 Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, La Fabrique éditions, 2006, édition Kindle, «Considérations préliminaires»

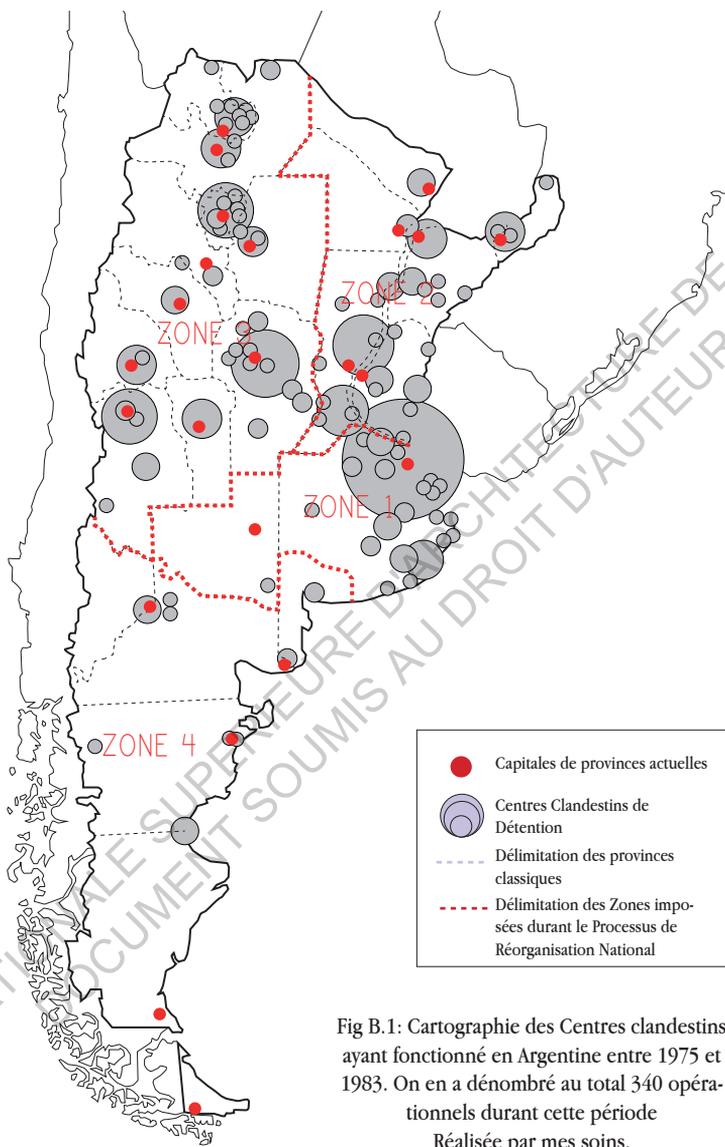


Fig B.1: Cartographie des Centres clandestins ayant fonctionné en Argentine entre 1975 et 1983. On en a dénombré au total 340 opérationnels durant cette période  
 Réalisée par mes soins.

## 2- Fractionnement du travail

De fait, on retrouve ce même raisonnement dans le fractionnement même des tâches. Celles-ci sont organisées de sorte à ce qu'aucun des exécutants ne soit totalement responsable, mais que tous soient impliqués. En reconstituant ces différentes tâches, en les mettant bout à bout, se dessine le chemin jusqu'aux Centres Clandestins de Détermination, ainsi que le fonctionnement général de l'armée durant cette période.

### a- Les Patotas :

Littéralement, cela signifie « *bande de copains* »<sup>4</sup>. Étaient désignés par ce terme les groupes opérationnels qui étaient chargés d'enlever les subversifs qu'on leur désignait. Cet enlèvement n'avait pas de schéma précis, cela pouvait être sur le lieu de travail, dans la rue, sur l'espace public ou chez le subversif même. Ainsi témoigne Susana Griselda Kaufman, amie et colocataire de Hugo Francisco Bellagamba, dit Pancho, médecin spécialisé en psychanalyse.

*« Son arrestation se passa le 19 avril 1976, dans ce qui était à la fois notre domicile et notre lieu de travail. Ce jour-là, aux alentours de 18h, nous avons été surpris par un groupe armé, sans avoir été avertis au préalable de leur présence dans le cabinet de consultation. Ils nous jetèrent à terre, ils nous bandèrent les yeux, nous lièrent les pieds et les mains avec des morceaux de draps ou d'autres tissus qui leur tombaient sous la main. À ce moment, on était environ 15, entre les patients et notre famille, qui se trouvaient dans les autres pièces de la maison. Au milieu de l'immobilité forcée et du silence que générerait la peur de chacun, ils amenèrent Pancho en le traînant [...] »<sup>5</sup>*

---

4 Pilar Calveiro, Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «Les Patotas»

5 Traduit par mes soins, <http://desparecidos.org/arg/testimonios/> [consulté le 18 mai 2017]

Ce témoignage décrit la présence de plusieurs témoins lors de l'enlèvement d'une seule personne. C'est un fait qui transparaît dans de nombreux récits de la sorte, et qui propose un moyen de semer la terreur. En effet, dans le cas présent, tous sont traités de la même manière. Humiliés, jetés au sol, privés de leurs mouvements, et en état de choc. Mais un seul d'entre eux est amené. Cela induit inévitablement la question : pourquoi lui ? Pourquoi pas moi ? Des personnes se sachant innocentes de tout activisme politique sont alors amenées à penser que c'est certainement pour une bonne raison, car le simple fait qu'elles n'aient pas été enlevées fait preuve, d'une certaine manière, d'un sens de justice chez les militaires. Ce type d'enlèvements, ayant parfois lieu en présence d'un public, permet donc d'une part de semer la terreur grâce à l'imprévisibilité des opérations, et d'autre part à instiller le doute quant aux actions des personnes enlevées. Si elles le sont « *c'est pour une bonne raison.* »<sup>6</sup>

b- Les unités de renseignement:

Leur rôle était de « *traiter les informations existantes et d'orienter l'interrogatoire (la torture) pour le rendre productif, c'est à dire permettre d'arracher des informations utiles.* »<sup>7</sup>. Cet interrogatoire prenait directement la suite de l'arrivée dans le centre. C'était le passage obligé, qui marque, dans tous les témoignages, la transition entre le *debors* et le *dedans*. Ainsi, l'enlèvement par les patotas correspond encore au *debors*, le détenu appartient au monde qu'il connaît, même si celui-ci est en train de basculer. Ses repères y sont toujours présents, des attaches, que ça soit des proches ou des points géographiques. La torture, qui suit directement l'entrée dans le camp, est le

---

6 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», *op. cit.*, p 192.

7 Pilar Calveiro, Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, *op. cit.* «Les Unités de renseignement».

premier pas dans ce *dedans*<sup>8</sup>.

Le *dedans* est caractérisé par la perte de repères de toute sorte. Ne pas savoir où l'on se trouve, ne pas connaître les personnes qui entourent le détenu, parfois ne pas les voir. N'avoir aucune notion temporelle. Le passage du *debors* au *dedans* est aussi le moment où d'enlevée, la personne devient détenue. Et cela participe à la construction du dedans, à en faire un espace tout à fait nouveau pour le captif tout juste arrivé. Sa nouvelle condition, additionnée à l'instinctive fabrique de nouveaux repères à partir de la vie du camp sont les constructeurs de la différence entre la vie d'avant et la survie au-dedans<sup>9</sup>. La vie du camp est en effet basée sur cette survie. Elle vient façonner la manière de vivre au-dedans, provoquant un repliement sur soi, une recherche d'appropriation de la part des détenus. En effet, si la torture les dépoussède de leur corps, le brise, la recherche et la composition d'un univers était un moyen de résister, et de s'approprier à nouveau un lieu. Cet univers est principalement bâti sur la recherche d'un nouveau soi.

#### c- Les gardiens.

Après le passage par la torture, après son entrée expéditive dans le dedans du Camp, le détenu n'est plus le même. C'est l'un des objectifs de la torture. Lui-même ne se retrouve plus. Moralement, il peut se haïr pour avoir parlé, pour avoir livré des proches, ou tout simplement pour avoir acquiescé à des questions dont les fondements lui échappaient.

*« Personne n'a jamais dit qu'il fallait torturer. Mais au bout du compte, il fallait obtenir l'information. C'était la seule chose qui*

---

8 Pilar Calveiro, Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, *op. cit.* «La torture».

9 *Ibid.*

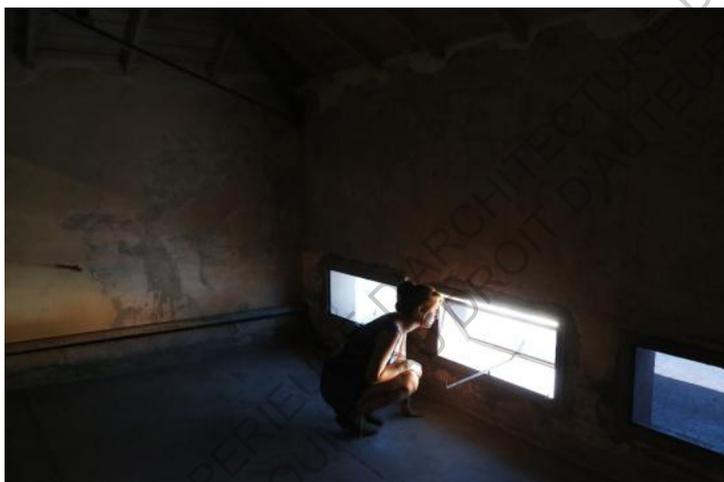


Fig B.2: Dedans / Dehors, un nouveau rapport à ces notions.

[https://www.tripadvisor.com.au/LocationPhotoDirectLink-g312741-d3596706-i168047645-Espacio\\_Memoria\\_y\\_Derechos\\_Humanos\\_ex\\_Esma-Buenos\\_Aires\\_Capital\\_Federal\\_.html](https://www.tripadvisor.com.au/LocationPhotoDirectLink-g312741-d3596706-i168047645-Espacio_Memoria_y_Derechos_Humanos_ex_Esma-Buenos_Aires_Capital_Federal_.html)

*m'intéressait. »*<sup>10</sup>

*« Il faut faire parler le prisonnier d'une façon ou d'une autre. C'est ce dont il s'agit et c'est ce qu'il faut assumer. La guerre de subversion est une guerre particulière. Il n'y a pas d'éthique. La question est de savoir si je laisse le guérillero s'abriter derrière ses droits constitutionnels ou si j'obtiens une information rapide pour éviter davantage de dégâts. »*<sup>11</sup>

L'aveu, ou le fait de céder à la torture fragilise la morale du prisonnier. Cette morale même derrière laquelle il s'abritait est mise en doute, et celui-ci est accentué par les gardiens.

Ces derniers sont là pour contrôler le dépôt. Ils ne savent pas qui sont les prisonniers, ni ce qu'ils ont fait, ni ce qui les a amené à se retrouver sous leur surveillance<sup>12</sup>, si ce n'est toujours la même bonne raison. Les prisonniers dont ils ont la garde n'ont plus de noms, juste des numéros<sup>13</sup>. Cela participe à la déshumanisation du détenu, au processus d'effacement de son identité, c'est un geste fort. La perte du nom signifie ne plus être considéré en tant qu'être humain, c'est le premier pas vers l'oubli d'une existence. Ce sont des corps abîmés, qui peinent à se mouvoir, ce sont des âmes ternes, dans lesquelles les gardiens ne retrouvent pas un être humain. Les prisonniers sont tels des objets qu'ils doivent garder.

Lorsqu'un transfert est prévu, « ils se bornaient à les sortir de leurs

---

10 Général Suarez Mason, commandant du 1<sup>er</sup> corps de l'armée de Terre, cité dans Calveiro (Pilar), *Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine*, *op. cit.* «Les Unités de renseignement».

11 Témoignage d'Aldo Rico, <http://desparecidos.org/arg/testimonios/> [consulté le 18 mai 2017]

12 Calveiro (Pilar), *Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine*, *op. cit.* «Les Gardiens».

13 *Ibid.*

cellules, les mettre en rangs, et à livrer les « paquets »<sup>14</sup> »<sup>15</sup>

Les gardiens fonctionnaient par roulement, de sorte qu'il était rare que des liens se créent entre un prisonnier et son gardien, bien que quelques exceptions dans les témoignages racontent que cette vision du prisonnier en tant que «*paquet*» avait tendance à s'effacer avec le temps. C'est en effet en lien avec la construction, petit à petit, du dedans propre au détenu. Il s'approprie au fil du temps les rotations des gardiens, cela cesse de le désorienter pour faire partie d'un quotidien auquel ils sont assimilés. Et l'appartenance à un quotidien semble humaniser une personne, ainsi, plus un prisonnier restait longtemps séquestré, plus ceux qui le gardaient voyaient en lui son humanité refaire surface.

Cette notion de temporalité est extrêmement importante dans la vie du camp et son fonctionnement, comme c'est le cas lors de l'interrogatoire : il fallait obtenir des réponses le plus rapidement possible. Ainsi, avec le temps, l'image négative attachée à la figure du subversif pouvait venir à se fragiliser, à laisser apparaître quelques failles, fragilisant alors directement le système militaire et la lutte au nom de laquelle il s'était construit<sup>16</sup>.

Car, fondamentalement, si ce n'est leurs orientations politiques, très peu de choses séparaient les militaires des subversifs : même tranche d'âge, des proches et de la famille, catholiques pour la plupart. Sur le long terme, ces failles ébréchaient les compartiments qui s'élevaient entre gardiens et gardés, pouvant amener à un dysfonctionnement général de la mécanique du camp. C'est sûrement ce qu'il se passa

14. Le terme de paquet était effectivement utilisé par les militaires, de même que celui de «colis». Cela leur permettait de ne jamais faire référence à l'humanité de corps se trouvant devant eux.

15. Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «Les Liquidateurs».

16. Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «Un univers binaire».

lors des dernières années de la dictature, quand on note le nombre décroissant de Camps actifs.

d- Les liquidateurs:

Ces derniers étaient les personnes chargées de faire disparaître les détenus qui ne survivraient pas, autrement dit, les futurs disparus. Si on sait encore aujourd'hui très peu de choses sur ces groupes, certaines de leurs méthodes ont pu être établies. En effet, le recouplement des témoignages de survivants et de militaires, dans les autres cas, permirent d'établir une ambiance bilatérale du déroulement des différentes tâches, mais ici la destination finale des prisonniers était la mort. C'est pourquoi les témoignages de leur côté sont inexistantes. En revanche des témoignages des militaires, ainsi que des paroles ou des bruits rapportés par certains détenus, permirent d'arriver aux conclusions suivantes.

Il semblerait que, dans la majorité des cas, les «*colis*» étaient drogués, afin qu'ils n'opposent aucune résistance. Leur destination variait selon l'emplacement géographique des camps, ainsi que les méthodes utilisées. Dans le cas de l'ESMA, à Buenos Aires, «*on les conduisait à l'aérodrome, où on les embarquait dans un avion qui partait vers le sud, survolant la haute mer, où ils étaient jetés vivants.*»<sup>17</sup>.

### 3- Vers une organisation spatiale

La division de ces tâches permet de bien saisir le système de bureaucratization qui caractérisait le fonctionnement de l'ensemble du corps militaire durant la dictature. Tout semble organisé de sorte à ce

---

17 Témoignages présentés devant l'Assemblée Nationale Française, Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «Les Liquidateurs».

que « *plus il y aura de gens impliqués dans une action, moins chacun risquera de se considérer comme un agent causal portant une responsabilité morale.* »<sup>18</sup>. Outre cette dilution des responsabilités, la fragmentation du travail expliquée plus haut permet d'entrevoir une organisation spatiale des Camps, qui sera répétée dans chacun d'entre eux, bien que traitée différemment selon l'ampleur du centre, sa durée d'existence et le nombre de prisonniers qui y furent séquestrés.

Cette divergence observée dans les différents centres clandestins retrouvés s'explique par l'insertion de celui-ci dans un bâti existant. C'est un point fondamental des centres clandestins de détention : leur statut même de « *clandestin* » induit une implantation spécifique, comme le souligne Pilar Calveiro. En effet, « *la plupart des camps étaient cachés dans des annexes de l'armée ou de la police* »<sup>19</sup>. Développer une machine à terreur dans un édifice existant induit deux choses. Tout d'abord, la cohabitation de deux fonctions au sein d'un même bâtiment, la fonction originelle et la fonction ajoutée, celle du Centre. De cette cohabitation résulte l'implication dans la vie du centre des personnes qui en sont « *responsables* », mais aussi, par leur pratique physique de l'endroit, des personnes travaillant pour le développement de la fonction originelle. De plus, cette implantation, cachée à la vue du public, permettait d'essaimer une terreur dans la société civile. Le caractère non-officiel des camps générait en effet un doute important. On savait que des personnes étaient enlevées, mais sans motif officiel et on ignorait où elles étaient amenées. Un flou entourait ces lieux, et par extension, les bâtiments qui les abritaient. En effet, parfois, ceux-ci se trouvaient au cœur des villes dans des bâtiments à la symbolique forte, et jouèrent, de par cette position un rôle majeur dans le fonctionnement du processus mis en place par le

---

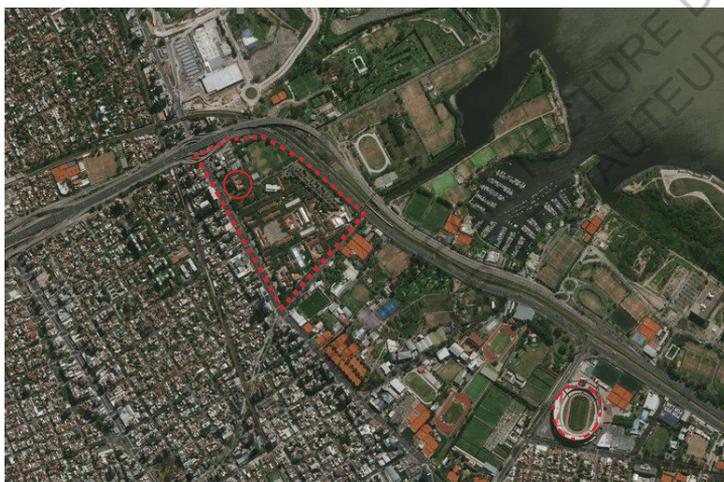
18 Kelmann (Herbert), Hamilton (Lee), Crimenes de Obedencia, Buenos Aires, Planeta, colección Política y Sociedad, 1990, p 183.

19 Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. « La vie dans l'ombre de la mort ».

gouvernement militaire.

Nous verrons l'importance de ces deux points, qui découlent du caractère physique propre aux centres clandestins, au travers l'étude de deux centres, tout d'abord l'ex-ESMA, à Buenos Aires, où la superposition de deux fonctions créera un croisement entre les différents acteurs de l'édifice. Puis nous nous pencherons sur la ex-Jefatura de Rosario, dont la position centrale permettra d'étudier l'impact d'un lieu clandestin sur la ville environnante.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



-  Ancien hôtel des officiers
-  Site de l'ex-ESMA
-  Stade Monumental où se déroula la finale de la Coupe du Monde de 1978

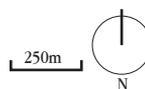


Fig B.3: Vue aérienne de Buenos Aires (Bing map)

## II- L'ex-ESMA, superposition d'usages et cohabitation

### *1- Présentation et situation du lieu*

L'ESMA, ou École Mécanique de la Marine, fut fondée sous la présidence de Marcelo T. Alvear en 1924, dans le but d'en faire un centre d'instruction militaire. Le décret qui permit son établissement précisait que si l'ensemble venait à changer d'usage, le terrain et les bâtiments y étant implantés redeviendraient automatiquement une propriété de la ville de Buenos Aires, et non plus de l'armée<sup>1</sup>.

Le terrain, de 17 hectares, est situé sur l'avenue Libertador, un axe majeur de la ville de Buenos Aires, permettant d'accéder au centre depuis le nord, et à 1,7km du stade de Rivers Plate, où se déroula la finale de la Coupe du Monde de Football de 1978. Cet événement mondial est un point marquant dans les récits des anciens détenus de l'ESMA. En effet, il vint perturber la routine du dedans. Par les cris provenant du stade et l'allégresse qui n'épargna pas les militaires, le dehors s'est invité quelques instants. Nous reviendrons par la suite sur cet événement et ce que son déroulement générera.

Sur le site même, on trouve plusieurs édifices dédiés à l'éducation des jeunes Marines et à l'État Major : électronique, aéronautique, mécanique navale, radiophonie, météorologie, océanographie...C'est un véritable centre de formation pluridisciplinaire.

Mais c'est après le coup d'état de mars 1976 que vient se greffer, parallèlement à ce centre éducatif, le Centre Clandestin de Détention le plus important du pays. Celui-ci est un engrenage important de la répression et du terrorisme d'état qui se développent à partir de cette date. Il est l'image même, comme nous le verrons par la suite, de la

1 <http://www.espaciomemoria.ar/origenes.php> [consulté le 17 mai 2017]

planification de cette répression, de par les usages qui s'y développèrent au fil de l'évolution de la guerre anti-subversive. Il fut aussi « *l'unique Centre Clandestin de Détention qui a continué à fonctionner pendant la démocratie* »<sup>2</sup> En effet, ses portes s'ouvrirent dès 1976, mais ça sera pour se refermer 10 ans plus tard, en 1986. Cela va à contre-courant de la majorité des camps, qui fermèrent avant même la chute de la Junte. S'il paraît alors étonnant que celui-ci pu fonctionner sur une durée si longue, des registres attestant de la détention de personnes jusqu'en 1986, c'est à dire 3 ans après le retour à la démocratie, illustrent la fragilité du régime qui s'instaurera au retour à la démocratie, et les tensions qui lui seront caractéristiques.

Le centre de détention à proprement parler vient s'insérer dans le bâtiment de l'hôtel et cercle des officiers. Pendant toute la durée de son fonctionnement, il cohabitera avec le centre de formation des jeunes marines et les plus hauts gradés de l'armée.

## 2- Organisation spatiale

De manière générale, le casino et hôtel des officiers, est un bâtiment au plan en U, « [...] avec un rez-de-chaussée, premier deuxième étage, sous sol et combles. Les lieux les plus importants si on parle du fonctionnement du Centre Clandestin, sont le sous-sol, qui était le principal lieu de torture, bien que pas le seul, et les combles, qui étaient le lieu de détention, là où les gens étaient détenus, mais pas le seul non plus. »<sup>3</sup>. Entre ces deux lieux majeurs qui composaient le centre, le détenu suivait un parcours très précis, parcours qui est loin d'être anodin et qui fait résonner le fait que chaque militaire se devait d'être impliqué, de près ou de loin, dans la mise en place du Processus de Réorganisation National.

2 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

3 *Ibid.*

a- Le *Sotano* (littéralement, le sous-sol)

La première destination du détenu était le sous-sol, le *Sotano*, où on accédait par un escalier à double volée. Cet escalier faisait partie de l'escalier central de l'édifice qui desservait tous les étages, jusqu'aux combles. Tout le trajet, depuis son enlèvement jusqu'à l'accès au sous sol se faisait pour le détenu les yeux bandés par une cagoule. Le premier espace où il débarquait était caractérisé par une structure poteaux-poutres en béton, basse et apparente. C'est entre ces poteaux qui partitionnaient l'espace d'une manière régulière que les militaires vinrent placer des cloisons et y installer des pièces à usages divers. Au fond, trois salles de torture, numérotées de 12 à 14. A leur droite, une infirmerie ainsi qu'un dortoir pour les militaires de garde. Communes à ces deux pièces, l'on trouvait des toilettes et un point d'eau, lui-même relié au laboratoire photographique, qui servait pour alimenter les archives militaires. L'aération du lieu se faisait par des soupiraux déjà présents dans le dessin de l'édifice original, situés à 20 cm du sol<sup>4</sup>.

Sur le chemin jusqu'au salles de tortures, juste en bas de l'escalier, se trouve une poutre plus basse que les autres. Nombres de témoins relatent s'être cognés violemment contre celle-ci, car ayant les yeux bandés, ils ignoraient son existence. Ce coup était voué à désorienter encore plus les détenus, et faisait directement suite au trajet vers l'inconnu qu'ils venaient de terminer.

*« Je me souviens qu'il fallait se pencher. Certains [militaires] ne te disaient rien, et , quand tu arrivais avec la cagoule, tu te cognais. »*<sup>5</sup>

Ce procédé, simple en apparence, était toutefois d'une grande efficacité. En effet, la désorientation due au choc physique n'était pas

<sup>4</sup> <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

<sup>5</sup> Carlos García, témoignage, traduit par mes soins, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-36332-2004-06-06.html> [consulté le 20 mai 2017]

la seule résultante de la confusion dans laquelle plongeait le détenu après cet acte. Le fait de se cogner soi-même, peu paraître enfantin, simplet, et ne manquait pas de faire rire les militaires. Une humiliation infantile, mais blessante dans le sens où elle s'accompagnait d'un contexte de doute, et surtout, d'inconnu.

b- Le *Dorado* (littéralement, doré).

Au rez-de-chaussée, au dessus du *Sotano*, se trouvent les bureaux du « *renseignement* ». C'est là qu'étaient planifiées toutes les opérations en lien avec la lutte contre la subversion, et la salle de casino se transformait à l'occasion en salle de conférence ou de réunion pour faire part des décisions<sup>6</sup>. Le *Dorado* était le nom par lequel les officiers désignaient cette salle, en référence au décor et à l'argent qui y coulait à flot lors des soirées.

c- Premier et deuxième étage.

C'est là que se trouvaient les chambres des officiers lorsqu'ils séjournaient à l'ESMA. Les détenus n'avaient pas accès à ces deux niveaux, mais l'escalier qu'ils empruntaient sous contrôle des militaires pour accéder du sous-sol aux combles était aussi celui que les officiers empruntaient pour accéder à leur chambre<sup>7</sup>. Cette proximité spatiale, due à la fois à l'organisation originelle du bâti et au fait que le centre n'était clandestin seulement au-dehors, permet bel et bien de saisir la notion de responsabilité qui entourait le Processus de Réconciliation National. En effet, ces militaires, croisés dans les escaliers, bien qu'on ne puisse savoir s'ils aient, un jour ou l'autre, directement participé,

6 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

7 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

notamment au sein de l'ESMA, aux actes de torture et de violation de droits de l'homme dont la thématique sera approfondie par la suite, ils en sont bel et bien témoins. D'un point de vue judiciaire et dans le cas où les crimes commis sont considérés comme tels, ils deviennent alors coupables de leur silence.

d- La *Capucha* (littéralement, Capuche ; peut-être traduit ici par Cagoule, qui couvrait les visages des prisonniers lors de leur séjour au centre.)

Ce lieu était celui où étaient détenus les prisonniers, où étaient «*stockés les paquets*». Cet espace était situé dans l'aile droite des combles, et, par sa qualité de «*combles*», il n'était pas isolé. Les ardoises grises composant la toiture étaient donc apparentes, à nu, et visibles par les détenus, qui les citent dans de nombreux témoignages<sup>8</sup>. La structure de cette toiture était métallique, et sa trame venait rythmer la disposition des «*niches*» ou «*cabines*», comme étaient surnommées les couchettes où étaient disposés les captifs<sup>9</sup>.

Ces niches étaient des compartiments en bois aggloméré, ouverts sur le haut, aux dimensions réduites : 80cm de large par 2m de long. Leurs cloisons latérales mesuraient 80cm de haut<sup>10</sup>, formant ainsi, pour une personne allongée, un système panoptique qui empêchait de voir quoi que ce soit à ce qui se déroulait autour de soi. Cela, additionné à l'étroitesse même des couchettes privait les captifs qui reposaient sur leur fin matelas de mousse de bouger, se retourner ou s'asseoir. C'est pour cela, qu'allongés, leur regard portait sur le toit

8 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

9 Calveiro (Pilar), *Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine*, op. cit. «La vie dans l'ombre de la mort».

10 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

d'ardoises, et que cet élément est directement rattaché à la mémoire du centre.

Cette disposition, caractérisée par son horizontalité, offrait au gardien armé qui se situait à l'entrée de cet espace, près des escaliers, une vue plongeante sur l'ensemble des rangées de couchettes. Il pouvait, ainsi prévenir tout mouvement suspect, tout contact entre les détenus, pourtant situés à quelques centimètres les uns des autres. C'est ce militaire de garde qui contrôlait les allées et venues, en consignant chaque passage dans un cahier dédié à cet usage<sup>11</sup>.

Il n'y avait aucune lumière naturelle, tout était d'obscurité et de silence, d'isolement et de méfiance, d'humiliations et de précarité. Cette situation, pouvant être considérée comme une forme de torture indirecte<sup>12</sup>, faisait directement suite à la torture physique subie au sous-sol. On amenait le prisonnier vidé de ses forces à s'allonger dans le froid de l'hiver ou la chaleur suffocante de l'été, sans qu'il n'ait plus aucun repère, aucune confiance, ni en lui ni en les autres.

Les repas, qui étaient amenés aux détenus directement dans la *Capucha*, étaient, dans bien des témoignages de survivants, synonymes d'un moment de détente, de réconfort. En effet, dans un espace où le temps et la lumière n'existaient plus, leur distribution venait dessiner une routine à laquelle se raccrocher. Et bien qu'ils soient souvent qualifiés de « *médiocres* »<sup>13</sup>, ces deux repas quotidiens constituaient des moments où les prisonniers pouvaient se rappeler peu à peu leur humanité et leurs réflexes du « *debors* ». Les repas faisaient en effet partie des rares instants de la vie du centre où le processus de déshumanisation des détenus était mis en suspend. Le simple fait de les

---

11 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

12 Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «La vie dans l'ombre de la mort».

13 *Ibid.*

nourrir signifiait vouloir les garder en vie. Pour combien de temps ? Pourquoi ? Impossible à savoir, au vu du caractère aléatoire du futur de chacun. Mais ce temps suspendu devenait alors le cœur de la routine que développait personnellement chaque détenu. Ils ne reconnaîtront alors pas leur détention en nombre de jours, car ceux-ci n'existaient plus. Ils vivaient dans un temps plus lent, où les moments d'activité étaient les repas. Car c'était des moments où ils pouvaient brièvement entrer en contact avec leurs voisins, prendre connaissance de l'espace où ils se trouvaient. C'était en quelque sorte leurs moments de résistance. Ils redevenaient ensuite de simples « *paquets* », des subversifs dont on essayait d'oublier l'humanité.

e- La *Sarda* (d'après le nom de la plus grande maternité de la ville de Buenos Aires)

Le centre clandestin de détention de l'ESMA était particulier pour son ampleur, mais aussi par la présence de cette pièce. Désignée aujourd'hui comme la « *pièce des femmes enceintes* », elle était meublée de lits et d'une table<sup>14</sup>. Les détenues enceintes y étaient transférées quelques semaines avant qu'elles n'arrivent à terme. On leur offrait à ce moment des vêtements propres, et des médecins réalisaient un suivi gynécologique jusqu'à l'accouchement, avant lequel on avait offert à la jeune mère un trousseau pour son enfant. A la naissance, les mères choisissaient le prénom du nouveau-né, et, fait extraordinaire pour les prisonniers de l'ESMA, elles pouvaient adresser une carte à leur famille avec le prénom de l'enfant, des nouvelles rapides (notamment qu'elles étaient en vie) et parfois quelques conseils pour le bien-être du bébé. Toutes les femmes qui accouchèrent dans cette pièce étaient persuadées, à cause des attentions à leur égard, des attentions oubliées depuis longtemps, que leur enfant allait effectivement re-

14 Calveiro (Pilar), Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine, op. cit. «La tentation divine».



Fig B. 4. à gauche, vue de l'installation numérique meublant le *pañol* aujourd'hui.  
à droite, vue de l'ancienne *Sarda*, avec au sol l'inscription «*Comment est-ce possible que des bébés soient nés ici ?*».

Photos prises par mes soins

trouver leur famille.

Mais ce ne fut évidemment pas le cas, sauf pour un seul enfant, geste qui ne s'explique toujours pas aujourd'hui<sup>15</sup>. Hormis cette exception, les bébés ont été soit placés dans un orphelinat, soit, pour la plupart d'entre eux, confiés à « *de bonnes familles* »<sup>16</sup>. Ces bébés, estimés au nombre de 500, sont considérés comme disparus par leur famille naturelle. L'association des Grands Mères de la place de Mai a fait de cette recherche son mot d'ordre et de son combat principal. Retrouver leurs petits-enfants, nés en captivité puis adoptés. Si les Grands Mères comprennent que ces enfants ont aujourd'hui une autre famille, elles demandent à ce qu'ils sachent la vérité, afin que leur famille personnelle retrouve son entièreté, se reconstruise enfin. Appelés les « *Bébés volés* », aujourd'hui, 40 ans après les faits, les Grands Mères de la place de Mai ont annoncé que seuls 109 d'entre eux avaient été retrouvés.

#### f- Le *Pañol*

Cet espace, situé dans l'aile opposée à la *Capucha*, est un lieu d'entreposage. On y disposait les « *trésors de guerre* »<sup>17</sup> issus du pillage des maisons des subversifs par les *patotas*. S'y entassait toutes sortes d'objets, allant des vêtements à l'électroménager, en passant par du simple mobilier.

A la fin de l'année 1977, une partie de cet espace fut réquisitionnée pour laisser place à la *Pecera*.

---

15 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

16 Valenti (Alexandre), Argentine, les 500 bébés volés de la dictature, 2012

17 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

g- La *Pecera*.

Comme pour la *Capucha*, les entrées et venues dans cet espace étaient consignées par le militaire qui en gardait l'entrée. Le long d'un couloir, prenaient place une série de petits bureaux. C'est depuis cet endroit que s'exerçait la censure de presse. On occultait les bavures des *patotas*, justifiait des disparitions, expliquait des actions armées afin de prévenir d'éventuels mouvements sociaux<sup>18</sup>. Cette censure permettait de semer le trouble dans l'esprit des éventuels subversifs, de leurs familles ou de leur voisins. Ces articles qui paraissaient dans la presse relataient, bien que seulement en partie, des événements d'une certaine violence jusqu'alors jamais éclaircis.

La main d'œuvre de cette censure étaient les détenus eux-mêmes.

On remarquera aussi la date de mise en place de cet espace, synonyme du début d'une censure continue. À la fin de 1977, un an et demi environ après le coup d'état. Cela peut sembler tardif, car l'outil de la censure joue un rôle majeur dans la justification et la légitimité des moyens employés par le gouvernement. Cela montre bien que les premiers mois de la dictature, on ne cherchait pas à justifier ou simplement expliquer les disparitions, mais bien éliminer la menace subversive, de manière rapide et efficace.

Ce n'est qu'après avoir suffisamment affaibli la « menace » que le gouvernement s'occupa de sa stabilité et de sa légitimité à la tête du pouvoir. En effet si les militaires avaient justifié le coup d'état par la bataille dans laquelle ils s'apprêtaient à se lancer, sa résolution victorieuse était alors synonyme de la fin de leur gouvernement, qui aurait alors eu le rôle de « transition nécessaire ». Mais la mise en place d'une censure est une preuve de leur détermination à garder le pouvoir, et la date de création de la *Pecera* montre aussi la volonté de se

---

18 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

justifier d'actes à l'international.

En effet, la Coupe du Monde de Football, qui devait avoir lieu quelques mois plus tard mettait l'Argentine sous les projecteurs du monde entier, et la diffusion d'explications quand aux violences qui sévissaient dans les rues, bien qu'erronées et peu convaincantes, permettait de faire taire, pour un temps, les voix qui commençaient à s'élever dans certains pays où s'étaient exilés des Argentins par peur.

h- La *Capuchita* (littéralement petite *Capucha*, en référence à la *Capucha* citée plus haut).

A l'origine, cet endroit était le lieu qui contenait le réservoir d'eau du bâtiment. Mais il fut réquisitionné par la Marine pour y placer deux salles de torture, ainsi qu'un espace organisé de façon similaire à la *Capucha*, où étaient aussi séquestrés des prisonniers. On décompte entre 15 et 20 « *emplacements* » de la sorte<sup>19</sup>. Cet endroit avait la particularité d'être presque indépendant du Camp de l'ESMA. Parfois, il était « *prêté* » aux Forces Aériennes, à l'armée de terre ou au SIN, le Service d'Information Naval. De nombreux témoignages parlent de son sol peint en rouge, qui le différencie de la Capucha.

### 3- Renfermement sur soi pour une illusion du dehors

Les usages de ces espaces, leur organisation interne et les uns par rapport aux autres permettent de dresser la complexité et l'ampleur du Centre Clandestin de Détention de l'ESMA. Ils dépeignent à eux seuls les conditions de vie des détenus, le fonctionnement de l'armée, la bureaucratie mise en place et les événements externes au camp. On note aussi la promiscuité, et l'enfermement, l'étroitesse du lieu. Il est

---

19 <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/ccd/e/esma01.htm> [consulté le 17 mai 2017]

en effet tourné sur lui-même, se suffit à lui seul. Si ce n'est l'enveloppe originale du cercle et hôtel des officiers, l'endroit est parfaitement autonome. Cet habillage qui vient l'enserrer provoque une déconnexion presque totale avec l'extérieur. En effet, on ne rentre pas directement dans le centre, on rentre d'abord dans le casino. Cela représente l'absence de liens avec l'extérieur, cette dualité entre le dehors et le dedans. Et, dans le même sens, l'absence de sortie, d'échappatoire. Ce cloisonnement semble incarner le peu de chance qu'il y a de sortir en vie de ce lieu, comme s'il était une fin en soit.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

### III- la Jefatura de Rosario, distillatrice de Terreur

#### *1- Présentation et situation du lieu*

Aujourd'hui siège du gouvernement de la Province de Santa Fe dans la ville de Rosario, le bâtiment était à l'origine un endroit où cohabitaient le pouvoir politique, les pompiers et la police provinciale. Son organisation spatiale originale correspond donc à cette multiplicité de fonctions : autant monumental que fonctionnel. On y trouvait entremêlés des salons, des bureaux, des chambres, des parkings, des cuisines, une laverie, une tour de garde et une prison<sup>1</sup>.

C'est après le coup d'état et la prise de pouvoir de Jorge Rafael Videla, qu'Augustin Feced, ancien chef de police de Rosario, dont la carrière avait été mise en suspend pour cause de bavure, retrouve son poste. Et quelques jours après sa mise en fonction officielle, juste après le coup d'état, il déclare publiquement que tous les subversifs et autres extrémistes doivent quitter la ville le lendemain, sans quoi «*nous les accompagnerons au cimetière* »<sup>2</sup>. À Rosario, c'est donc bien la police, et non l'armée, qui devient l'exécutrice du terrorisme d'état. Feced met en place le Service de Renseignements<sup>3</sup>, qui prendra place dans l'angle nord-est du siège du gouvernement, au croisement des rues Dorrego et San Lorenzo. Pour ce faire, il réunit 50 policiers, dont 20 sont aujourd'hui arrêtés, et monte le Centre Clandestin de Détention le plus important de la province, qui fonctionna de 1976 à 1979, et où passèrent 200 personnes, la plupart d'entre elles sont encore disparues.

---

1 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, 2016

2 *Ibid.*

3 Traduction de «Servicio de Informaciones», plus couramment nommé par son abréviation, SI

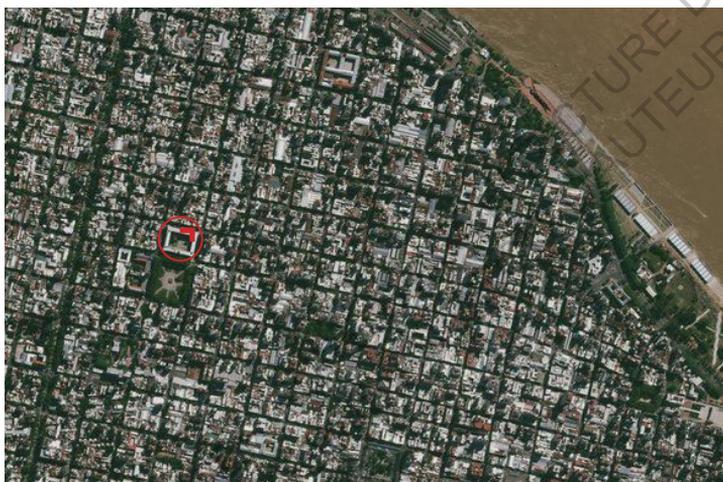


Fig B.5: Vue aérienne de Rosario (Bing map)

Si ce centre fonctionna à une échelle bien plus réduite que celui de l'ESMA, on y note la présence de pièces desservant des fonctions similaires, et surtout, la même cohabitation d'usage, caractéristique de la clandestinité. « [...] *C'est avant tout un bâtiment politique, où fonctionnait pendant la dictature militaire tous les organismes politiques, qui continuèrent à fonctionner aussi après. Le gouvernement de la Province avait son siège ici. Il y recevait des chefs d'entreprise, il y recevait des ecclésiastiques...* »<sup>4</sup>. Ce témoignage d'une ex-détenue, Ana Maria FERRARI, confirme la cohabitation observée à l'ESMA.

Mais dans le cas de la Jefatura de Rosario, cette cohabitation prend une autre échelle. En effet, le bâtiment à lui seul occupe un îlot entier (100m x 100m), au plein cœur du micro-centre, proche du boulevard Oroño, le plus beau boulevard d'Argentine disent certains, au vu des résidences huppées qui le bordent. De plus il fait à la fois face à une grande place publique, pensée, à l'origine, pour se rassembler, se distraire, et à des immeubles résidentiels, qui l'entourent de part et d'autre. Ce contexte urbain était oublié à l'ESMA, car l'hôtel des officiers était implanté dans un ensemble, tel un campus appartenant à l'armée, sans lien direct avec la vie civile.

C'est cette situation ambiguë qui est intéressante dans le cas présenté ici. Nous avons soulevé précédemment les incertitudes qui planaient quand aux enlèvements et la destination des personnes enlevées. Nous avons aussi soulevé la terreur que cette incertitude distillait dans la société, la perte de confiance en les gens côtoyés quotidiennement. Comme le souligne Pilar Calveiro, la «*capacité [des centres clandestins] à disséminer la terreur tenait justement à cet arbitraire qui planait comme une menace permanente et incertaine sur l'ensemble de la société* »<sup>5</sup>. Les gens n'osaient plus croire

4 Témoignage d'une ancienne détenue, Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 00:58:59

5 Calveiro (Pilar), *Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine*, op. cit. «La vie dans l'ombre de la mort».

ce qu'ils observaient, ou, du moins, n'osaient pas en faire part. A qui pouvaient-ils se confier ? Normalement à la police. Mais le lieu où siégeait cette dernière était le même que l'endroit où ils soupçonnaient une activité illégale et violente<sup>6</sup>. Ainsi, vers qui se tourner ? A qui faire confiance ?

*« -Il y avait la Place San Martin juste derrière, et ils [mes parents] m'emmenaient jouer là-bas, ou faire ce que font des enfants. Quand on y allait, ils [mes grands parents] nous prenaient en photo sur le chemin, depuis la chambre, là.*

*-Oui, et il y a des fois où je n'ai pas pris de photos, parce que j'avais honte. Mais c'est vrai qu'il y aurait eu beaucoup de choses à prendre ici, ça oui. On n'avait pas n'importe quel voisin. Tout ce qui s'est passé pendant la dictature est horrible, et je regrette de ne pas avoir pris les photos. Une fois, je t'ai raconté déjà, je rentrais, j'étais partie en voyage, et quand je suis rentrée, mon mari était très mal. Je lui ai dit « Mais qu'est-ce qu'il t'arrive ? » et il m'a répondu « Ils ont tabassé quelqu'un. » « Comment ça, ils ont tabassé ? », « Ils l'ont tué. », il me répond. « Mais tu es fou », « non », il me dit, et on déplace les matelas du lit pour aller dormir de l'autre côté, dans le salon. Parce que l'ambiance, là, entre Adolfo et moi était très tendue. Adolfo était très mal.*

*Le lendemain, je descends et je demande aux voisins s'ils avaient entendu quelque chose. La voisine d'en bas me répond « Non, on a absolument rien entendu. », et là, sa fille arrive et dit « Comment ça, vous n'avez rien entendu, alors que vous avez mis tous les matelas dans le salon ? ». Après, j'ai été voir une autre voisine, on était toutes amies, et je lui demande si ils avaient entendu quelque chose. Ils me répondent « Non, non, on a rien entendu. » Et pareil, leur enfant passe, puis revient vers sa mère et lui dit « Maman, on se sent comme*

---

6 Entretien avec Actis (Federico), [ le 26 avril 2017 ], traduit par mes soins

*dans une cabane d'enfant, là-dedans, et en plein jour ». Et voilà. »<sup>7</sup>*

Ce témoignage est révélateur, car il permet de saisir la vie face à l'édifice qui a vu se développer en son sein le centre clandestin de détention. Tout d'abord, on comprend que la vie quotidienne continuait malgré tout, du moins pour les familles qui n'étaient pas politisées. Les enfants allaient jouer au parc (accompagnés) et la grand mère partait en week-end.

Mais cet ordinaire était troublé par des scènes imprévisibles, observées, entrevues au coin de la rue. Des scènes que l'on ne voulait voir, que l'on ne voulait croire. Et surtout, dont on ne voulait pas parler. Ainsi, cette dame, essayant de comprendre le mal être de son mari, va en quête de renseignements auprès des voisins, qui sont, dit-elle devenus des amis au fil du temps. Mais rien n'est dit, tout est renié, tout va bien. Ce n'est qu'en glanant des échanges appartenant au cercle interne des logements, qu'elle se rend compte qu'il s'est bel et bien passé quelque chose. Un événement qui semble terrifier, au point que personne ne veuille le partager et que, comme elle et son mari, tout le monde s'éloigne de la rue le temps d'une nuit, n'osant plus faire face à de telles atrocités.

Quand on ne peut plus commenter un fait de cette gravité, la solution semble être le retrait physique, d'une manière ou d'une autre, de l'endroit du crime. Les habitants de cet immeuble ont abandonné les fenêtres qui les rendaient voyeurs de ce qui se déroulait à l'entrée du centre clandestin, pour migrer vers la cour de l'immeuble, enserrée dans le tissu urbain, sans vue, sans contact avec l'édifice générateur de peur.

Chacun se renferme dans son propre dedans, essayant d'oublier ce qui se déroule dans le dehors. Le cercle de confiance est restreint,

<sup>7</sup> Témoignage d'une voisine, habitant dans son appartement depuis 56 ans, et dont une des façades donne sur l'ancien centre Clandestin de Détention. Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 1:33:25.

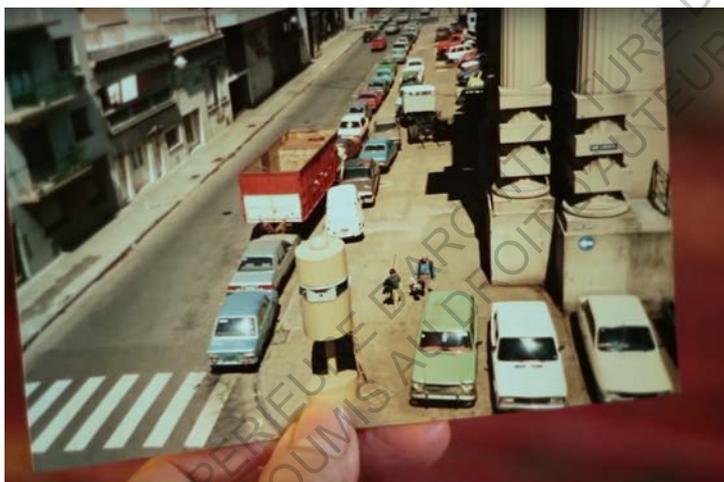


Fig B.6: Image tirée du film La Arquitectura del crimen. La voisine interrogée tient dans sa main une photo qu'elle a prise à l'époque de la dictature. On y voit l'angle où fonctionnait le Service de Renseignement, ainsi qu'une guérite de surveillance prenant place sur le trottoir

tout comme l'espace de vie, qui inconsciemment, vient se resserrer pour se protéger de cette terreur qui s'insinue dans la société, au travers de non-dits, d'aperçus et de bruits qui courent.

## *2- Organisation interne du camp, et premières interventions sur le bâti*

Dans les plans originaux de la Jefatura de Rosario, l'espace attribué au Centre Clandestin de Détention était dédié à devenir la maison du chef des pompiers. Mais plusieurs interventions, qui seront décrites par la suite, vinrent transformer, adapter cet espace pour y insérer la fonction de Centre de Détention Clandestin.

### a- Rez-de-chaussée.

Le rez-de-chaussée originel ne fut, dans un premier temps, pas modifié. Ce dernier se trouve légèrement surélevé par rapport au niveau de la rue, et c'est l'endroit qui accueillait les bureaux des membres du Service de Renseignements créé par Feced, ainsi que la salle de torture principale. Celle-ci prend place dans l'ancienne salle de bain, proposant ainsi un point d'eau facilement accessible<sup>8</sup>. Tout comme l'ESMA, la torture était un passage obligatoire pour les détenus, et ce, dès l'arrivée dans le Centre. Les bureaux étaient particulièrement dédiés aux archives, au classement des dossiers en cours, et c'était là où étaient prises les grandes orientations quand à la poursuite de la lutte anti-subversif.

### b- Le sous-sol.

Le passage au sous-sol était synonyme pour les prisonniers d'une

---

8 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 00:19:31.

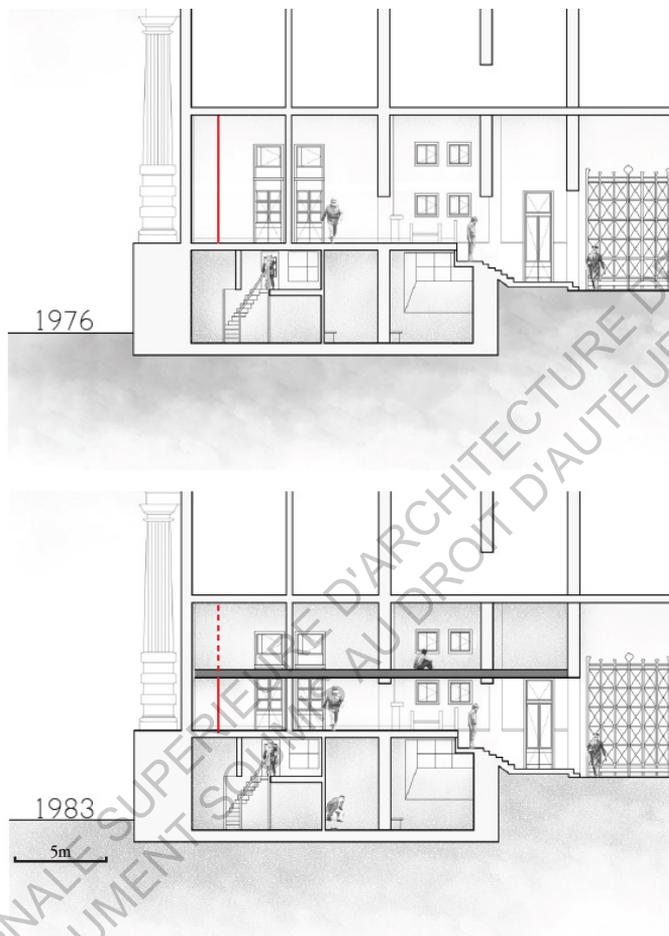


Fig B.7: Coupes du Service de Renseignement de Rosario réalisées par mes soins. Elles font part du changement radical de spatialité dû à l'ajout du demi-niveau.

possible remise en liberté. Une fois arrivés là, cela signifiait que leur passage dans le Centre avait été consigné, « *légalisé* ». On leur retirait les bandages qui pansaient leurs plaies ouvertes suite à la torture, on leur déliait mains et pieds et ils devenaient des prisonniers « *légaux* »<sup>9</sup>. Ils avaient remis un pied dans leur dehors d'autrefois.

#### c- La *Fabela*.

Ces personnes légalisées sont peu nombreuses. La grande majorité des personnes passées par le centre sont encore disparues. Le passage par la *Fabela* était synonyme de cette future disparition. L'espace est décrit dans les témoignages comme un lieu étroit, sombre, sans presque aucune lumière naturelle, sans toilettes, sans rien<sup>10</sup>.

Il s'avère que cet endroit résulte de la construction d'un demi-niveau, au-dessus du rez-de-chaussée. Celui-ci fut réalisé dès l'année 1976, puis il fut élargi en 1977, pour les besoins du Centre. Une transformation d'une telle importance au niveau spatial modifie profondément le rapport du corps à l'espace, et les sensations qui y sont liées. Le plafond de 6m qui permettait l'implantation de grandes fenêtres généreuses en lumière naturelle s'abaisse à 2.6m transformant l'endroit en un lieu plus sombre, qui semble plus petit. De plus, la *Fabela*, ou du moins les bureaux ajoutés au demi niveau en 1977 et donnant sur la rue se parent de « *fenêtres* » au ras du sol, donnant une sensation de se trouver dans un grenier, dans les hauteurs d'un édifice, et non au rez-de-chaussée.

#### 4- Comparaison et recoupement des deux centres observés

---

9 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 00:19:31.

10 *Ibid.*

La comparaison de ces deux centres nous permet de saisir le fonctionnement de la répression à deux échelles différentes. Effectivement, on retrouve dans les deux cas les mêmes éléments, mais si à l'ESMA, de plus grande ampleur, les tâches sont clairement divisées, aussi bien entre les militaires que spatialement, ce n'est pas forcément le cas à le Jefatura de Rosario. D'échelle plus réduite, les tâches allouées aux policiers n'étaient pas aussi différentes les unes des autres. Par exemple, la censure y fut aussi pratiquée, mais ponctuellement, elle n'avait rien de systématique. Produite par les policiers du Service de Renseignement, elle permettait de couvrir des fusillades sur la voie publique dans le but d'éliminer des anciens détenus du centre, en les présentant comme des « *affrontements entre forces de l'ordre et des subversifs révolutionnaires* »<sup>11</sup>.

Mais comme nous l'avons déjà souligné, nous pouvons percevoir au travers de ces deux centres deux mécanismes du terrorisme d'état mis en place au nom du processus de Réorganisation National. Premièrement, l'importance de la clandestinité des centres, et de leur emplacement géographique.

Cela est particulièrement clair à Rosario, où le choix de l'édifice dans lequel vient s'insérer le camp n'est pas anodin. Il laisse apparaître que ces lieux, bien que clandestins, n'avaient pas pour volonté d'être totalement isolés du reste de la ville. Ils étaient un outil à part entière afin de répandre une incertitude génératrice de terreur au sein de la population.

Enfin, la cohabitation. En effet, ces deux centres, tout comme les 500 autres lieux dénombrés à l'heure d'aujourd'hui, prennent place dans des bâtiments existants et viennent simplement requalifier la fonction de certains espaces. Cela génère une proximité entre la fonction originelle du bâtiment, qui perdurera après le retour à la démocratie, et le centre clandestin lui-même. Cette proximité fait écho

11 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 01:24:52.

au fonctionnement appliqué par le gouvernement au sein de l'armée : l'implication directe ou indirecte, du plus grand nombre de personnes, afin de diluer toute responsabilité, aussi bien physique que morale, face aux méthodes employées au nom de la lutte contre la subversion.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



JUSTITIA

¡¡PRESENTE!!

CARTEL

COMUN

A LA BARRERA  
VALLE CER...



JUSTICIA SOLO  
EL PUEBLO

Poculo

NACIONAL SUPERIEUR DE DOCUMENTATION

## C- Retour à la démocratie, balancement entre deux mémoires

ci-contre: Photo de Juan Pablo Garcia, 2017. La jeune femme qui court, un poteau à la main représente une scène emblématique de la façade de l'ancien centre de détention clandestin de Rosario. On peut y voir différents graffitis: le *pañuelo* des Mères et Grands Mères de la Place de Mai, «Justice», «Justice seulement pour le peuple», surmonté de militaires alignés, «à 14 ans du Coup d'état», «PRÉSENTS !!!», «Prison com-

## I- Fragilisation de la Junte et jeux d'altération

C'est en 1980 que le régime commence réellement à vaciller, bien que la démocratie ne soit réinstaurée que trois ans plus tard, en 1983. En effet, si les premières années de répression et de terreur assuraient au régime militaire une puissance et une autorité difficile à ébranler, ce système arriva vite à bout de souffle, en démontre le nombre décroissant de Centres Clandestins de Détention au cours du temps.

Il y a, pour expliquer cela, divers facteurs. Le premier, et le plus évident, est que le régime s'était instauré de force au nom de la lutte anti-subversive. Pour cela, sa méthode a été d'éliminer le plus efficacement possible les « *fauteurs de troubles* ». Or, vint un moment où, soit ces derniers avaient d'ores et déjà été enlevés, séquestrés, et, dans de nombreux cas, assassinés, soit ils avaient mis un terme à leur lutte armée, soit ils avaient fui le pays, pour trouver refuge ailleurs et poursuivre la lutte de l'extérieur. La guerre menée tendait donc vers sa fin, allant de paire avec la fin de la légitimité de l'armée à gouverner.

Un second facteur, et non des moindres, est la lutte entamée par différentes organisations, dites des droits de l'homme.

### *1- Les organisations des droits de l'homme, apparition d'une notion internationale*

On ne peut en effet pas minimiser le rôle de ces associations dont une majeure partie se formèrent dès la première année de la dictature, en 1976. Ces organisations peuvent être distinguées en deux grands groupes. Les Affectés et les Non-affectés<sup>1</sup>. Ces dernières sont

---

1 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », Matériaux pour l'histoire de notre temps, Nanterre, 2006, n°81, p 90.

des associations qui existaient préalablement au coup d'état, et comp-  
taient principalement dans leurs membres des politiciens engagés,  
des personnalités notoires, des juristes, des syndicalistes... Rentrent  
dans cette catégorie la Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme, le  
Servicio Paz y Justicia<sup>2</sup>, fondé en 1974, l'Assemblée permanente pour  
les Droits de l'Homme, fondée en 1976, ainsi que le mouvement OE-  
cuménique des Droits de l'Homme, fondé la même année<sup>3</sup>.

Les associations d'affectés en diffèrent, car leur formation est gé-  
nérée non pas par une conviction politique ou sociale, mais par le  
besoin de réunion de personnes blessées par la répression militaire.  
Se sont des personnes dont un proche est porté disparu, ou à été  
directement victime du Processus de Réorganisation National.

La première de ces organisations, Familles de Détenus et Disparus  
pour Raisons Politiques voit le jour en 1976, mais c'est seulement  
l'année suivante que naîtront les deux associations les plus renom-  
mées et les plus actives par la suite : les Mères de la Place de Mai et les  
Grands-Mères de la Place de Mai. Formant à l'origine un seul et même  
groupe, elles se séparèrent face à la divergence de leurs réclamations.  
Les premières cherchent à retrouver les disparus, les secondes les bé-  
bés volés.

C'est le 30 avril 1977 que 14 mères de détenus, peut-être disparus,  
se réunirent pour la première fois sur ladite place. Cette dernière, si-  
tuée face à la Casa Rosada<sup>4</sup>, le siège du gouvernement argentin, à une  
valeur symbolique dans tout le pays, pour les rassemblements qui s'y  
sont déroulés par le passé. C'est un lieu de revendication historique.

En se réunissant ce jour-là sur la place, les 14 Mères « *veulent*

---

2 Trad : Service Paix et Justice.

3 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du  
terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 90.

4 Trad : littéralement « La Maison Rose », en référence à la couleur de  
l'édifice.

*demander de l'aide au président de facto, le général Videla. Elles pensent alors que les militaires ne sont pas tous liés à la disparition de leurs enfants*»<sup>5</sup>. Le destinataire de cette sollicitation souligne le flou dans lequel se trouve la population civile face aux acteurs politiques. En effet, la violence présente avant le coup d'état avait empiré, et on ne savait plus à qui se fier. Dans le cas de Rosario, par exemple, si l'on observait des actes de répression, on ne savait pas vers qui se tourner pour les dénoncer. Car ceux-ci étaient observés aux abords de l'hôtel de police, là où devait se faire la dénonciation. De plus, ces faits n'étaient l'objet d'aucune officialisation, la seule certitude était cette terreur ambiante, mais la source de ce sentiment restait indéfinie. C'est pourquoi se tourner vers le chef du gouvernement dans un premier temps semble être le seul recours, avant d'assimiler ce qui, avec le recul peut sembler évident : le lien indéniable entre l'état et le terrorisme inondant les rues.

Devant l'imperméabilité du gouvernement face à leurs revendications premières, les Mères de la Place de Mai ne baissèrent pas les bras. Elles furent rejointes peu à peu, chaque jeudi, par de nouvelles membres et leur mouvement deviendra le plus emblématique de la lutte contre le gouvernement.

Elles demandent tout simplement la vérité, le droit de savoir ce que sont devenus leurs enfants et petits-enfants. Il est intéressant de noter que ce discours est apolitique. Elles ne feront presque jamais référence au militantisme de leurs enfants et combattent bien au nom des Droits de l'Homme, et non sous le sigle d'un parti politique<sup>6</sup>. Cette particularité leur permis de gagner de l'ampleur et de la crédibilité auprès de la population. Car, souvent, si les méthodes utilisées dans les camps faisaient l'objet de nombreux doutes quand à leur nature,

---

5 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», op. cit., p 190.

6 *Ibid*, p191

elles trouvaient une justification au regard des gens grâce à la censure qui faisait part de la lutte incessante du gouvernement contre le terrorisme. Comme déjà vu plus haut, la « *bonne raison* » pour laquelle étaient enlevées ces personnes empêchait la naissance de revendications par le caractère bienfaisant et politique de la bataille menée.

Les associations mentionnées ci-dessus se sont donc adaptées à ce contexte et à ce discours. « *Les Mères signalent ainsi « [qu'un] grand nombre de détenus et de disparus sont des personnes qui n'ont rien à voir avec les organisations subversives ». Dans les discours de ces associations, il n'y a donc que des disparus, pas de militants.* »<sup>7</sup>.

Une telle revendication s'inscrit dans le contexte international d'alors, et qui perdure aujourd'hui. C'est en effet l'apparition de la notion de crime contre l'humanité, à la fin de la seconde guerre mondiale, lors du procès de Nuremberg en 1945, qui rendra cet angle d'attaque possible. Les actes commis par les militaires argentins, à l'image de ceux commis par le régime Nazi sont condamnables. Ils peuvent alors être considérés comme crimes devant la justice, avec pour mot d'ordre l'atteinte aux droits de l'homme.

En considérant comme tel les actes des militaires argentins, les associations des Droits de l'Homme font aussi appel à une aide internationale. Car si la notion de crime contre l'humanité avait tout d'abord été créée pour juger les acteurs de la Shoah, elle s'élargira peu à peu, tout d'abord par la publication, en décembre 1946, de la Résolution 95 des Nation Unies. Elle appelle à considérer « *comme une question d'importance capitale [...] les projets visant à formuler les principes reconnus dans le statut de la Cour de Nuremberg et dans l'arrêt de cette Cour.* »<sup>8</sup>, c'est-à-dire tous les actes perpétrés à l'encontre d'une

7 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», op. cit., p 190.

8 Confirmation des principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg, Résolution 95 (I) du 11 décembre 1946, <http://archives>.

population ciblée. La reconnaissance du crime d'Apartheid comme crime contre l'humanité en 1973 s'inscrira dans l'expansion d'un code de droit criminel international, supplantant le pouvoir de l'état.

Nous verrons comment se développera cet axe d'attaque contre le gouvernement militaire. Car si, les premiers mois, les associations des droits de l'homme limitèrent leurs actions à la sphère du pays en publiant des annonces de disparition dans la presse et en se réunissant dans certaines églises<sup>9</sup>, elle profitèrent très vite de ce contexte international, par le dépôt de plaintes auprès de diverses organisations. C'est par ce biais que furent dénoncées les violations des droits en cours dans leur pays.

## *2- Mobilisation internationale et réaction gouvernementale*

Une telle démarche avait déjà été entreprise par les Argentins exilés à l'étranger dès les premières années de la dictature. C'est alors que le contexte de la Coupe du Monde de Football de 1978 semble idéal pour donner forme à une mobilisation mondiale. Se déroulant en Argentine, cet événement gigantesque est un prétexte pour révéler au monde entier via les caméras internationales le terrorisme d'état en cours, sous le nom de Processus de Réorganisation National<sup>10</sup>.

Des associations appelant au boycott de la Coupe furent créées, majoritairement dans les pays européens participant à la compétition. Mais il semblera que le football est apolitique car toutes les équipes en lice se présentèrent au tournoi, après de longs débats quand à la

---

rsf.org/article.php?id\_article=4131 [consulté le 23/05/2017]

9 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», op. cit., p 190.

10 Contamin (Jean-Gabriel), Le Noé (Olivier), « La coupe est pleine Videla ! Le mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », Le mouvement social, Paris, 2010, n°230, p 27.

symbolique de cette participation. Seule l'équipe Suédoise vint publiquement à la rencontre des Mères de la place de Mai pour leur apporter leur soutien, tandis que l'équipe Néerlandaise refusa la médaille qui leur était due pour ne pas à avoir à rencontrer le général Videla<sup>11</sup>

D'un autre côté, les dirigeants de la Junte ne sont pas innocents quant au maintien de l'organisation d'un tel événement sur leur sol. Ce n'est sûrement pas seulement par amour du football, bien que ce sport déchaîne des passions en Argentine, mais bien pour montrer une image modèle à la communauté internationale. Conscients des soupçons dont fait l'objet le gouvernement, c'est l'occasion de présenter un pays en paix, uni derrière son équipe, qui remportera la finale dans une liesse sans précédent.

Les plaintes déposées eurent tout de même pour effet la visite de délégations internationales. On notera la venue de la commission d'Amnesty International dès 1976, puis celle de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en 1979. Les deux reconnurent la pratique de la torture et la séquestration de personnes, mais aucune preuve matérielle ne fut relevée<sup>12</sup>. Cela s'explique par la modularité même des centres clandestins. Tout d'abord, l'édifice dans lequel ils sont implantés leur sert de façade, mais leur sert aussi à disparaître. Pour cela, il suffit de restituer sa place à la fonction originelle. Ensuite, leur organisation spatiale pouvait évoluer sans problème au fil du temps et des événements : que ça soit l'ajout d'un nouvel usage, l'accueil d'un plus grand nombre de détenus ou la visite d'une telle commission.

« [...] *la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, un organisme multinational, après avoir reçu plusieurs plaintes de la*

---

11 Contamin (Jean-Gabriel), Le Noé (Olivier), « La coupe est pleine Videla ! Le mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », op. cit., p 36-37.

12 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 90.

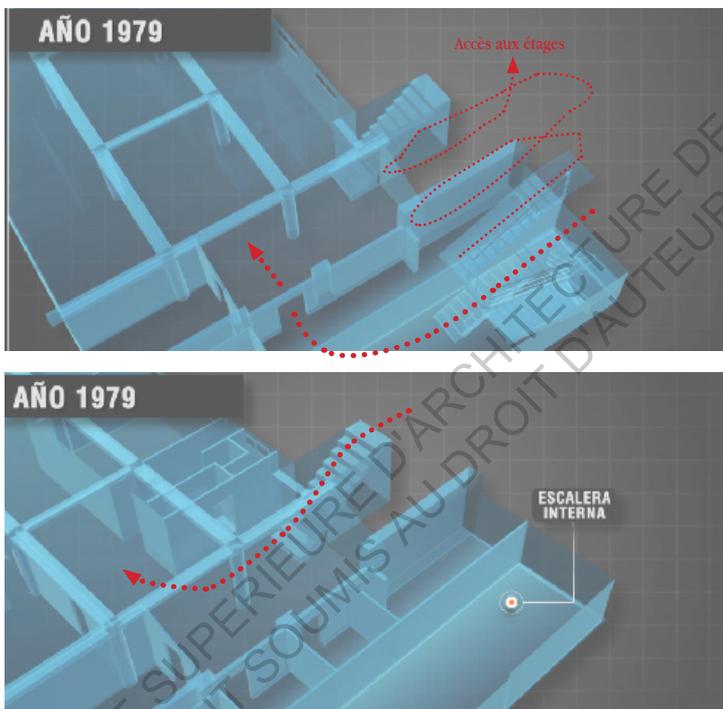


Fig C.1: Accès au *Sotano* avant et après la visite de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme. L'escalier reliant les étages au *Sotano* à été retiré.

<http://www.centrosclandestinos.com.ar/V4/esma/cambio.shtml>

*part des familles et de quelques survivants, disant qu'il se passait quelque chose à l'ESMA, demande au gouvernement militaire d'inspecter l'ESMA, avec des observateurs, pour voir si c'était vrai ou non. A ce moment-là, les Marines retirent tous les prisonniers de l'École Mécanique de l'Armée et les enferme dans une maison du delta du Parana. Cette maison appartenait à l'Église catholique, et, curieusement, elle s'appelle El Silencio<sup>13</sup>.*

*Et pendant quelques mois, ils modifient le bâtiment, ils enlèvent l'escalier qui reliait le rez-de-chaussée au sous-sol et par où descendaient les détenus, ils enlèvent l'ascenseur qui existait à l'origine, pour, justement, transformer ce que les survivants racontaient<sup>14</sup>. Ainsi, la Commission Interaméricaine verrait un autre bâtiment que celui décrit.*

*Après que la Commission Interaméricaine ai visité le bâtiment vide, pardon, pas vide, il fonctionnait toujours comme cercle des officiers, et qu'elle ai vérifié qu'à ce moment là, là-bas, il n'y avait aucun détenu, et que certains éléments des récits des ex-détenus ne concordaient pas avec les détails de l'édifice, les militaires ramènent les détenus de l'île du delta, et les enferment jusqu'à la fin. Mais il y a, si, comme une altération architectonique du bâti pour occulter les preuves. »<sup>15</sup>*

Ce témoignage est le support de deux analyses. La première est relative à la condition de clandestinité des centres. Il a été vu précédemment que ce statut était l'instigateur de la dispersion d'une terreur au sein de la société. Mais il se trouve, face à ce témoignage, que leur clandestinité leur permettait aussi de disparaître. En effet, le fait

13 Trad : « Le Silence »

14 Les témoignages reçu par la Commission faisaient par d'un bruit d'ascenseur, qui s'actionnait parfois et dont le mécanisme cognait contre la paroi auprès de laquelle ils se trouvaient.

15 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

que leur matérialité même soit celle d'un autre édifice permettait aux militaires de se cacher derrière ce dernier, tel derrière un décor de théâtre. De plus, la mise en place d'un centre clandestin ne demandait pas de grandes infrastructures, seulement quelques points d'eau auxquels se raccorder, un toit pour s'abriter et des murs pour isoler les cris. La plupart des altérations apportées au bâti original étaient donc apportées après l'insertion du camp. D'abord par les marques d'usage qui ne manquaient pas d'imprégner le lieu, comme les impacts visibles sur les marches en marbre de l'escalier principal de l'ESMA. Ils ont été provoqués par les chaînes qui liaient les pieds des détenus lors de leur ascension jusqu'à la Capucha. Ensuite, par la volonté de cacher ces marques. C'est ce que firent les militaires lors de la visite de la Commission Interaméricaine.

En outre, de ce témoignage ressort l'importance, pour les organisations des droits de l'homme et pour le droit international, de la corrélation entre les témoignages reçus et l'espace visité. En effet, c'est cette non-concordance qui empêche toute poursuite judiciaire d'envergure contre l'état argentin.

Le monde développé à l'intérieur du camp est fait pour désorienter les détenus. Ceux-ci, affaiblis par la torture, se raccrochent à des repères minimes, tels que des trajets effectués régulièrement, des bruits ou des sources de lumière. Ces perceptions peuvent alors être facilement contredites par un léger changement architectural. Le détenu décrit qu'il descendait aux salles de torture ? On retire l'escalier qui y mène, et dans ce cas, la simple action de descendre est inenvisageable. Le détenu entendait le bruit d'un ascenseur ? On retire alors l'ascenseur, source de ce bruit, et le témoignage devient bancal, sans fondements. Inutilisable.

### *3- Fin du gouvernement militaire et jeux d'occultation*

Suite à cette visite, la Commission publiera tout de même son rapport en 1980, dans lequel sera confirmé l'existence de camps de concentration, l'usage d'interrogatoire sous la torture, l'existence de personnes détenues sans procès préalable, ainsi que l'existence de détenus disparus<sup>16</sup>.

Cette publication, ainsi que l'attribution en octobre de la même année du Prix Nobel de la Paix à Adolfo Perez Esquivel, membre actif du Servicio Paz et Justicia<sup>17</sup>, sont deux événements qui montreront la reconnaissance des ces crimes au niveau international. C'est pourquoi on peut observer cette année-là une diminution de la répression et la fermeture de nombreux centres clandestins. Mais ces derniers ne se sont pas fermés sans modifications préalables. Les fermer signifie en réalité effacer toute trace, disparaître. C'est ainsi que, dans la lignée de ce qui a pu être observé à l'ESMA lors du passage de la Commission, les espaces sont remodelés, changent d'apparence pour devenir méconnaissables et surtout incohérents avec l'espace pratiqué par les anciens détenus. A la Jefatura de Rosario, par exemple, le camp a cessé de fonctionner en 1979, et, dès l'année suivante, des travaux sont entrepris dans l'édifice. On fait appel à Jose Jumila, un policier ayant auparavant pratiqué la profession d'architecte. Sa principale intervention sur l'angle des rues Dorrego et San Lorenzo constituera au changement de la matérialité des sols. Des carrés de céramique, matériau qu'il trouve à la fois esthétique et pratique, sont donc venus remplacer le parquet original. *« Ici à ce demi-niveau, on peut voir une intervention plus conséquente, on retrouve ici en profusion ces céramiques rouges, que j'ai aussi réussi à faire poser sur le garde corps, ici, et dans l'escalier, ici. »*<sup>18</sup>

Ce changement, qui, pour Jose Jumila participe à l'amélioration de

16 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 91.

17 *Ibid.*

18 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 01:46:03.

l'ambiance du lieu, n'est pas anodin pour les anciens détenus. Il vient en effet s'opposer à leur mémoire de l'espace.

*« -Ce qui est différent, ici, c'est le sol. Si, c'était un sol différent.*

*-Oui, c'était un sol en bois.*

*-Oui, c'est ça, un sol en bois. »<sup>19</sup>*

Ces modifications, bien que légères, renvoient le détenu aux doutes qui l'assaillent concernant l'endroit où il était séquestré. Une incohérence de la sorte, qui vient s'opposer à la certitude qu'il avait développée au sortir du lieu pour se protéger, le replonge dans l'état d'incertitude qui caractérise son séjour dans le centre clandestin de détention. Était-ce bien là ? Étais-je bel et bien conscient ou ai-je inventé ces détails ?

Au regard de ce que génère son intervention chez les anciens détenus, Jose Jumila insiste sur le fait que l'endroit était vide lorsque l'on a fait appel à lui. Il n'a jamais vu la moindre trace d'un centre clandestin en fonctionnement.

*« -Il y a des personnes qui disent que le changement de sol et de portes a été fait dans le but que ce lieu ne soit pas reconnu par des gens qui auraient été détenues ici.*

*-Pour ce qui est du changement des sols, en termes généraux, je peux dire qu'il est probable que ça ait eu à voir avec le changement de mentalité observé avec ce nouveau chef d'unité, qui venait changer consciemment l'image de la police. Parce qu'on savait que, tôt ou tard, il allait y avoir un changement démocratique. C'est la guerre des Malouines qui déclencha ce changement, mais on voyait bien,, déjà, dans la sphère militaire qu'on savait qu'un jour il faudrait*

---

19 Confrontation d'ancien détenus au centre dans lequel ils furent incarcérés, Ibid., 00:56:40.

*tout restituer.* »<sup>20</sup>.

Et comme il l'annonce, il est vrai que les modifications du centre de la Jefatura ne se limitent pas aux sols, ni à l'année de sa fermeture. En 1983, une dernière modification est apportée à l'intérieur du bâtiment. Le demi-niveau qui avait été créé dès 1977, et où étaient détenus les prisonniers, fut étendu sur la totalité de la surface existante. De plus, une deuxième intervention, qui peut paraître minime mais qui aura son importance par la suite est effectuée : la porte menant à la salle de torture est bouchée, et une nouvelle entrée est créée depuis le couloir central<sup>21</sup>.

Tout cela témoigne de la conscience du gouvernement de l'instabilité de sa position. En effet, il était déchiré par des luttes internes. Viola, le nouveau dirigeant était partant pour négocier une transition démocratique avec la population et les associations des droits de l'homme qui multipliaient leurs actions. Mais une partie des membres du gouvernements n'approuvaient pas cette initiative, dont le général Galtieri qui déclencha, le 2 avril 1982, la Guerre des Malouines, avec le débarquement de l'armée Argentine sur le territoire austral disputé aux Anglais.

La défaite de cette guerre, le 14 juin 1982, est décisive pour l'avenir du pays. Se faisant, le gouvernement perd ses quelques appuis au sein de la population. Ce n'étaient plus seulement les familles de subversifs qui étaient brisées, mais toute la population civile, à cause de la mobilisation générale des jeunes étant en âge de combattre et qui furent envoyé au front loin de chez eux.

*« 1982 : une nouvelle année de tâches se termine ; quelque chose à changé. Le peuple frappé sur tous les fronts, ce même peuple qui auparavant se taisait, par peur ou par indifférence, ne craint plus la*

---

20 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 01:46:03.

21 *Ibid.*

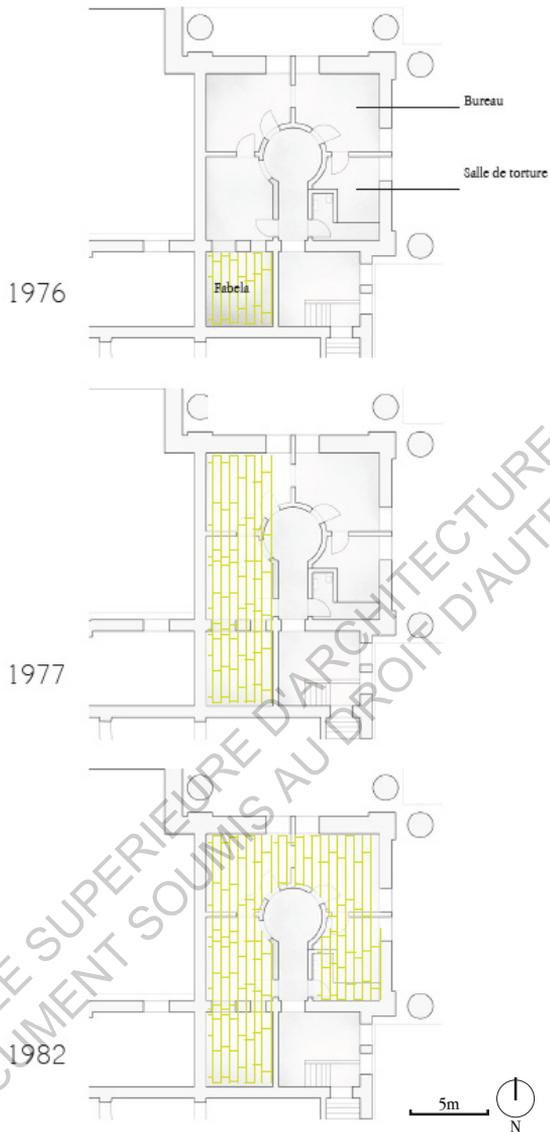


Fig C.2: Plans réalisés par mes soins, montrant l'extension au cours du temps du demi-niveau qui accueillait la Fabela, lieu de détention des prisonniers du Service de Renseignement.

*lumière qui avant semblait l'aveugler. Ce peuple qui préférerait ne pas voir en fermant les yeux, aujourd'hui les ouvre, réfléchit, se réveille. Il sait que qui ne dit mot consent, permet que les atrocités se répètent. Les jeunes gens qui « hibernaient », retenus par leurs familles terrorisées et par l'éducation déformée et contraire à la liberté de pensée, commencent à sortir du sommeil et nous accompagnent. En avant ! »<sup>22</sup>*

Les pressions internes au pays et internationales, les tensions entre les membres de la Junta, la défaite de la guerre des Malouines, ainsi qu'une situation économique peu florissante sont autant de facteurs qui essoufflèrent le gouvernement, et qui amenèrent à l'organisation d'élections libres le 30 octobre 1983.

Les partis politiques avaient pu refaire surface et se regrouper dès 1981, et donc relancer en partie leur activité. Durant l'année 1983, la campagne est lancée, et les deux candidats favoris sont Raul Alfonsin, du parti Radical, qui met au centre de son programme les Droits de l'Homme et fait la promesse d'un procès des responsables du terrorisme d'état. Face à lui se trouve Italo Argentino Luder, représentant du parti Justicialiste, qui avait brièvement occupé le poste de président de la Nation durant le congé forcé pour cause de maladie de la présidente Isabella Perón.

Raul Alfonsin l'emportera à 51,7% des voix.

---

22 Bulletin des Mères de la Place de Mai, décembre 1982, p7. [Http://archivosenuso.org/](http://archivosenuso.org/) [consulté le 21 avril 2017 ]

## II- Raul Alfonsin, l'esquisse d'une reconnaissance de la mémoire

### *1- Politique générale, théorie des deux démons et CO-NADEP*

Alfonsin, déjà de part le passé, était idéologiquement investi dans la lutte pour les droits de l'Homme, même s'il ne fut pas un activiste durant la dictature. Cela ne l'empêcha jamais d'être très critique vis à vis du gouvernement militaire tout au long de sa prise de pouvoir<sup>1</sup>. C'est pourquoi mettre au centre de son programme la lutte pour les droits de l'homme, et notamment la vérité n'avait rien d'anodin, et cela fut traduit dans sa politique dès les premiers jours de son mandat.

Mais la mise en place d'une telle politique n'avait rien d'aisé. En effet, un retour à un système démocratique signifiait une réintégration des militaires dans la société, tout en parvenant à une acceptation d'un passé récent, à vif, dont la demande émanait d'une majeure partie de la société civile. Cette dernière, face à l'ampleur soupçonnée de crimes commis, avait tendance à prétendre à une conception absolue de la justice<sup>2</sup>, difficilement compatible avec un retour à la démocratie.

Le nouveau gouvernement devra donc trouver un juste équilibre entre l'union d'une société divisée, et la réponse d'une demande de justice amplifiée. À ce dilemme vient s'ajouter la menace d'un nouveau coup d'état, caractéristique du contexte de transition démocratique. On ne peut en effet prévoir la réaction de l'armée face à une trop grande répression à son égard. C'est d'ailleurs dans cette optique que fut adopté par le gouvernement militaire, juste avant sa chute, le

1 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), Mémoire de recherche sous la dir. de Xavier Bioy, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 2007, p 25.

2 *Ibid.*, p 27.

Document Final, support de la Loi de Pacification Nationale, adoptée quelques mois plus tard, le 24 septembre 1983. Dans le premier texte, la société militaire assume la guerre qu'ils ont menée, la présentant comme nécessaire face aux actions de guérillas menées par le subversif. Mais s'ils assument la guerre, ils n'assument pas les crimes desquels ils sont accusés, ils ne sont donc, de ce point de vue coupable d'aucun délit. Cette « *nécessité* » sociétale et politique pour laquelle ils se sont battus justifie l'immunité et l'amnistie auto-accordée à tout le corps militaire par le second texte.

La première action de Raul Alfonsin en tant que président fut donc d'annuler cette loi, comme il l'avait promis durant sa campagne. Cette action permettait l'ouverture de procès pour juger les crimes perpétrés sous la dictature. Mais il restait alors à définir qui étaient les coupables, et à faire le jour total sur les sombres événements survenus. En somme, de répondre aux questions Que c'est-il exactement passé ? Quels ont été les moyens utilisés ? Qui sont les responsables ?

C'est pourquoi Alfonsin fut à l'initiative de la création, le 15 décembre 1983, de la CONADEP, la Commission Nationale sur la Disparition de Personnes, qu'il chargea d'explorer le passé, faire éclater la vérité, et éclaircir les faits de disparitions de personnes<sup>3</sup>. Celle-ci était la traduction physique d'un des axes majeurs de la politique du nouveau président : le rétablissement de 7 ans d'histoire, le second étant « *la mise en œuvre d'une justice symbolique* »<sup>4</sup>. Ce deuxième axe sera traduit par la théorie des Deux Démons. Dans la continuité d'un retour à la démocratie et d'une insertion des militaires dans la société, l'armée ne sera pas directement désignée comme responsable des événements faisant l'objet de controverses. Ce sera à la Justice de déterminer le rôle exact de la Haute Hiérarchie militaire, mais aux

3 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 91.

4 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 19.

côtés des organisations d'extrême gauche, responsables des violentes actions de guérilla menées entre 1975 et 1976. Ces mêmes actions qui permirent aux Juntas militaires de légitimer leurs.

Cette posture de la part du gouvernement permet d'allier deux enjeux propres à une période de transition politique. D'une part, avancer, aller de l'avant en répondant aux désirs de vérité revendiqués les différentes composantes de la société civile. Ensuite, prévenir de nouvelles actions armées venant des militaires. Ce sera précisément ce positionnement mitigé qui, comme nous le verrons par la suite, sera finalement critiqué par les principaux acteurs de la lutte pour les droits de l'homme, et les demandeurs de vérité et de justice.

## 2- *Nunca Mas* et officialisation d'une mémoire

La mise en place d'organismes tel que la CONADEP, et d'une politique visant à « *faire justice* », débouchera sur le Procès des Juntas, qui débutera le 22 avril 1985. Cette date n'est pas anodine, elle fait en effet suite à la remise du *Nunca Mas*<sup>5</sup>, un rapport rédigé par la CONADEP, où l'organisation fait part du fruit de ses recherches, menées activement durant l'année qui a suivi sa création. Ce rapport, qui reste encore aujourd'hui l'ouvrage le plus lu en Argentine<sup>6</sup>, se découpe en 7 grandes parties, où sont présentées les personnes ayant participé à la répression, les moyens utilisés, ainsi que les lieux où elle se déroulait<sup>7</sup>.

Le *Nunca Mas* est le premier document qui restitue, par écrit, un pan entier de l'histoire d'Argentine. Les éléments décrits deviennent

---

5 Trad: «Plus jamais»

6 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», op. cit., p 194.

7 Ginzberg (Victoria), Dandán (Alejandra), *El Nunca Mas, y los crímenes de la dictadura*, Buenos Aires, Gabriel Lerman, 2016, p 9.

les éléments officiels, et donc supports du grand procès à venir. C'est aussi la première fois que les Centres Clandestins de Détentions sont recensés, retrouvés, même si la position de certains reste inconnue. Ils sont décrits d'une manière presque scientifique, et présentés pour la première fois comme le principal outil de la répression qui a eu lieu. De plus, le nombre de personnes passées dans chacun des Camps cité est estimé. Au total, l'ouvrage fait part de 9 000 personnes disparues.

*« Les caractéristiques architecturales de ces centres, la vie quotidienne en leur sein, révèlent qu'ils ne furent pas seulement conçus pour la suppression physique pure et simple des victimes, mais pour les soumettre à un dépouillement minutieux et planifié de ce qui les caractérisait en tant qu'êtres humains.*

*Parce que rentrer à l'intérieur de ces endroits signifia dans tous les cas ARRÊTER D'EXISTER, et pour se faire il fut tenté de déstructurer l'identité des captifs, leurs repères spatio-temporels furent altérés, et leurs corps et esprits furent torturés au-delà de l'imagination. »<sup>8</sup>*

De plus, le texte arrive à la conclusion que leur clandestinité même, c'est à dire leur accueil par des bâtiments de l'armée et de la police, mais aussi leur fonctionnement général ne fut seulement possible que grâce à des moyens financiers et humains de l'État. Sans le pouvoir de celui-ci, l'existence des camps aurait été inenvisageable. Ce constat pose indéniablement l'État en responsable du fonctionnement des centres, ou du moins en complice. C'est ainsi que bien que sensé être impartial, le rapport, par l'exposition des faits, présente déjà un jugement quand à la violation des droits de l'homme sous la dictature.

La publication de ce rapport fut, pour le gouvernement, les associations des droits de l'homme ainsi que toute la société, un grand pas en avant quand à la reconnaissance des faits passés. Pour la première

---

8 Ginzberg (Victoria), Dandán (Alejandra), El Nunca Mas, y los crímenes de la dictadura, Buenos Aires, Gabriel Lerman, 2016, p 9.

fois, il devenait officiel que des crimes avaient été commis, et l'emploi même du mot était alors totalement légitimé.

### *3- Procès des juntas, ou les limites du retour à la démocratie*

Outre affirmer un passé, le *Nunca Mas* offrait des éléments concrets, et donc la possibilité de faire justice au sens premier du terme, c'est à dire de se saisir de l'affaire devant les tribunaux, la Loi de Pacification Nationale ayant été abrogée un an auparavant.

Cinq jours après la parution du *Nunca Mas*, le Conseil Suprême des Forces Armées essaie une fois encore de revendiquer l'immunité des militaires, en remettant au Conseil d'État une résolution où il est déclaré que la hiérarchie militaire durant la période comprise entre les années 1976 et 1983 ne pourra être mise en examen. « *Un jugement en seconde instance devant les tribunaux civil est alors remis, et la Chambre Fédérale se saisit de l'affaire* »<sup>9</sup>. On assiste à une véritable escalade dans le système judiciaire, qui débouchera au procès public des 3 Juntas militaires. Le motif de leur inculpation est la violation des droits de l'homme durant leur exercice du pouvoir.

Ce procès, de par son enjeu et étant perçu comme la concrétisation de la lutte des associations des droits de l'homme prendra une ampleur inouïe. Il sera très largement médiatisé, pas moins de 672 journalistes, aussi bien argentins qu'étrangers, y assisteront, 4 000 plaintes seront déposées et 833 témoins seront entendus durant toute sa durée<sup>10</sup>.

Le verdict tombera 8 mois plus tard, à la fin de l'année 1985, le 9

---

9 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 94.

10 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 94.

décembre. Seuls Videla et Massera écoperont de la perpétuité, tandis que Viola est condamné à 17 ans de prison, Lambruschini à 8 ans, Agosti à 4 ans et 6 mois. Tous les autres accusés seront acquittés. Ce verdict est décevant et largement insuffisant aux yeux des combattants pour les droits de l'homme, qui espéraient des peines bien plus dures. En signe de protestation, des marches sont organisées, des recours sont déposés, mais rien n'y fait, et un an plus tard, la sentence est ratifiée<sup>11</sup>.

La faiblesse des condamnations s'explique par un fait très simple : le manque de preuves. En effet, devant leur devoir d'impartialité, les juges doivent s'appuyer sur des faits concrets pour rendre leur sentence. Et si le rapport *Nunca Mas* apporte un lot d'informations non négligeable prouvant l'existence de crimes, il ne prouve pas la responsabilité directe des accusés, de là découle toute la difficulté du procès. Car, comme vu précédemment, l'organisation militaire était telle que tous y prenaient part. Ainsi, tout le monde est responsable, et il est vrai que l'existence de disparus était jusqu'alors systématiquement nié par les militaires<sup>12</sup>.

C'est en partie cette négation qui fragilisera le régime d'Alfonsín. En effet, si, pour certains, faire éclater la vérité au grand jour est déjà une sanction en soi, de part la mise au premier plan des coupables, l'affront auquel ils sont exposés ainsi qu'un possible sentiment de honte, cela ne paraissait pas compatible avec la mentalité en cours en Argentine. L'existence des disparus, et l'inconnu qui les entourait générerait une demande de vérité totale, sans compromis. Savoir ce qu'ils étaient devenus, le sort qu'ils avaient subi.

C'est précisément ce caractère de disparu qui empêchait le par-

---

11 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 94.

12 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 73.



Fig C.3: Photo publiée sur le site «530 heures: L'archive visuelle du procès des Juntas», on y voit les militaires accusés face aux procureurs Julio Cesar Strassera et Luis Moreno Ocampo lors du procès aux Juntas, 1985.

(<http://www.memoriaabierta.org.ar/juicioalasjuntas/>  
(consulté le 3 juin 2017))

don<sup>13</sup>. Et bien que les actions survenues durant la dictature aient gagné une légitimité internationale, le fait que les militaires eux-même ne reconnaissent toujours pas leurs actes appelait à un désir de vérité plus grand, et à un désir de jugement de la part des familles de victimes. L'étendue des crimes commis, additionnée à leur caractère incertain, induisait une résolution particulière, un procès exemplaire. Ce qui ne fut pas le cas, et, en s'attirant, par le résultat du procès, le mécontentement des associations des droits de l'homme ainsi que des militaires, dont les demandes d'amnistie avaient été rejetées, le gouvernement d'Alfonsín commença à vaciller.

Le verdict du procès donne corps aux limites de la politique menée, compliquées par le contexte de transition démocratique.

#### *4- Mécontentement et opposition de deux intérêts*

Ces dissensions se concrétisèrent dès l'année suivante, par l'adoption de la loi *Punto Final*<sup>14</sup>, qui fut promulguée fin décembre 1986. Née des tensions montantes entre le gouvernement et l'armée, elle donnait un délai de 60 jours à toute la population civile pour déposer des plaintes envers des militaires. Passé ce délai, aucune poursuite pénale ne sera plus menée concernant les crimes commis durant la dictature. La mise en place de cette mesure en prévention d'une montée de la violence n'empêcha pas, dès l'année suivante des soulèvements de *carapintadas*<sup>15</sup> dans les casernes de la province de Buenos Aires. Menées pour la plupart par des militaires accusés et refusant de se rendre aux convocations, ces actions donnent voix aux membres de l'armée qui réclament l'amnistie et le remaniement de la haute

13 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 76.

14 Trad: «Point Final»

15 Trad: «Visages Peints». Le nom leur vient du fait qu'ils s'enduisaient le visage de cirage noir lors de leurs protestations

hiérarchie militaire. Face à ce nouvel éclatement de violence, Raul Alfonsín se voit obligé de négocier avec eux. C'est ainsi que le 13 mai 1987, le projet de loi *Obedencia Debida* voit le jour. Elle sera ratifiée, et accorde l'impunité aux responsables de la répression, sauf aux membres des 3 Juntas militaires et aux militaires déjà condamnés<sup>16</sup>.

Ces événements, la mise en place des lois Punto Final et Obedencia Debida, ainsi que la violente crise économique que traverse le pays (une hyperinflation chiffrée à presque 200%<sup>17</sup>) viennent occulter les avancées apportées par Alfonsín quant à la question des droits de l'homme. Le rapport *Nunca Mas*, qui fait encore référence aujourd'hui, et le premier procès contre la dictature du pays. C'est dans ce contexte de déception que Carlos Menem, péroniste, est élu nouveau président de la nation le 14 mai 1989.

---

16 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 95.

17 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 64.

### III- Menem, l'oubli face au conflit de Mémoires

#### *1- L'oubli confronté à l'absence*

Si la politique d'Alfonsín présentait une réponse plutôt « logique » au retour à la démocratie, la politique menée par Menem est encore perçue aujourd'hui comme une rupture dans l'histoire de l'Argentine. En effet, face au déficit que représentait la transition démocratique, Alfonsín avait, pour assurer un minimum de stabilité politique, présenté la période de la dictature comme un écart au cours normal de la vie sociale Argentine. Cette vision quelque peu simple reconnaissait que le gouvernement militaire avait été l'acteur d'actes criminels, et divisait ainsi la société en deux groupes de personnes distinctes, les coupables et les victimes<sup>1</sup>.

Ce dernier groupe était très peu nuancé, surtout à cause de leur absence. C'est cette absence, cette naissance de la figure du disparu qui devint l'emblème de la répression militaire. Cette figure incarnait la victime sans distinction. Son passé militant, ses actions s'effaçaient par ce statut. Et c'est au nom de ces martyrs que le procès des coupables, la deuxième catégorie de personnes, était demandé sans relâche.

Cette division, se retrouvait aussi au travers d'intérêts divergents et la confrontation de deux mémoires différentes : la mémoire militaire et la mémoire civile. Chacune revendique une version propre de l'Histoire : l'une cherche à légitimer une guerre nécessaire et nie l'existence de disparus, tandis que l'autre incrimine les militaires, les érigeant en coupables s'opposant à des victimes innocentes. Ce sont ces divisions sociales qui portèrent Menem au pouvoir. Et ce dernier,

---

1 Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», op. cit., p 195.

bien que péroniste, était peu enclin à de telles nuances sociétales. Selon lui, pour aller de l'avant, le pardon par l'oubli était nécessaire. Il adopta alors une stratégie de Réconciliation Nationale, qui affichait un objectif simple, sensé contenter chacun. Unir de nouveau la société, en oubliant totalement les faits passés, en repartant de zéro, et, sur le plan économique, par la pratique d'un libéralisme débridé promettant sortie de la crise et richesses pour tous.

*« Le passé n'a rien à nous apprendre. Nous devons regarder en avant, nos yeux fixés sur l'avenir. A moins que nous n'apprenions à oublier, nous nous transformerons en statue de sel. »<sup>2</sup>*

Dans la lignée de cette politique, il signe, en octobre 1989, un premier groupe de décrets de grâces, et un deuxième un an plus tard, en décembre 1990<sup>3</sup>. C'est ainsi que les commandants condamnés lors du procès des Juntas de 1985, tels que Videla, Massera, Agosti et Viola sont libérés et qu'une trentaine de hauts gradés des forces armées restent en liberté sans avoir jamais été jugés. La grâce présidentielle, si elle n'efface en aucun cas le casier judiciaire de la personne qui en bénéficie, dispense tout de même celle-ci de paraître devant les tribunaux. Elle empêche donc de faire le jour sur l'affaire, et fait barrage au processus de vérité<sup>4</sup>.

L'annonce de l'accord de ces grâces fut donc un coup dur pour la société argentine, en plus de venir se superposer à la crise économique persistante. Le processus de mémoire amorcé durant le mandat d'Alfonsín avait été un axe majeur de la politique menée, et l'avait érigé en besoin civil. Cela avait eu pour conséquence l'officialisation des crimes commis, ainsi qu'une légitimité observée envers les ma-

<sup>2</sup> Menem, cité par Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 65.

<sup>3</sup> RAPOPORT (Mario), Historia economica, politica y social de la Argentina (1800-2000), Buenos Aires, Editorial Emecé, 2012, p. 934

<sup>4</sup> Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 66.

jeurs organisations des droits de l'homme, notamment la CONADEP et les Mères et Grands-Mères de la Place de Mai, qui étaient devenues des « *battantes* ».

Cet oubli a failli prendre une tournure physique. En effet, fait peu diffusé, Menem avait proposé un projet quand au devenir de l'ESMA, alors toujours propriété de l'armée. Détruire tous les édifices présents sur le site pour convertir l'ensemble en un grand parc paysager<sup>5</sup>. Ce geste à une portée symbolique, qui décrit bien l'état d'esprit de la politique de Menem. Effacer le passé, faire table rase, autant dans les mémoires que physiquement. Le projet ne fut pas adopté, et, s'il l'avait été, la mémoire du pays aurait certainement suivi un cours différent.

L'oubli promulgué par Menem semble faire écho à la phase d'amnésie dont Rouso fait part lors de son analyse quand à la mémoire post-guerre d'Algérie en France. On y trouve en effet plusieurs corrélations:

*« [...]on repère des cycles mémoriels comparables qui voient se succéder une phase de liquidation de la crise, qui dure en général une décennie et se clôt par des lois d'amnistie, suivie d'une deuxième phase, plus courte qu'on ne le dit souvent, d'« amnésie », au moins sur le plan de la mémoire officielle. À peine le temps d'une génération, et s'ouvre ensuite une phase d'« anamnèse », de « retour de mémoire », marquée par une prise de conscience progressive du passif non apuré [...] donnant même lieu à des formes d'hypermnésie »<sup>6</sup>*

La phase d'amnistie serait caractérisée par les lois de *Punto Final* et *Obedencia Debida* votées sous Alfonsín. La politique de Réconciliation Nationale, ou d'oubli, pourrait aussi s'appeler amnésie. La suite

5 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

6 Rouso (Henry), «Les raisins verts de la guerre d'Algérie», dans Michaud (Yves) (dir), *La Guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, 2004, p.127-151.

des événements au sein de la société argentine correspond à cette chronologie mémorielle. En effet, la phase d' « *anamnèse* » commencera dès l'année 1994.

Deux officiers de la Marine, fichés par la CONADEP<sup>7</sup> pour avoir bénéficié de la loi *Obedencia Debida*, font des déclarations publiques devant le Sénat, qui avait refusé leur promotion pour ces raisons. Antonio Pernias et Juan Carlos Rolon assument en effet que la torture était pratiquée à l'ESMA. Bien que ces faits étaient déjà connus de tous, au travers de récits de survivants et du rapport Nunca Mas, c'est la première fois que des militaires avouent en avoir fait usage. Cela provoque une rupture dans la mémoire militaire, dans laquelle ces faits étaient inexistantes.

L'année suivante, Adolfo Scilingo confessera le sort qui fut réservé aux disparus de l'ESMA. Il avoue avoir piloté des avions au-dessus du Rio de la Plata, qui avaient à leur bord des subversifs drogués et endormis, et qui furent jetés vivants dans le Rio. C'est la révélation des escadrons de la mort au grand public.

## *2- L'espace public comme lieu d'expression*

Ces paroles expliquaient le sort terrible qu'avaient subi une partie des Disparus. Ces révélations levaient le voile sur un passé trop dur, trop lourd. Un passé que l'on avait tenté de faire oublier, face à une crise économique persistante et des pressions internationales tentantes. Mais ce passé était terré là, des gestes craintifs traduisaient cette terreur d'antan, toujours tapie, dans un souvenir relégué.

Les Escadrons de la Mort. Tant de scénarios avaient été imaginés par ces femmes tournant en rond chaque jeudi, réclamant la vérité. Tant

---

7 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 96.

d'idées horribles avaient du traverser les esprits de ceux qui avaient perdu un proche. Tant de doutes et de questions avaient été ressassés par les témoins qui n'avaient pas voulu voir, qui n'avaient pas voulu comprendre. Tant d'hypothèses auxquelles personne n'avait vraiment voulu croire. Mais très peu avaient du imaginer un scénario tel que celui décrit par Adolfo Scilingo. Car celui-ci défie, par son horreur, la notion même de moralité humaine.

Et c'est de cette révélation tétanisante par son ampleur, de cet abattement face à la violence humaine que surgirent des hommages spontanés. Des plaques informelles commencèrent à se faire apercevoir dans l'espace public. Les gens avaient besoin de se rassembler. Ainsi, des familles de victimes se regroupèrent, pour partager, commémorer leurs proches perdus. Bien que les victimes des Escadrons de la Mort ne soient à ce moment pas clairement identifiées, un deuil, qui avait toujours été mis en doute par l'inconnu, devint possible<sup>8</sup>.

Comme le faisaient les Mères et Grands Mères de la Place de Mai depuis quelques années, des marches en mémoire se multiplièrent dans le pays. Et peu à peu, le passé et la mémoire de la Dictature, si vifs, furent réhabilités. Dans les écoles et Universités aussi, les enfants de Disparus se réunissaient, et c'est ainsi que fut fondée l'association H.I.J.O.S<sup>9</sup>. Cette dernière, après les Mères et Grands Mères de place de Mai, se saisit de l'espace public de manière politique, c'est le lieu de toutes les revendications. En effet, la voie « *légal* » de la Justice étant bouchée, deux moyens de reconnaissance pour la quête de vérité s'ouvrent à ces associations. L'espace public, et la politique internationale.

---

8 Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », op. cit., p 96.

9 Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (ou HIJOS, qui veut dire enfants / fils)

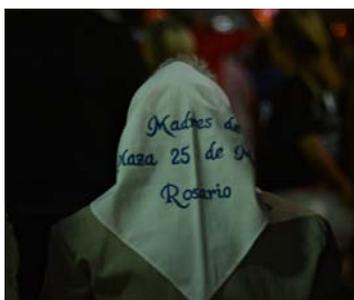


Fig C.4: de haut en bas et de gauche à droite:  
Manifestation du 10 mai 2017 (Courrier  
International, images de la semaine) / Une Mère de  
Rosario le 24 mars 2016 (Photo de Pablo Loizaga)  
/ Installation artistique à la FAPyD (Photo de  
Alejandra Buzaglo) / Installation lors du défilé du  
24 mars 2017 (ES Fotografía) /  
<http://buenosaires.lacampora.org/2014/03/25/la-campora-coronel-dorrego-pinto-un-mural-alusivo-al-dia-de-la-memoria/>

#### a- L'occupation physique

L'espace public fut utilisé de diverses façons. Les premières à l'occuper pour montrer leur désapprobation sont les Mères et Grands Mères de la Place de Mai.

Depuis 1977, elles effectuent symboliquement le tour de la pyramide la Place de Mai qui fait face à la Casa Rosada, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, exprimant ainsi l'envie d'un retour vers le passé, de retrouvailles. Certaines d'entre elles transforment cette marche en danses, qu'elles réalisent seules, enlaçant le vide, faisant ainsi ressentir l'absence physique de leur proche disparu. De plus, le *pañuelo*<sup>10</sup> qu'elles portent est tout comme leur uniforme. C'est leur arme, qui leur assure leur crédibilité. Cette voix qui a pu être entendue à force de persévérance, et qui l'est encore aujourd'hui. Car elles continuent à se battre, et si avant elles demandaient la vérité, aujourd'hui, elles demandent justice.

Ce *pañuelo* est porté de toutes les formes possibles lors du défilé du 24 mars, qui commémore, chaque année, le début de la dictature. Et on le croise aussi à chaque manifestation, quel que soit son objectif. Il est symbole de lutte, de volonté, de justice. Il est devenu œuvre d'art dans les musées. Il est graffé, partout dans les rues, et parfois sur le sol. Et alors ils sont plusieurs, formant une ronde symbolisant la danse circulaire de celles qui le portent.

#### b- L'occupation agressive.

Le groupe H.I.J.O.S utilisa l'espace public d'une toute autre manière, en inventant les escraches<sup>11</sup>, pratique aujourd'hui répandue en Uruguay, au Paraguay, en Espagne et au Venezuela.

10 Trad: «Foulard»

11 Vient de la langue Occitane, « escratchà », n'a pas de traduction exacte mais peut être compris comme « désordre », « èère furieux », « être indignés »



Fig C.5: en haut, photo du groupe Emergentes lors d'un escrache, 2016 l'inscription dit: «Ici vit l'acteur d'un génocide».

En bas, photo d'un escrache contre Bujedo, 2011. ( cf Laboratoire urbanisme insurrectionnel, Argentine, Justice populaire )

Cela consiste, à partir de 1995, tout simplement « à *mettre en évidence quelqu'un* »<sup>12</sup>, et plus précisément des anciens oppresseurs, ayant prit part au Processus de Réorganisation National. Pour se faire, l'objectif est de trouver le lieu de résidence de la personne visée, et ensuite, par des actions diverses et variées, signaler la présence d'un criminel à son voisinage. Cela se traduit par des inscriptions au sol dénonçant les crimes commis par la cible, l'occupation du trottoir faisant face au lieu de résidence, ou l'organisation de marches le long de trajets quotidiens de la « *cible* », tel que celui de son lieu de travail à son domicile. Au cours de ces actions sont dénoncés les actes passés de la personne visée, dans le but de faire prendre conscience au voisinage et aux proches de qui elle est vraiment : un criminel, un oppresseur, ayant participé à un crime sans précédent. Le slogan de ce genre de marche est très évocateur quand a son objectif :

« *S'il n'y a pas de justice, il y a un escrache* »

Si on ne peut faire justice au tribunal, se sont alors les civils qui s'en chargent, par des dénonciations publiques, des humiliations quotidiennes, dans le but de confronter la personne visée à ses actions passées. Afin de l'empêcher d'oublier, mais aussi de l'empêcher de se réintégrer à la société, en la pointant du doigt, en la marginalisant.

Un tel usage de l'espace public est directement en lien avec la mémoire. En effet, il cesse d'être neutre et renie la politique mise en place par le gouvernement. L'histoire appartient au peuple, de même que la rue, c'est cela qui entraîne ces actions. La rue permet d'écrire l'histoire, ou du moins de donner voix à une de ses versions qui est reléguée, effacée par le pouvoir officiel.

Aujourd'hui encore, les *escraches* sont une pratique courante. En effet, il fait apparition lors de chaque manifestation, chaque marche,

---

12 [http://politica.elpais.com/politica/2013/04/12/actualidad/1365788868\\_011504.html](http://politica.elpais.com/politica/2013/04/12/actualidad/1365788868_011504.html) [ consulté le 10 mai 2017 ], traduit par mes soins.

quelle que soit sa revendication. Le parcours de celle-ci, au lendemain de l'événement, peut alors être retracé sans aucune difficulté, grâce aux tags, symboles et autres inscriptions qui ornent les murs de tous les édifices sans discontinuer.

Parmi ces messages, on retrouve des symboles récurrents.

Le « *Nunca mas* », qui fait évidemment référence au rapport de la CONADEP, mais qui s'élève aussi tel un cri. Cela ne se reproduira pas.

« Son 30 000 <sup>13</sup> », en référence au nombre de disparus recensés. Cette inscription, de la même manière que la précédente, est présente partout, dans chaque ville, chaque rue, chaque manifestation. Elle donne corps aux disparus, et, par l'emploi du présent informe qu'ils ne font pas partie du passé, ils sont encore là aujourd'hui, planent au-dessus de la mémoire collective.

On remarque aussi un simple vélo, de profil. « *C'est un élément qui symbolise l'ambiance étudiante lors de la dictature. Ce vélo fut retrouvé attaché, laissé là, sans propriétaire. Cela parle de quelqu'un qui le laissa là et ne revint jamais le chercher, quelqu'un qui a disparu et qui a laissé ses affaires derrière lui, en suspend.* »<sup>14</sup>

### c- L'occupation symbolique

Elle se traduit notamment par la pratique du *Siluetazo*. Ce nom mot « *siluetas*<sup>15</sup> », c'est à dire silhouettes. Cela correspond au fait de remplir les rues de silhouettes sans visages, qui représentent les disparus. Le fait qu'ils n'aient pas de visage réfère au fait que la figure du Disparu est devenue symbolique. Si des organismes cherchent l'identité précise de chacun, le Disparu est aussi devenu un martyr, représentant

---

13 Trad: «Ils sont 30 000»

14 Extrait d'interview de Juan Manuel Zava.

15 Trad: «Silhouette»

de toutes les personnes blessées par la dictature. Seule compte son absence, et le poids de celle-ci sur la conscience générale.

Si ces symboles font directement écho à la dictature, on verra par la suite l'émergence de nouveaux, en rapport avec le contexte actuel, qui viennent se mélanger, se superposer aux revendications passées, tel une réunion entre passé et présent.

### *3- Encore et toujours, le contexte international*

L'autre moyen qui a rendu impossible la politique d'oubli de Menem fut le contexte international. En effet, en 1998, Pinochet est arrêté en Angleterre suite aux affaires ouvertes par le juge espagnol Baltasar Garzon. Ce dernier enquêtait sur l'opération Condor, conjointement à un collègue, qui enquêtait lui sur la disparition de ressortissants espagnols au Chili. Ils lancent alors un mandat d'arrêt international, accusant l'ancien chef d'état chilien de génocide, de torture, de terrorisme international et d'enlèvements. Profitant de l'immunité dans son pays natal, ce n'est que lorsqu'il quitte le sol chilien et atterri en Angleterre qu'il sera arrêté.

*« la légalité de l'arrestation du sénateur Pinochet en se basant sur deux arguments : d'une part, l'immunité d'un chef d'État ne s'applique qu'à l'ancien chef d'État, Augusto Pinochet ne bénéficie pas d'immunité personnelle »*<sup>16</sup>

Cette arrestation exemplaire donne un nouveau souffle à l'action politique des associations des droits de l'homme. Des procédures judiciaires sont alors initiées à l'étranger. C'est ainsi que des procédures sont engagées dans de nombreux pays d'Europe, tel que l'Espagne, l'Allemagne et la France, mais aussi en Israël. Alfredo Astiz, souvent

---

16 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Augusto\\_Pinochet#Accusations\\_de\\_fraudes\\_fiscales\\_et\\_de\\_d.C3.A9tournements\\_de\\_fonds](https://fr.wikipedia.org/wiki/Augusto_Pinochet#Accusations_de_fraudes_fiscales_et_de_d.C3.A9tournements_de_fonds) [ consulté le 10 mai 2017 ]



Fig C.6: en haut, siluetazo du 24 mars 2017  
([madres.org](http://madres.org)).

En bas, siluetazo sur le portail de la propriétaire  
du journal Clarin, impliquée dans une  
affaire de bébés volés, 2017  
([elargentinozn.com.ar](http://elargentinozn.com.ar))

surnommé l'ange blond de la mort , qui dirigeait le commando de torture à l'ESMA, fut condamné à perpétuité en France pour la disparition des deux religieuses françaises Alice Domonet et Leonie Duquet. Ces procès resteront des victoires, et relanceront en Argentine la volonté de Justice qui avait alors été étouffée. Cette réhabilitation de la mémoire collective argentine se concrétisera réellement sous le manda de Nestor Kirchner, élu le 25 mai 2003.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



## D- Acceptation et rencontre entre dedans et dehors

ci-contre: photo de Juan  
Ignacio Iglesias. Musée de  
site de l'ex-ESMA, vue de  
l'ancienne Capucha.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## I- Politique des Droits de l'Homme et mémoire politique

### *1-Crise économique, genèse d'une réconciliation*

L'économie argentine était en crise depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Si les sursauts politiques l'avaient reléguée en second plan, la fin des années 1990 marquèrent son apogée et son retour fracassant dans les préoccupations quotidiennes. En effet, la politique de privatisation des grandes entreprises sous Menem, l'alignement du pesos argentin par rapport au dollar dans le cadre du *currency board*<sup>1</sup> puis l'explosion des systèmes monétaires asiatiques générèrent une déflation démesurée. C'est ainsi que l'année 2001 fut la scène de pillages de supermarchés, de grèves et de protestations reflétant l'inquiétude et l'instabilité des foyers. A tel point qu'au mois de décembre, le FMI refusa de verser une aide promise, face à l'ampleur de la crise et la grande instabilité économique que traversait le pays. La dette publique dépassa les 140 milliards de dollars, et, en 2002, le taux de chômage avait atteint 23% tandis que celui de pauvreté se chiffrait à 57%<sup>2</sup>. Cette situation sans précédent vit 5 présidents se succéder entre le 20 décembre 2001 et le 2 janvier 2002, date de l'élection de Eduardo Duhalde à la tête de l'état.

Ce dernier prit entre autre l'initiative de dévaluer le pesos argentin, ainsi que la conversion forcée des comptes bancaires en dollars en pesos. Si cela généra des tensions avec les investisseurs internationaux, dont les contrats signés en dollars devenaient caducs, cette mesure permit un lent redressement de la situation économique du pays. La

---

1 Currency board est un système économique tel que « la monnaie locale n'est créée qu'en fonction directe des entrées de dollars » ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise\\_%C3%A9conomique\\_argentine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_%C3%A9conomique_argentine) [consulté le 25 mai 2017] )

2 *Ibid.*

consommation ainsi relancée, de nouvelles élections furent organisées, dont Nestor Kirchner, de la branche gauche du parti Justicialiste sortit vainqueur le 4 mai 2003.

Il remporta pourtant les élections avec un score relativement bas (22%) et une abstention qui n'avait jamais atteint de tels sommets.

En effet, au sortir de la dictature, la déception de la politique menée par Alfonsín, la trahison incarnée par la tentative de Réconciliation Nationale de Menem, et enfin la crise économique avaient, coup sur coup, éloigné les argentins du gouvernement.

Dans ce contexte une nouvelle fois tendu, le nouveau président Kirchner se devait alors de regagner la confiance de la population. Car si son prédécesseur, Eduardo Duhalde, devenu ministre de l'économie dans le nouveau gouvernement, avait mis en route un redressement économique efficace, celui-ci ne pourrait fonctionner sans une politique sociale tout aussi efficace. C'est pourquoi, en ces temps où la société cherchait la confiance et la stabilité, Nestor Kirchner opta pour « *une politique de justice symbolique et rétributive* »<sup>3</sup>.

## *2- Les droits de l'Homme, axe majeur d'une nouvelle politique*

Une telle politique s'annonçait par un retour à la mémoire. C'est à dire le choix d'une mémoire. Il faut alors se rendre compte d'un contexte général. La dictature militaire avait prit fin 20 ans plus tôt, à quelques jours prêt. La circonstance spécifique de retour démocratique dans lequel s'était inscrit le gouvernement d'Alfonsín n'était donc plus d'actualité, ni l'instabilité gouvernementale que celui-ci générerait automatiquement. La crise économique avait été globale,

---

3 Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), op. cit., p 94.

et avait touché la totalité de la société argentine, l'armée comprise. L'imminence d'un coup d'état ne planait donc pas sur les nouveaux occupants de la Casa Rosada.

C'est pourquoi, une des premières actions de la politique symbolique qui allait peu à peu se développer fut « *la purge des forces armées et des forces de sécurité* »<sup>4</sup>. Ce geste posait l'état en entité supérieure à celle de l'armée, et celle-ci devait alors se soumettre, comme tous les membres de la société argentine sans distinction, aux lois érigées par le gouvernement.

Par ce geste, Kirchner choisit indéniablement une mémoire. En s'attaquant à l'institution militaire, il reconnaît le pouvoir qu'elle a pu avoir de par son organisation et son fonctionnement. Il montre alors que cela ne recommencera pas, que ça ne peut être admis, en aucun cas. Que c'est un passé révolu dont il faut se rappeler pour qu'il ne se répète pas. Il le montrera clairement l'année suivante lorsqu'il demandera au nouveau chef de l'armée Roberto Bendini de décrocher les tableaux de Jorge Rafael Videla et de Roberto Bignone<sup>5</sup> du mur du Collège Militaire. Figures de la répression menée durant la dictature, ils n'avaient aucune place sur un mur, car ils ne pouvaient être érigés en modèles. Cet acte symbolique remet sur le devant de la scène politique la mémoire revendiquée par les organisations de droit de l'homme.

Ce geste fut accompli un 24 mars, jour qu'il déclara publiquement jour férié et Jour de la Mémoire. De nouveau un geste à la forte valeur symbolique. En effet, si en Europe, ou du moins en France nous commémorons la fin des conflits, la date choisie ici correspond au début de la période la plus sombre de l'histoire argentine. Et commémorer

---

4 Wending (Cécile), *Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007)*, op. cit., p 97.

5 Dernier président de la junte militaire, occupant se poste entre le 1er juillet 1982 et le 10 décembre 1983.

ce début montre que la fin n'est en rien acquise, que le combat n'est pas terminé. Que si on n'y prend pas garde, tout peut recommencer, car les acteurs de la répression sont encore là, font partie de la société.

Outre ces deux faits, le 24 mars 2004 reste dans les mémoires argentines pour le discours réalisé par le président. Élu depuis un an, il choisit comme lieu l'entrée du site de l'ESMA. De nouveau un acte emblématique, simple, mais fort. Et en corrélation avec le contenu du discours déclamé. En effet, ce jour marque l'initiation d'une politique de récupération du site qui cessera d'être propriété de l'armée pour devenir celle, à la fois, des organisations des droits de l'homme, du gouvernement de la ville de Buenos Aires et du gouvernement national<sup>6</sup>. Suite à cette décision, le cercle et hôtel des officiers arrêtera définitivement de fonctionner en tant que tel, « *mais les autres bâtiments du complexe de l'ESMA continuèrent à fonctionner après 2004, durant quelques années* »<sup>7</sup>, le temps nécessaire au déménagement.

Kirchner fit alors une promesse « *à tous les organismes de défense des droits de l'homme présents, à tous les dirigeants politiques, qu'en ce lieu allaient ouvrir deux musées. Un musée de site dans le centre clandestin, et un musée sur la dictature, sur les crimes de la dictature dans tout le pays, dans le bâtiment aux quatre colonnes* »<sup>8</sup>, devant lequel il se tenait. Il rend ainsi officielle l'existence du centre clandestin de détention au sein de l'ESMA, et lui accorde la reconnaissance de l'état. Dans le même temps, il inculpe les militaires en qualifiant de crimes les actes qui se déroulèrent durant la dictature.

« *Il faut nommer les choses par leur nom. Et ici, aujourd'hui, si vous me permettez, non en tant que compagnon et frère de tous les compagnons et frères qui sont passés par ici, mais en tant président*

---

6 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*



Fig D.1: Panneau au sein du site de l'ex-ES-MA. On y voit le président Nestor Kirchner, au dessus d'un message lui étant adressé: «Merci de nous avoir rendu la Patrie» (<https://www.youtube.com/watch?v=bG-7gZ9XVQ>)

*de la nation argentine, je viens demander pardon au nom de l'état, pour la honte d'avoir tu tant d'atrocités durant 20 ans de démocratie. »<sup>9</sup>*

Ce pardon va au-delà de la reconnaissance des crimes commis. Ce pardon reconnaît l'incapacité de l'état argentin, durant toutes ces années, à avoir jugé ces crimes. Ici, le discours cesse donc d'être symbolique, il devient promesse. Promesse de justice, demandée par les associations de droits de l'homme durant tant d'années. Promesse qui placera le gouvernement de Kirchner sous le signe de la défense et reconnaissance de ces mêmes droits de l'homme.

Cette position, comme on pourrait le croire tout d'abord, n'est pas à l'image d'une réconciliation nationale. En effet, le positionnement du gouvernement en faveur de la défense des droits de l'homme le place inévitablement en faveur des victimes du terrorisme d'état. Cela ravive les tensions avec les militaires, car, si, d'une part, la mémoire qu'ils revendiquaient n'est pas même considérée, les antécédents des victimes ne l'est pas non plus. Le statut qui est accordé à ces derniers équivaut à l'oubli de leurs actions passées, ce que demandaient les militaires depuis la fin de la dictature, sans jamais y accéder.

S'officialise ainsi une mémoire bipartite, entre victimes et oppresseurs, née de l'axe de revendication adopté des années auparavant par les Mères et Grands Mères de la Place de Mai quand tout autre était inenvisageable. En leur donnant raison, Kirchner met en quelque sorte la politique de leur côté.

La promesse qu'il fit en ce 24 mars 2004 a pour suite, en 2005, l'annulation et l'inconstitutionnalité des lois *Punto Final* et *Obedencia Debida*. Elles protégeaient en effet toujours les militaires acteurs de la répression du chemin des tribunaux. Enfin, la levée du secret sur

---

9 <https://www.youtube.com/watch?v=yCvGjiCLg1s&t=133s>, 1,35-2,07, [consulté le 25 mai 2017]

les archives militaires relatives à cette même période en mars 2006 vient clôturer la fin de l'impunité militaire. Les procès peuvent être rouverts, accompagnés de preuves, de documents officiels rédigés par l'armée, et surtout, des centres clandestins eux mêmes.

La récupération dont ils font l'objet, que ça soit par l'état ou par les pouvoirs provinciaux, ainsi que la résolution entrée en vigueur en 2006 établissant « *l'intangibilité des lieux où ont fonctionné les Centres Clandestin de Détention* »<sup>10</sup> font d'eux des éléments d'une importance capitale pour les procès à venir. Ils étaient des acteurs de la dictature aussi bien que les militaires. C'étaient les carrefours de la mécanique mise en place par l'armée. C'étaient aussi bien les lieux où les détenus furent torturés que l'endroit d'où la terreur était distillée dans la ville. Le besoin d'une non-altération de ces endroits a un objectif : leur analyse. C'est à dire les conserver en tant que preuves, et empêcher toute destruction éventuelle, ou altération architecturale qui viendrait troubler la lecture du bâtiment.

Ce statut, à la fois d'acteur et de preuve, cette volonté d'en faire des sites de mémoire, et cette interdiction d'un modifier l'aspect général nous amène à considérer différentes formes de s'y confronter. Tout d'abord, la reconnaissance. Elle viendra des anciens détenus, des « survivants », et s'inscrira plus généralement dans le cadre des procès. La seconde est une confrontation à la mémoire, par un public qui n'a jamais arpenté le lieu, aussi bien des proches de victimes que cette génération qui n'a pas connu la dictature. Nous verrons comment ces deux formes de confrontation à l'espace fermé des centres clandestins viendra participer à l'écriture d'une mémoire collective.

---

10 La dernière dictature militaire argentine (1976-1983) : La conception du terrorisme d'État ; publié sur <http://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-mas-sacre-resistance> [consulté le 25 mai 2017]

## II-Pratique de reconnaissance

### 1- L'analyse contre le déni

L'annulation des lois *Punto Final* et *Obedencia Debida* permirent la réouverture des procès entamés sous la présidence d'Alfonsín. De plus, comme nous avons pu le voir, l'engagement du gouvernement vis-à-vis de la lutte contre les droits de l'homme, et donc l'instauration en valeur politique de cette lutte, permit l'apport d'éléments nouveaux. Ils vinrent compléter les dossiers déjà constitués lors du premier procès des Juntas en 1985.

Outre la complexité du contexte politique de l'époque, ce qui avait empêché l'inculpation de tous les militaires présents sur le banc des accusés lors de ce procès fut le manque de preuves concernant leur implication directe. D'où l'enjeu, pour les procès à venir, de comprendre la mécanique des camps, leur fonctionnement, et l'organisation de la vie qui s'y était déroulée.

Nous ferons ici un parallèle avec le contexte judiciaire qui entoure la Shoah. Après la fin de la seconde guerre mondiale, les camps de concentration, tel qu'Auschwitz, n'ont pas fait l'objet d'une analyse scientifique immédiate. Ce dernier, précisément, qui fut dynamité à la fin de la guerre, a été sujet à controverses. Nous parlerons ici du travail de Robert Jan van Pelt. Historien de l'architecture, il est spécialisé sur le cas d'Auschwitz. Il fut notamment l'auteur d'un rapport de quelques 700 pages dans le cadre du procès opposant l'historienne Deborah Lipstadt et le négationniste David Irving en 2000. Ce dernier niait l'existence de chambres à gaz dans le camp, ou, plus précisément, il niait qu'un tel lieu ait été construit dans le but d'une extermination massive de personnes<sup>1</sup>.

1 Bordeleau (Anne), Hastings (Sascha), McKay (Donald), van Pelt (Robert Jan), *The Evidence Room*, Toronto, New Jewish Press, 2016, p 80.

La pièce, l'espace, existant bel et bien, on ne peut consciemment pas nier son existence, on peut en revanche remettre en cause sa fonction. Les versions les plus répandues parmi les négationnistes quand à l'usage « véritable » de ce lieu sont une morgue ou une pièce dédiée à la désinfection contre les poux. Ils appuient notamment cette « analyse » sur l'absence de percements<sup>2</sup> dans les restes du toit dynamité qui recouvrait la pièce à l'origine. Ces ouvertures devaient en effet correspondre à la sortie des colonnes via lesquelles était introduit le Zyklon B dans la salle.

Le travail de Robert Jan van Pelt consista alors à prouver la fonction de cette pièce, l'objectif premier pour laquelle elle fut construite : l'extermination pure et simple d'1,1 million de personnes.

*« Aujourd'hui, les colonnes n'existent plus, les chambres à gaz ont été dynamitées. Elles sont présentes par leur absence, par les marques laissées dans le béton qui a survécu aux explosifs, laissant juste la preuve passée des colonnes. »<sup>3</sup>*

En analysant les restes du site, la disposition des différents bâtiments les uns par rapport aux autres, il put arriver à cette conclusion sans le support de témoignages<sup>4</sup>. D'une manière purement scientifique en somme. Mais ce qui aurait pu être si aisé en ayant récupéré le site dès la fin de la guerre, en l'ayant conservé et analysé tel quel, fut compliqué par le passage des années, le délaissement et le pillage de matériaux dont le site fit l'objet aux premiers mois de l'après guerre.

Ce manque d'analyse sérieuse, objective et purement scientifique laissa le champ libre à toutes les interprétations possibles, y compris

<sup>2</sup> L'expression « No holes, no Holocaust » est répandue parmi les discours à tendance négationnistes et fit la une de certains journaux durant le procès cité.

<sup>3</sup> Bordeleau (Anne), Hastings (Sascha), McKay (Donald), van Pelt (Robert Jan), *The Evidence Room*, op. cit., p 93.

<sup>4</sup> Wending (Cécile), *Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007)*, op. cit., p 97.

celle déniait la réalité de la Shoah. C'est pourquoi la résolution signée par Kirchner en 2006, établissant l'intangibilité des centres Clandestins de Détention est importante. Ce caractère ouvre la voie à des analyses préconisées, et dont le caractère objectif empêchera ce qui fut observé concernant la Shoah : le déni. L'expertise relative au passé des Centres sera mise en place au travers de deux procédés : la réalisation de maquettes à l'échelle 1:50e, et la confrontation des anciens détenus au lieu. Cela permettra d'établir les éventuelles modifications spatiales ayant trait au fonctionnement direct des centres ainsi que leur chronologie.

## *2- Osculation d'un édifice, la science forensique appliquée à l'architecture*

Le pouvoir judiciaire charge, à Rosario, Alejandra Buzaglo d'une première commande en 2006. Elle concerne le centre de détention de Baigorria, situé dans le nord de la ville. Puis en 2008, on revint vers elle pour le même travail sur quatre nouveau sites, dont celui de la Jefatura, où fonctionna le Service de Renseignements. Cette demande prenait en compte la conception d'une maquette, qui interviendra dans le cadre du procès Feced I en 2011<sup>5</sup>, mais aussi la production de géométraux. L'ensemble devrait présenter l'état existant du site, ainsi que son état lors du fonctionnement du centre clandestin. La première chose est de retrouver, ou du moins chercher, la documentation existant sur le lieu. Or, pour la plupart, ces archives ont disparu avec la fin de la dictature. Les plans originaux sont souvent accessibles, mais ils ne correspondent plus en rien à l'état actuel du bâti-

---

5 Rappelons qu'Agusto Feced fut le créateur du Service de Renseignements de Rosario, le nom donné au centre clandestin présent dans le bâtiment de la Jefatura. Ce premier procès sera suivi des causes Feced II et Feced III, respectivement en 2014 et 2017. Ils ont pour objectif le procès de tous les responsables de crimes contre l'humanité perpétrés à Rosario lors de la dictature.



Fig D.2: Image tirée du film «La Arquitectura del crimen», on peut voir au premier plan, Alejandra Buzaglo et la maquette de l'ancien centre clandestin. Elle intervient en tant qu'expert dans le procès Feced II, en 2011

ment. Si les façades restent cohérentes, on remarque dans chaque cas une altération interne des espaces. Ces plans premiers sont donc un support primordial car ils établissent la réalité de modifications survenues. Tout de fois, modification d'un espace ne rime pas avec crime. L'objectif du travail commandé à Alejandra Buzaglo est de restituer ces modifications, ainsi que leur chronologie, et surtout, d'émettre des hypothèses, au vu des conclusions faites, sur le but de ces modifications, sur le pourquoi de leur réalisation. Pour cela, plusieurs outils et méthodes sont utilisées.

Tout d'abord, dans une approche globale et totalement objective, l'usage de vues aériennes, qui permettra de comparer les dimensions générales du lieu étudié aux plans initiaux et de repérer facilement si des extensions ont été apportées au bâti original.

Ensuite, un relevé minutieux du site est effectué, chaque marque incrustée dans les murs, chaque trace de détérioration potentielle est répertoriée. Ce sont elles qui racontent le bâti, et qui rendent compte de son évolution. Pour ce faire, « *L'EAAF (Équipe Argentine d'Anthropologie Forensique)<sup>6</sup> nous a accompagné, en prélevant des échantillons sur les murs de l'édifice, pour les faire analyser en laboratoire. Il est en effet toujours possible, à partir de traces datant de plus de trente ans, d'identifier qui a séjourné dans ce lieu, qui y a été détenu. Ce procédé a été découvert récemment, et se réalise aux États-Unis Cela nous amène à nous questionner sur la négligence dont ont fait l'objet certains de ces sites, avec, pour conséquence, la perte de données qui pourraient faire la lumière sur les faits passés lors de procès comme ceux qui se déroulent aujourd'hui.* »<sup>7</sup>

6 ONG créée en 1984, dont le but est, au lendemain de la dictature, d'enquêter, via des procédés scientifiques d'archéologie forensique et d'anthropologie, sur la destinée des disparus. Établir ce qui leur est arrivé, et restituer, dans une moindre mesure, le corps aux familles. ([http://eaaf.typepad.com/eaaf\\_sp/](http://eaaf.typepad.com/eaaf_sp/))

7 Buzaglo (Alejandra), «Ex centros clandestinos de detencion, hacinamiento, tortura y desaparicion de personas : relevamientos y maquetas por pedido del

En effet, la récupération des centres n'est pas synonyme d'analyse immédiate. Certains d'entre eux sont restés abandonnés depuis la fin de la dictature, tandis que d'autres, récupérés soit sous le gouvernement de Kirchner, soit quelques années avant par décision du pouvoir provincial n'étaient pas entretenus. Il faudra attendre le déblocage de la voie judiciaire en 2006 pour qu'une véritable attention leur soit portée. Si la perte de données n'est en aucun cas comparable à celle des camps de concentrations allemands, elle n'est pas négligeable, et montre la complexité des enjeux encourus. Dans le cas de la Jefatura de Rosario, si la police fut sommée de quitter l'établissement en 1999, ce déménagement dura au total 10 ans, durant lesquels elle garda un regard sur les opérations en cours. Le poids des institutions semble être permanent, et difficile à évincer pour accéder à une objectivité totale<sup>8</sup>.

Vient ensuite l'analyse proprement dite des parois composant les espaces internes au centre. C'est cette analyse qui permettra vraiment de faire ressortir les différentes stratégies de camouflage évoquées précédemment, et, surtout, leur chronologie. Cela peut en effet se retrouver dans des éléments clés du bâtiment. Tout d'abord, sa structure même : *« L'ajout de ce demi-niveau, qui est venu recouvrir tout le rez-de-chaussée, a généré une surcharge sur la structure originale. Qui participe à la dégradation du lieu. »*<sup>9</sup>

Les couches successives de peinture sont aussi révélatrices du temps qui passe, et témoignent de différentes phases de transformation : *« on voit ici la peinture existante en 2003, et ici, se sont les couleurs qu'il y a eu avant. Parmi celles-ci, on peut remarquer un bleu ciel et un rose. Ce sont les couleurs avec lesquelles furent peints tous les espaces directement après la fermeture du Centre Clandestin. »*<sup>10</sup>

---

poder judicial de la nacion», A&P, Rosario, 2011, n°24, p19

8 Entretien avec Actis (Federico) [ le 26 avril 2017 ], traduit par mes soins

9 Actis (Federico), La Arquitectura del crimen, op. cit., 1:04:07.

10 *Ibid.*

Il en va de même à l'ESMA, les murs et les sols sont marqués, imprégnés de leur passé. « Ils enregistrent ce qui s'est déroulé via des traces, des marques, ou des pathologies architectoniques, des restes archéologiques de ce qui se déroula ici. On voit parfaitement dans le bâtiment la délimitation des couchettes, où on faisait dormir les prisonniers, on voit parfaitement les restes de l'oxydation provoquée par les systèmes qui supportaient ces installations. Dans l'édifice on voit parfaitement, par exemple au sous-sol, où étaient situées les cloisons qui séparaient les salles de torture les unes des autres, ou les traces d'incendies qui sont survenus. »<sup>11</sup>

Ces traces sont des éléments primordiaux dans le cadre d'une investigation juridique. Elles témoignent de ce qui a eu lieu, mais aussi des acteurs. Ainsi, à l'ESMA, les traces retrouvées dans l'escalier principal prouvent qu'il était effectivement emprunté par les détenus. Les archives militaires, quand à elles, confirment que l'hôtel des officiers n'a jamais fermé, et était donc bel et bien utilisé par les officiers de l'armée en parallèle du camp. Le recoupement de ces données permet d'établir que tous les résidents accueillis par l'hôtel, sur une durée plus ou moins longue, sont des témoins du fonctionnement du centre. Ils ne pouvaient pas, en effet, ne pas croiser des détenus guidés pieds et mains liés jusqu'aux combles, ni ne pas entendre le bruit provenant des ces dernières, supposément vides, ou du sous sol. Si ce fait transparaisait dans les témoignages des anciens détenus, ils avait toujours été nié par les militaires ayant séjourné à l'ESMA. Ils n'avaient rien vu, rien entendu. C'est seulement l'analyse spatiale du lieu qui pourra conclure et donc établir leur implication indirecte dans les cas de détention forcée et de torture de personnes. Ils savaient mais n'ont rien dit, ce sont alors des témoins coupables de leur silence volontaire.

---

11 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins



Fig D.3: Image tirée du film La Arquitectura del crimen. Relevé de l'ancien Service de Renseignement de Rosario et gel photographique. A la lumière du projecteur, on distingue l'inscription «Feced» gravée dans le mur.

*« La scène de crime est très importante en termes de vérification de ce que raconte le témoin. Et ici, le bâtiment est la scène d'un crime gigantesque : un génocide<sup>12</sup>. Cette scène de crime est protagoniste des procès, il est [le lieu de détention] récurrent dans tous les témoignages »<sup>13</sup>.*

Ce terme de scène de crime est tout à fait pertinent, car il prend place dans un contexte juridique. Tout crime commis génère une scène de crime, quelle que soit l'ampleur ou la nature de celle-ci<sup>14</sup>. C'est pourquoi son analyse est primordiale dans le processus de compréhension et d'enquête relative aux faits survenus.

L'analyse d'un tel lieu commence par son gel, d'où l'intangibilité des centres clandestins de détentions proclamée par Kirchner. En effet, *« le gel du site est l'unique garantie d'une exploitation cohérente des traces relevées. Ce n'est qu'à cette condition que les éléments découverts lors de l'investigation peuvent devenir des indices matériels, des moyens de preuve reliant l'auteur à la scène de crime. »*<sup>15</sup> Dans le cas présent, le gel du site fut possible une trentaine d'années après le début du crime. Cela a pour conséquence le gel, non pas de

---

12 Ce terme est très souvent employé en Argentine pour décrire ce qui se déroula sous la dictature. Il peut en revanche être temporisé, car si les faits ont prouvé aujourd'hui qu'il y a bel et bien eu une élimination « physique intentionnelle, totale ou partielle, d'un groupe » de personnes, ce n'est pas un groupe « national, ethnique ou religieux ». <https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide> [consulté le 30 mai 2017]

13 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

14 « La scène du crime comprend tout lieu sur lequel une infraction a été commise, ou tout lieu en relation avec une infraction », Martin (Jean-Claude), Delemont (Olivier), Esseiva (Pierre), Jacquat (Alexandre), *Investigation de scène de crime, fixation de l'état des lieux et traitement des traces d'objets*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, p 3.

15 Martin (Jean-Claude), Delemont (Olivier), Esseiva (Pierre), Jacquat (Alexandre), *Investigation de scène de crime, fixation de l'état des lieux et traitement des traces d'objets*, op. cit., p 7.

l'état dans lequel fut perpétré le crime, mais des évolutions apportées au site. Si cela rend plus difficile son analyse, l'établissement des évolutions temporelles des espaces met en évidence, comme nous l'avons vu précédemment, la volonté d'occulter les actes perpétrés. Cela correspond d'une certaine manière à un fait d'obstruction à la justice, tout comme le silence des militaires.

Mais un retour à l'organisation originelle de la fonction centre clandestin est tout de même inévitable pour une bonne conduite des procès et le rassemblement d'un maximum de preuves. C'est pourquoi si « *la photographie constitue l'une des activités essentielles du processus de fixation de l'état des lieux* » et que « *le relevé photographique de la scène de crime s'inscrit dans une démarche logique et scientifique* »<sup>16</sup>, elle a tout de même pour limite le temps présent. Dans le cas des camps argentins, cet outil vient fixer un futur inhérent aux faits passés. La plupart des archives ayant été détruites, la reconstitution de l'ambiance des lieux via la recomposition photographique fut donc utilisée. Et cette ambiance ne peut être aucunement retranscrite par une approche scientifique d'analyse matérielle. C'est pourquoi la confrontation des anciens détenus à leur lieu d'incarcération s'inscrit elle aussi dans la démarche juridique mise en place.

### *3- Confrontation des « survivants » et de leur lieu de détention*

Les témoignages, qui, lors du procès des Juntas sous Alfonsín, avaient été, accompagnés du Nunca Más, le socle des preuves et des accusations contre l'institution de l'armée, ne furent pas suffisants pour faire justice, malgré leur caractère tragique et horrifiant. Au regard d'un juge, ils se réduisaient à des récits de « *survivants* », relatant

<sup>16</sup> Martin (Jean-Claude), Delemont (Olivier), Esseiva (Pierre), Jacquat (Alexandre), Investigation de scène de crime, fixation de l'état des lieux et traitement des traces d'objets, op. cit., p 7.

une description spatiale d'un lieu de détention. La récupération des centres clandestins permettait de donner corps à ces témoignages. Il fut donc mit en place un processus de confrontation directe, de reconnaissance de l'espace. Les anciens détenus se rendirent dans leurs anciennes geôles, accompagnés d'avocats et des juges de la Cause en cours d'instance. Il est vrai que la plupart des témoignages concernant le dedans des centres sont chaotiques, et cela prend racine dans la confusion dans laquelle était plongé le prisonnier dès son arrivée. Le témoignage brut traduit déjà une ambiance, un mécanisme psychologique mis en place.

Lors de ces visites, les ex-prisonniers parcourent l'espace tout en le décrivant. Ce qu'ils ont vécu ici où là, quelle était la fonction de tel espace, et si ce même espace correspond à l'image mentale qu'il s'est gardée, appropriée, peut-être fabriquée.

*«Ils nous descendaient ici, et on entrait par là. Et c'est là que commençait l'accès au Service [de Renseignements]. Je suis entré dans le couloir, et il y avait quelques détenus ici... Oui, c'était comme ça... Moi, par exemple, une nuit j'étais assis ici. Là où il se tient, c'était la salle de torture, ici c'était le bureau. Le bureau de....là où il y avait la machine à écrire, sur ce meuble.*

*-Et vous étiez torturés dans cette salle ?-Non, enfin là aussi ils nous torturaient, mais la salle de torture était ici, à côté.*

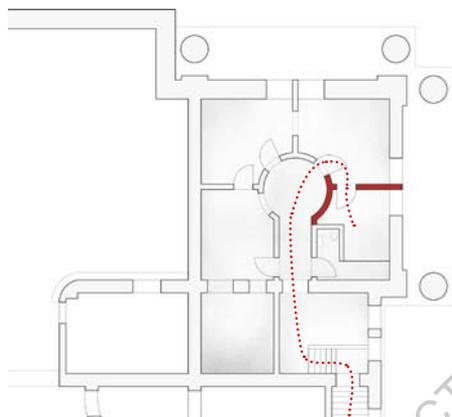
*-C'était ici ou là ?*

*-Non, non, je ne me souviens pas bien quel était l'ordre, mais... enfin, ils te levaient d'ici, de cet espace où tu étais assis, puis ils t'emmenaient là, puis à la salle de torture, celle où il y avait la parilla<sup>17</sup>.*

---

17 Trad : littéralement « gril », cela fait référence à une grille de asado, utilisée pour faire griller la viande en Argentine. La technique de torture utilisée consistait en des impulsions électriques transmises dans différentes parties du corps.

Etat des lieux  
jusqu'à 1983



Etat des lieux  
après 1983

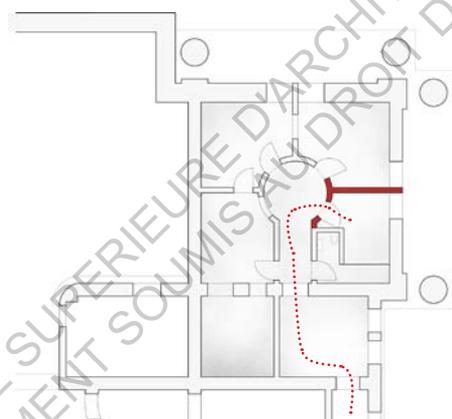


Fig D.4: Plan de circulation au sein de l'espace du Service de Renseignement pendant et après la dictature.  
Réalisé par mes soins

*Ici, il y avait le bureau Del Civo<sup>18</sup>, là, il y avait une autre petite table, une étagère pour les dossiers, et la machine à écrire...*

*-Ce qui est important, c'est de savoir si ces ambiances, cette organisation s'approche de la réalité que vous avez connue. Et de savoir où étaient les policiers, et où étaient les officiers. Comment ils se déplaçaient, où était cette fameuse radio qu'on allumait pour couvrir les cris... Une distance avant tout, si l'organisation était telle quelle.*

*-Les distances sont les mêmes. Ce qui a changé, c'est ce toit, le plafond de la salle de torture...*

*-Il est haut ?*

*-Oui, oui, le plafond original était plus haut. Celui de la salle de garde, celui du bureau, non, celui-là n'a pas changé. Non, ça, ça correspond. C'est la même distribution, c'est exactement pareil. Ce dont je ne me souviens pas bien, c'est que je ne sais pas s'ils ouvraient par là. Parce que je me souviens qu'ils nous sortaient ici pour nous torturer, et ils passaient comme ça, pas comme ça. Et que je suis sorti par là. Mais je ne vois pas de restes d'une porte, je ne vois rien qui... Je ne sais pas, j'ai la sensation qu'il devrait y avoir une porte, mais je ne vois pas où... »<sup>19</sup>*

Ce parcours, ce retour dans le dedans, peut être compliqué. Mais c'est cette deuxième entrée qui ravive les souvenirs enfouis, qui les fait ressurgir, les dessine tels qu'ils étaient et non tels que l'ancien détenu le racontait. Ce parcours du dedans ne s'effectue pas dans les mêmes conditions que lors du premier séjour. En effet, cette fois, le dehors s'invite, et rencontre le dedans. Le dehors, se sont les juges et avocats qui accompagnent le détenu, et qui, comme on peut le remarquer dans le dialogue retranscrit ci-dessus, restent imperméables à l'ambiance du dedans qui ressurgit violemment au travers des mots

18 Surnom donné à un des membres du Service de Renseignements.

19 Actis (Federico), *La Arquitectura del crimen*, op. cit., 00:48:20.

du survivant.

Cette intrusion du dehors au cœur du dedans est bien différente que celle de la Commission Interaméricaine des droits de l'homme, par exemple. Lors de cette visite au lendemain de la Coupe du Monde, la commission ne s'était pas réellement confrontée au dedans, mais à son illusion. Cet arpentage de reconnaissance dans le cadre des procès est donc la première confrontation entre dedans et dehors.

Nous avons aussi vu que, si les responsables ne sont toujours pas condamnés, les crimes qu'ils ont commis durant cette période noire sont reconnus. De plus, la défense des droits de l'homme est devenue une valeur politique, intrinsèque aux actions du gouvernement en place. Cela change la valeur accordée aux paroles des anciens détenus. Autant avant on essayait de vérifier la véracité de ces dires, autant aujourd'hui on essaye de comprendre la source des incohérences observées. Ce sont bien deux approches totalement différentes, qui témoignent de l'évolution de la Mémoire. La première était une Mémoire mise à l'épreuve du doute par l'horreur et la peur, la seconde est une Mémoire presque acquise, à laquelle on cherche à rendre justice.

### III- Pratique personnelle de la Mémoire

Cette mémoire allait être incarnée physiquement, et racontée, par la création de Musées de Sites, notamment celui de l'ESMA, dont la création avait été annoncée par Kirchner lors de son discours en 2004. Cela n'est en rien innocent, car un musée à une valeur symbolique. En effet, par définition un musée « [...] *transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation.* »<sup>1</sup>. Transmettre semble être ici le maître mot. Tout d'abord, transmettre la vérité alors admise publiquement avec l'aval du gouvernement. Ensuite, transmettre le passé à une nouvelle génération, à ceux qui ne sont pas directement liés à la dictature. Qui ne l'ont pas vécue, pas subie. Tout cela mène vers une volonté commune de ne pas oublier. C'est là que le travail de mémoire prend tout son sens. Qu'elle arrête d'être une mémoire à vif mais une mémoire ravivée. En effet, ce travail semble être important pour que le passé ne soit pas révolu, mais inscrit dans un futur, modelant les bases d'une société à venir. Et ce travail avait déjà commencé. Il prenait forme, sous la dictature, d'une volonté de reconnaissance. Aujourd'hui, ces mêmes organisations des droits de l'homme qui luttaient pour cette reconnaissance ont trouvé gain de cause. Les procès vont de l'avant, la recherche des disparus et des identités des bébés volés se poursuivent.

La reconnaissance est là, mais ce qu'elles craignent aujourd'hui, c'est l'oubli. Ce même oubli auquel elles se sont déjà confrontées sous la présidence de Menem. Cet oubli qui les avait plongées dans un néant, un vide, une perte. Alors cet oubli, les jeunes générations ne doivent pas le connaître et surtout pas en être à l'origine. Ces gé-

---

1 Définition de « musée » agréée par le conseil international des musées, <http://icom.museum/la-vision/definition-du-musee/L/2/> [consulté le 2 juin 2017]

générations futures sont les héritières d'une mémoire pour laquelle des personnes se sont battues, elles sont les héritières de ce combat mené. Il faut pour cela leur donner les moyens de continuer cette reconnaissance, trouver les outils pour raviver continuellement cette Mémoire tant revendiquée. Le premier se traduit par une transmission de la Mémoire admise. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'ouverture du musée de site de l'ex-ESMA.

*1- Mise en place d'un musée dans un lieu hermétique : processus et enjeux*

Le musée de site de l'ex-ESMA prend place au sein même de l'ancien centre clandestin. Le bâtiment témoigne à lui seul de ce passé que l'on ne veut oublier, car il a été laissé tel quel, seulement vidé des objets divers qui venaient le meubler, quelques années auparavant. La visite du musée consiste donc en un parcours au sein d'une scène de crime. Le corps vient s'y confronter tout entier. Si cette expérience spatiale aurait pu être une volonté muséographique à part entière, elle fut d'abord orientée par le statut de preuve du bâtiment. Ce statut n'est en rien anodin, et comme nous l'avons vu, le gel d'une scène de crime est primordial dans le cadre d'un procès. C'est là toute la subtilité de ce musée, là où réside sa problématique majeure. Comment ouvrir le dedans du Centre Clandestin au public, tout en le préservant dans le cas d'un éventuel retour à la justice ?

C'est le défi auquel furent confrontés Alejandra Naftal et Hernan Bisman, architectes chargés du changement de fonction du bâtiment. Celui-ci cesse définitivement d'être un ancien centre clandestin de détention pour devenir un musée.

C'est pourquoi le projet demandera la mise en place de processus extraordinaires, qui n'ont pas cours lors d'un projet « commun » de ce type de commande. En plus d'être inscrit en tant que monument

national, ainsi que, depuis un an comme monument de l'UNESCO<sup>2</sup>, c'est avant tout, et ce encore aujourd'hui, une preuve judiciaire. Ce statut induit que le bâtiment ne pouvait être altéré d'aucune manière. « *Le juge de la Cause<sup>3</sup> était le contrôleur du fait que nous ne ferions aucune modification, afin que si un témoin devait se rendre dans le bâtiment pour se rappeler de ce qui c'était passé ici, l'exposition ne serait pas présente.* »<sup>4</sup>. Or il a été vu précédemment que le simple fait d'arpenter un bâtiment, de l'utiliser pour une fonction ou une autre génère des marques irréversibles, qui s'inscrivent dans son épaisseur, dans ses murs et parois. Alors que penser d'une ouverture au public ? D'une ouverture quotidienne à des personnes venant traverser et s'imprégner jour après jour de ce que fut cet endroit ?

La remise d'une sorte de « *rapport pathologique* » du bâtiment fut donc demandée en amont du chantier par le juge. « *C'est comme si nous avons fait un inventaire de comment était le bâtiment à ce moment là [au moment de la mise en route du projet], et le juge accepte le rapport. On considère alors que c'est ainsi que nous avons reçu le bâtiment, et c'est à partir de ce moment et de cet état que nous réalisons l'exposition* »<sup>5</sup>. Si ce rapport permettait l'ouverture du site au public, il ne permettait en aucun cas sa rénovation. Nous revenons donc ici à ce qui a été dit précédemment. Le fait que l'exposition consiste à parcourir le bâtiment en l'état, à ce que le visiteur se confronte avec l'espace même de l'ancien Centre de Détention Clandestin est autant lié à une position muséographique spécifique qu'à une obligation pure et simple de la justice.

2 <http://www.ar.undp.org/content/argentina/es/home/presscenter/articles/2016/05/20/escudo-azul-de-onu-para-el-sitio-de-memoria-ex-esma.html> [consulté le 4 juin 2017]

3 Cause ESMA 1 (2007), ESMA 2 (2009), ESMA 3 (2013), au cours desquelles 14 militaires furent condamnés à perpétuité.

4 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

5 *Ibid.*



Fig D.5: Vue du Sotano transformé en musée.  
Les panneaux d'explication prennent place  
le long des anciennes parois rajoutées par les  
militaires. On remarque qu'elles ne sont en  
contact avec le bâti que par leur socle, celui  
décrit ci-contre par Hernan Bisman.

<http://www.barquitectura.com.ar/?p=2083>

Le gel de l'état existant, de la scène de crime ressurgit donc, mais d'une manière particulière. L'opération doit être impérativement réalisée dans l'optique de la confrontation du lieu avec un public à grande échelle. « *Seul le hall d'accès fut restauré, il fut peint, et un ascenseur extérieur fut ajouté, que le juge autorisa pour garantir l'accès aux personnes avec des incapacités motrices. Mais à part cela, tout le reste de l'exposition se monta sur le bâtiment tel qu'il était, propre, mais sans restaurer.* »<sup>6</sup>.

Dans l'optique de transmission caractéristique de la fonction d'un musée, la simple ouverture quotidienne du lieu au public n'était pas suffisante. La transmission passe en effet par l'information. Pour cela, le travail de Hernan Bisman et de ces collaborateurs consistait à dessiner le parcours muséographique de l'exposition, ainsi que d'en déterminer son récit. Ce récit, comme dans une majeure partie des expositions, prend place sur des panneaux explicatifs ou dans des vitrines. Mais ici, ils n'ont pu être posés innocemment, à cause des enjeux cités ci-dessus. Tout d'abord, ils ne pouvaient évidemment pas être fixés aux murs et parois de l'édifice. C'est pourquoi ils furent montés sur plots. « *Tous ces supports sont protégés du sol par un feutre muséographique de 10mm d'épaisseur qui fait que [le] morceau de béton qui soutient tous les panneaux de verre peut être retiré sans avoir rayé ou altéré le sol original.* »<sup>7</sup>. Ensuite, l'utilisation du numérique fut primordiale. En effet, les produits utilisés pour le gel des murs permettaient l'usage de la projection lumineuse et vidéo sur ces derniers, et la présentation d'images d'archives ou de témoignages peut alors être utilisée dans un souci d'ancrage dans la réalité, bien que le bâtiment supportant l'exposition participe majoritairement à ce souci de véracité.

---

6 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

7 *Ibid.*

L'interdiction de toute détérioration et modification du bâti ne se limite pas à l'enveloppe. Elle concerne tout autant les gaines techniques, les éléments fonctionnels. C'est pourquoi lors du gel des lieux, aucun nouveau percement en vue d'installations électriques ou de sorties de lumière n'a été réalisé. « Sur 5 000m<sup>2</sup> d'exposition, 20 salles et plus de 20 salles annexes<sup>8</sup>, il y a seulement 15 trous, 15 trous pour soutenir des choses qu'il était impossible de soutenir autrement qui furent réalisés, et autorisés un à un par le juge. »<sup>9</sup>.

## 2- Confrontation physique

On peut se douter que la confrontation à un tel espace n'est pas anodine. En effet, au contraire d'autres musées érigés pour retracer la mémoire d'un peuple ou d'une Histoire, celui-ci ne fut pas érigé dans le but d'en faire un musée. Le bâtiment existait préalablement à cette volonté, et c'est bien le fait qu'il fut un protagoniste de cette mémoire que le musée y prit place. Ainsi, lors de la visite, le parcours parle de lui-même, non pas par un langage symbolique, comme cela peut être observé au musée juif de Berlin, mais par le fait de se confronter, directement, au lieu où se déroulèrent les événements que retracent les panneaux explicatifs. Cela procure une force aux propos et plonge le visiteur dans un état particulier. « Les 90% des personnes qui viennent dans ce lieu savent ce qu'ils vont voir. »<sup>10</sup> Le fait d'aller consciemment dans un lieu où s'est déroulé un crime d'une telle ampleur induit une préparation mentale inconsciente, une arrivée sur le site dans un état d'esprit particulier. Un proche d'une victime arrive dans un état de recueillement, perçoit cette visite comme un jalon dans son histoire

8 Ces salles annexes sont les bureaux relatifs à l'administration du musée, au stockage, au locaux d'entretiens etc.... Tous prennent eux aussi place dans le bâtiment originel du cercle et hôtel des officiers.

9 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

10 *Ibid.*

personnelle. Un argentin, n'ayant pas connu la dictature, y reconnaît le lieu étudié lors de ses cours d'histoire. Un touriste étranger, de par la position excentrée de l'ex-ESMA, y va de sa volonté propre, en s'étant donc informé des crimes survenus, car la position géographique même fait qu'on ne peut s'y confronter par hasard. Le visiteur est donc, d'emblée, dans un état d'esprit particulier, bien que propre à chacun. *« C'est le lieu où disparurent et moururent plus de 2 000 personnes. La réaction est donc toujours tragique, toujours émotive et toujours très éprouvante . Et j'ai vu très souvent, quand j'accompagne des groupes pour présenter l'exposition etc..., j'ai vu beaucoup de gens qui finissent par pleurer. »*<sup>11</sup>.

Cette confrontation directe et frontale est en effet passablement violente. Je parlerais ici de mon expérience personnelle, car si, comme en fait part Hernan Bisman plus haut, on peut observer une réaction générale des visiteurs, le processus de confrontation reste un processus introverti, propre à chacun. Je n'aurais donc pas la prétention de m'exprimer au nom des autres.

Ma visite se déroula en Mars 2016, cela faisait donc déjà 8 mois que je vivais en Argentine, 8 mois durant lesquels je m'étais imprégnée de sa culture et de son histoire. La mémoire est un thème récurrent là-bas, et j'avais pu aborder le sujet avec des amis ou dans le projet, à l'Université. C'est donc en étant informée du passé de l'ESMA que j'entrais dans le bâtiment. Et les salles sont littéralement vides. On est donc confronté à un premier décalage entre la lecture ou l'écoute du guide exposant les faits, et la vacuité des lieux. Les faits exposés sont dans un premiers temps très généraux. Un exposé du contexte de la dictature, de qui sont les disparus, pourquoi ils étaient enlevés, où ils étaient emmenés, cet escalier, par lequel ils descendaient, attention à cette poutre, contre laquelle ils se cognaient, vous voyez, là-bas,

---

11 Entretien avec Bisman (Hernan) [ le 23 mars 2017 ], traduit par mes soins

où était dressée la salle de torture, et ce robinet, là, permettait aux militaires de se laver les mains après une séance de torture justement, c'est ce que raconte un ancien détenu sur ce panneau.

La plongée dans la vie du centre est donc graduelle, on prend conscience peu à peu que l'on est en train d'effectuer le même chemin que les anciens détenus, qui nous racontent, tout au long du parcours, ce à quoi étaient dédiés les espaces traversés et leurs conditions de vie. L'émotion que soulève cette lente prise de conscience est alimentée par l'ambiance qui ressort des espaces auxquels on est confrontés. S'imaginer que là, de part et d'autre de nos jambes étaient allongés des centaines de personnes encagoulées, dans cette obscurité et cette chaleur suffocante propre à la fin de l'été coupe, sur le moment, toute envie de commenter. C'est en effet trop tôt, l'horreur des faits s'impose à nous violemment. Le silence qui s'installe peu à peu le long de la progression dans cet espace étroit et compressé vient participer au malaise qui s'insinue dans nos pensées. On ne peut pas ne pas y croire, car les faits sont là, se dressant devant nous. Pourtant, on est sidéré par une telle violence. Et la dernière salle, qui nous présente les procès en cours, les personnes condamnées et les peines qui leur ont été attribuées nous font ressentir cette colère si présente dans les rues du pays. Présente, mais toujours en arrière plan, par des petits graffitis qui nous soufflent, telles de petites voix, de ne pas oublier ce que l'on vient de voir.

Se confronter au bâti est donc une expérience forte et saisissante, quand bien même on arrive informé sur l'histoire de l'endroit. Cette sensation n'a pu être créée que par le fait que l'endroit que l'on parcourt est le lieu même des faits exposés. L'obligation judiciaire imposée par la volonté de justice d'une partie de la société argentine a donc donné lieu à un procédé muséographique fort, impactant, qui s'inscrit pleinement dans la construction d'une mémoire commune et officielle. En effet, l'implantation d'un musée permet entre autre l'ou-

verture de cette mémoire forte aux personnes qui lui sont étrangères, et ce nouvel usage apposé à l'édifice vient donc remplir sa fonction première de musée : ne pas oublier.

### 3- Réinsertion dans une urbanité environnante

Une telle transmission est tout de même à nuancer. En effet, si, dans le cas d'un musée, le dedans s'ouvre au dehors sans restriction, on doit tout de même pénétrer dans l'espace de ce que fut le dedans. Le dehors est-il tout autant ouvert au dedans ? Cette question est amenée par la situation géographique propre à chaque ancien centre de détention. Nous avons vu que la situation aujourd'hui excentrée de l'ex-ESMA induit un voyage conscient, effectué dans la volonté de se confronter au dedans. Or, comme vu au début de ce récit, le dedans est indéniablement inscrit dans le dehors, il ne peut s'en défaire de par son caractère purement physique. Ce propos est clairement illustré par le cas de la Jefatura de Rosario. Elle fait aujourd'hui partie de ce qui est appelé le micro-centre de la ville, délimité par les boulevards perpendiculaires Pellegrini et Oroño. À l'endroit où se dressaient autrefois des guérites afin de surveiller les alentours de l'édifice, prennent aujourd'hui place des arrêts de *colectivo*<sup>12</sup>. Après 40ans, la pratique usuelle de la ville a repris son cours, le bâtiment s'est totalement réintégré à l'espace public fourmillant. La place lui faisant face, si, comme toutes les places du pays, elle présente un dessin géométrique rigide, elle est un lieu de rassemblements pour les étudiants en droit, dont la fac se trouve dans l'îlot voisin. Elle est un des lieux prisés par les skateurs pour son revêtement central et le socle du drapeau situé à son extrémité nord. Lieu de rires, de pose après une éreintante journée, c'est bel et bien une place publique de centre ville. Tout comme des milliers d'autres au travers le monde. On ne prête pas attention au bâtiment qui se dresse en face, masqué



Fig D.6: Le croisement des rues Dorrego et San Lorenzo aujourd'hui. On peut toujours voir le socle de béton qui supportait la guérite d'observation lors de la dictature. Aujourd'hui, ce croisement est un important arrêt de bus.

Photo de Juan Pablo Garcia.

en partie par de grands platanes. Quelle image retransmet donc au quotidien un tel édifice ? Dans l'esprit des gens, il est toujours synonyme de terreur, c'est ce qui ressort lorsqu'on demande à différentes générations ce que leur évoque aujourd'hui la Jefatura de Rosario :

*«C'est un patrimoine architectural de plus de 100 ans, et pour une ville à l'histoire aussi brève que la notre, il est antique. Cet édifice monumental, pesant, m'a toujours impressionné, ainsi que son image oppressive, à la marge de sa fonction répressive, même avant la dictature.»*

Jose, 71 ans, 30 ans au moment du coup d'état.

*«Bon, l'image qu'il transmet, c'est un instant de terreur figé, une peinture d'époque, comme un morceau de notre histoire, du pire de notre histoire, là, au milieu de la ville. En vérité, je crois que très souvent il passe inaperçu aujourd'hui quand on marche à côté, il y a seulement certains moments où des images ressurgissent et avec elles, les pensées.»*

Mario, 41 ans, 1 ans au moment du coup d'état.

*«Il m'apparaît comme un nœud important dans la ville aujourd'hui. Je ne passe pas souvent devant une de ses façades, mais les sensations qu'il génère s'entremêlent. C'est très fort de savoir que la machinerie centrale de la répression et extermination de cette ville était ici.»*

Milton, 28 ans, né après le coup d'état.<sup>13</sup>

---

13 Questionnaires écrits réalisés en mars 2017.

Ces témoignages, de diverses générations, deux ayant vécu la dictature, une non, sont révélateurs. En effet, dans les deux premiers, le bâtiment est rattaché à des souvenirs, à cette noirceur qui y semble irrémédiablement emmêlée. Mais comme le laisse percevoir Mario, il semble que peu à peu, ce lourd passé s'efface, se fond dans la masse urbaine, jusqu'à l'oublier. Il ressurgit chez lui de par son vécu, mais cela ne l'empêche pas d'arpenter les trottoirs qui le borde et d'habiter à quelques îlots de là. Le dernier témoignage nous fait part de sensations bien distinctes. Ces sensations sont en effet provoquées par un apprentissage reçu, par le fait de savoir ce qui se déroula dans le bâtiment, sans toutefois y avoir jamais été directement confronté.

Lorsqu'on leur demande quel est le statut de cet ancien centre clandestin dans la ville et la société et quel serait son rôle aujourd'hui, ils nous répondent respectivement :

*«Ce sont des témoins de notre histoire, ils doivent être conservés comme une part de notre mémoire, mais j'aime que ça soient des espaces actifs, où prennent place des événements qui nous rappellent que des personnes furent séquestrées ici. Pas du point de vue de leur douleur ou de la notre, mais qui nous rappellent leurs idées, leurs espoirs et la possibilité de changer le monde».*

Jose, 71 ans, 30 ans au moment du coup d'état.

*«Bon, la société est assez divisée quand au devenir des centres. Il y a ceux qui approuvent ouvertement les pratiques de la dictature (un groupe tout petit), il y a ceux qui disent que ce n'était pas bien, mais qui, en réalité, ont soutenu les acteurs de la dictature et les soutiennent encore (un groupe pas si petit). Ces deux groupes, aujourd'hui, sont du côté du gouvernement national actuel, œuvrant pour que l'on arrête d'enquêter et de juger, mais aussi pour essayer*

*de sortir de prison ceux qui ont participé au génocide.*

*Il y a un troisième groupe de gens, qui sont ceux qui ont voté en majorité pour le gouvernement actuel, et enfin, il y a un grand groupe de la population qui est ouvertement contre et qui ont conscience de la souffrance et des peines que cette période à provoquée.»*

Mario, 41 ans, 1 ans au moment du coup d'état.

*«Je crois qu'il y a seulement certains secteurs de la société qui s'y intéressent et qui ont conscience que ces lieux perdurent aujourd'hui dans notre patrimoine historique, culturel et architectonique. Je crois, et j'espère me tromper, qu'aujourd'hui, si on fait une enquête auprès des gens en général, la plupart ne saura pas où ont fonctionné des centres clandestins, et ce qu'ils étaient.»*

Milton, 28 ans, né après le coup d'état<sup>14</sup>

On ressent, dans tous ces témoignages, de doutes quand au devenir des centres, et surtout, de la Mémoire qu'ils incarnent.

En effet, la Mémoire revendiquée aujourd'hui avec tant de force est efficiente au sein de la population, car une grande partie de celle-ci à connu la dictature. Pour ceux de ma génération, leurs parents l'ont connue, ils y sont donc sensibilisés et ils ont vécu dans le combat de revendication de cette Mémoire. Mais pour leurs enfants ? Et les générations qui viennent ? C'est la question qui se pose, et le temps incarne la plus grande arme pour faire tomber dans l'oubli la mémoire vive de l'argentine.

---

14 Questionnaires écrits réalisés en mars 2017.



## Conclusion

ci-contre: Photo de la marche organisée le 10 mai 2017 pour protester contre la loi «2x1», réduisant par deux les peines des condamnés.

<https://www.pagina12.com.ar/36889-la-plaza-de-la-memoria>  
(consulté le 08-06-2017)

La partie précédente laisse en suspend le devenir de cette mémoire qui a mit 40 ans à se construire. En effet, une construction n'est jamais synonyme de pérennité. Elle n'est jamais fixe, et jamais à l'abri de son environnement direct. Car, bien plus qu'ici, là-bas, en Argentine, tout change trop vite. En témoigne la création de deux nouveaux billets en moins d'un an. En effet, incarnée par l'élection de Mauricio Macri à la tête du gouvernement, l'inflation du pesos s'est traduite par l'apparition de billets de 200 et 500 pesos, mis en circulation en août 2016. Un mois plus tôt, cette mesure n'était présente dans aucune discussion, et je retirais toujours mes billets de 100 par liasses de 30 pour payer mon loyer. Et ces changements fulgurants ne s'appliquent pas seulement à l'économie. En effet, entre diverses mesures prises durant l'année qui s'est écoulée, on notera l'accroissement de faits divers ayant trait à la Mémoire de la dictature. Ou plutôt, à sa remise en question.

On notera tout d'abord, la marche de protestation organisée le 17 mars 2017 en réponse à l'indignation soulevée par le recouvrement des *pañuelos* peints autours de la Pyramide de la Place de Mai. Ces derniers sont les plus diffusés, les plus symboliques, et, ce statut implique que tout acte à leur encontre est une attaque à la Mémoire qu'ils représentent. Or, lors de la restauration de la Pyramide citée ci-dessus, qui est encerclée par ces *pañuelos*, une installation, composée de panneaux relatant l'histoire de la place vit le jour afin de réduire l'accès à la pyramide en travaux<sup>1</sup>. Mais ces panneaux furent posés à même les *pañuelos*, les écrasant, les occultant. Et aucun de ces panneaux ne relatait l'histoire des Mères de la Place de Mai et l'objet de leur mobilisation. Ce geste de la part du gouvernement de la ville fut perçut comme une attaque directe à la Mémoire instaurée.

Quelques jours plus tard, le 28 mars 2017, une institutrice se per-

---

1 <https://www.diariopopular.com.ar/general/taparon-los-panuelos-las-madres-plaza-mayo-atriles-n303964> [consulté le 08-06-2017]

mit d'appeler « héros » les militaires ayant participé au Processus de Réorganisation National, et d'affirmer qu' « *il y a deux postures distinctes quand à la dictature, il n'y a pas qu'une seule vision, il existe deux façons de voir les choses.* »<sup>2</sup>. Pour certains, c'est la première fois depuis la dictature qu'une personne du corps enseignant se permet de tels propos dans une école publique depuis la fin de la dictature.

Et on notera, enfin, le 3 mai dernier, le fait que *«la plus haute juridiction du pays avait accepté de raccourcir la peine d'un ex-agent paramilitaire, Luis Muina, condamné à treize ans de prison pour enlèvement et torture d'opposants sous le régime militaire. Il avait profité d'une loi connue comme «Deux pour un», en vigueur de 1994 à 2001, permettant de compter comme double chaque jour passé en détention provisoire au moment d'appliquer la peine prononcée en jugement.»*<sup>3</sup>. Cette mesure conduisit à de nombreux rassemblements, afin de protester contre cette loi dite du « 2x1 », et ce encore jusqu'à aujourd'hui.

Ces événements interrogent quand au devenir de la Mémoire officielle instaurée sous Kirchner, et, surtout, sur les personnes qui la portent. En effet, les mémoires collectives se battissent souvent sur des horreurs survenues à des peuples, ayant blessé des pans entiers de la société. Et ériger cette mémoire en valeur officielle est aussi un atout politique quand à l'union d'une nation. C'est ce que fit Kirchner, au lendemain d'une crise économique sans précédent. La Mémoire de la dictature devint politique. C'est pourquoi les centres clandestins de détention changèrent de statut, car leur existence même pouvait servir cette mémoire dans son officialisation et sa reconnaissance. Or, comme vu dans les parties précédentes, cette mémoire fut choisie au

2 <https://www.pagina12.com.ar/28374-la-maestra-reivindica-el-genocidio> [consulté le 08-06-2017]

3 [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/05/11/argentine-un-demi-million-de-foulards-blancs-contre-l-impunité-d-un-tortionnaire-de-la-dictature\\_5125755\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/05/11/argentine-un-demi-million-de-foulards-blancs-contre-l-impunité-d-un-tortionnaire-de-la-dictature_5125755_3222.html) [consulté le 08-06-2017]

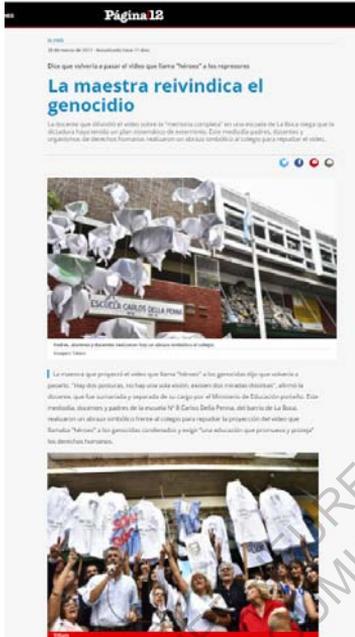


Fig E: à droite, article de Pagina 12, «L'institutrice justifie le génocide». (<https://www.pagina12.com.ar/28374-la-maestra-reivindica-el-genocidio>) à gauche, photo des pañuelos de la place de Mai au mois de mars 2017 (<http://www.nueva-ciudad.com.ar/notas/201703/31599-la-ciudad-le-contesto-a-bonafini-luego-de-tapar-los-panuelos-blancos-de-la-piramide-de-mayo.html>)

détriment d'une seconde. Cette dernière était majoritairement portée par la société militaire, leurs proches et la haute société. Il semble qu'aujourd'hui, on lui donne de nouveau voix. En effet, la Mémoire portée par les organisations des droits de l'homme et autres associations, puis par le gouvernement de Kirchner, ne laissait, de par l'ampleur de ses revendications et de ses moyens d'action, aucune place à tout autre type de vision de ce passé commun au pays.

Nous avons vu comme la mémoire officielle est liée à la politique et portée par cette dernière. Ainsi, si la force de la Mémoire vive nous frappait dès l'entrée dans le pays, c'était en partie par l'importance qui lui était accordée par le gouvernement, via l'instauration d'éléments qui lui étaient directement reliés en symboles nationaux. On peut alors se demander, face au virement politique qui est en train de s'effectuer, quelle sera la place de cette mémoire, et, par extension, de tout ce qui s'y raccroche. Le devenir de anciens centres clandestins de détention en est d'autant moins prévisible. Temps qui passe et politique sont deux facteurs décisifs dans la poursuite d'une Mémoire sociétale.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

## Médiagraphie

### *Livres*

- Bordeleau (Anne), Hastings (Sascha), McKay (Donald), van Pelt (Robert Jan), *The Evidence Room*, Toronto, New Jewish Press, 2016, 174p.
- Calveiro (Pilar), *Pouvoir et disparition : les camps de concentration en Argentine*, La Fabrique éditions, 2006, édition Kindle, 221p.
- Ginzberg (Victoria), Dandán (Alejandra), *El Nunca Mas, y los crímenes de la dictadura*, Buenos Aires, Gabriel Lerman, 2016, 224p.
- Kelmann (Herbert), Hamilton (Lee), *Crímenes de Obediencia*, Buenos Aires, Planeta, colección Política y Sociedad, 1990, 407p.
- Martin (Jean-Claude), Delemont (Olivier), Esseiva (Pierre), Jacquat (Alexandre), *Investigation de scène de crime, fixation de l'état des lieux et traitement des traces d'objets*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2014, 239p.
- Rapoport (Mario), *Historia económica, política y social de la Argentina (1800-2000)*, Buenos Aires, Editorial Emecé, 2012, 1148p
- Rouquié (Alain), *Pouvoir militaire et société politique en République Argentine*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1978, 785p.
- Rousso (Henry), «Les raisins verts de la guerre d'Algérie», dans Michaud (Yves) (dir), *La Guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Odile Jacob, Université de tous les savoirs, 2004, p.127-151.

### *Articles*

- Buzaglo (Alejandra), «Ex centros clandestinos de detencion, hacinamiento, tortura y desaparicion de personas : relevamientos y maquetas por pedido del poder judicial de la nacion», A&P, Rosario, 2011, n°24, p 19-34.

- Contamin (Jean-Gabriel), Le Noé (Olivier), « La coupe est pleine Videla ! Le mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », Le mouvement social, Paris, 2010, n°230, p 27-46.

- Kalfon (Pierre), «Dieu n'est plus argentin. Modèle imposé, corruption des élites», Le Monde diplomatique, Février 2002, p 10-11.

- Malet (Jean-Baptiste), «Jean Ousset et la Cité Catholique», Golias Magazine, Villeurbanne, 2012, n°144, p 8.

- Raggio (Sandra), « La lutte pour les droits de l'homme et la mémoire du terrorisme d'état dans la construction de la démocratie », Matériaux pour l'histoire de notre temps, Nanterre, 2006, n°81, p 87-98.

- Tahir (Nadia) et Franco (Marina), «Associations de victimes, terrorisme d'État et politique en Argentine de 1973 à 1987», Vingtième siècle revue d'histoire, Paris, 2010, n°105, p 185-198

- Ranalletti (Mario), «Aux origines du terrorisme d'état en Argentine, les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976)», Vingtième siècle revue d'histoire, Paris, 2010, n°105, p 45-56.

- Ventura (Christophe), «À la table des Péronistes. La droite Latino-Américaine à l'offensive.», Le Monde diplomatique, Paris, 2017, n°756, p 20-21.

### *Mémoire de recherche*

- Wending (Cécile), Justice et réconciliation dans l'Argentine post-dictatoriale (1983-2007), Mémoire de recherche sous la dir. de Xavier Bioy, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 2007, 122p.

### *Internet*

- Catoggio (Maria Soledad), La dernière dictature militaire argentine (1976-1983) : La conception du terrorisme d'État, SciencesPo, mis en ligne le 15 mars 2010, consulté le 20 mai 2017 [<http://www.sciences-po.fr/mass-violence-war-massacre-resistance>]

- «Mark Healey: "Perón se transforma en líder definitivo con el terremoto de San Juan"», Clarin, mis en ligne le 9 septembre 2012, consulté le 5 juin 2017. [[https://www.clarin.com/home/peron-transforma-definitivo-san-juan\\_0\\_H1uxmyl2vXl.html](https://www.clarin.com/home/peron-transforma-definitivo-san-juan_0_H1uxmyl2vXl.html)]

-Peregil (Francisco) "Comencé a escrachar al encontrarme en un bar al torturador de mi padre", El Pais, mis en ligne le 13 avril 2013, consulté le 10 mai 2017. [[http://politica.elpais.com/politica/2013/04/12/actualidad/1365788868\\_011504.html](http://politica.elpais.com/politica/2013/04/12/actualidad/1365788868_011504.html)]

- Confirmation des principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg, Résolution 95 (I) du 11 décembre 1946. [[http://archives.rs.f.org/article.php3?id\\_article=4131](http://archives.rs.f.org/article.php3?id_article=4131)]

-Ginzberg (Victoria) «ESMA, del sótano al altillo de la "capuchita"», Pagina 12, date de mise en ligne inconnue, consulté le 20 mai 2017 [<https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-36332-2004-06-06.html>]

- Escudo Azul de ONU para el Sitio de Memoria (ex ESMA), UNDP, mis en ligne le 20 mai 2016, consulté le 4 juin 2017 [<http://www.ar.undp.org/content/argentina/es/home/presscenter/articles/2016/05/20/>]

escudo-azul-de-onu-para-el-sitio-de-memoria-ex-esma-.html]

### *Sites Internet*

- [www.desaparecidos.org](http://www.desaparecidos.org)
- [www.desaparecidos.org/arg/testimonios](http://www.desaparecidos.org/arg/testimonios)
- <http://www.espaciomemoria.ar/>
- <http://archivosenuso.org/>
- <http://www.barquitectura.com.ar/?p=2083>
- [www.pagina12.com.ar](http://www.pagina12.com.ar)
- <http://www.forensic-architecture.org/>
- <http://www.theevidenceroom.com/>
- <http://www.eaaf.org/>
- <http://madres.org/>
- [wikipedia.org](http://wikipedia.org)
- <http://icom.museum/la-vision/definition-du-musee/L/2/>
- [www.linternaute.com/dictionnaire/fr](http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr)

### *Films*

- Actis (Federico), La Arquitectura del crimen, documentaire, Señal Santa Fe, 2016 ( durée totale: 2:06:56 )
- Pontecorvo (Gillo), La Bataille d'Alger, Saâdi (Yacéf) et Musu (Antonio), 1966 ( durée totale: 2:01:00 )
- Robin (Marie-Monique), Escadrons de la mort. L'école française, documentaire Canal +, 2003 (durée totale 1:04:04 )

- Valenti (Alexandre), Argentine, les 500 bébés volés de la dictature, documentaire, France 5, 2017 (durée totale: 1:33:09)

### *Videos*

- Ex CCD Campo de la Ribera, Córdoba, page facebook Espacio Memoria y Derechos Humanos (ex ESMA), postée le 25 avril 2017, consultée le 16 mai 2017 [[https://www.facebook.com/search/str/%2523sitiosdememoria/keywords\\_blended\\_videos](https://www.facebook.com/search/str/%2523sitiosdememoria/keywords_blended_videos)]

- Discours de Nestor Kirchner, 24 mars 2004, chaîne youtube de la Casa Rosada, postée le 19 novembre 2010, consultée le 23 mars 2017, [<https://www.youtube.com/watch?v=yCvGJiCLg1s&t=133s%2C+1%2C35-2%2C07%2C>]

- El estado complice, ayer y hoy, vidéo d'un escrache, facebook Emergentes, postée le 12 novembre 2016, consultée le 21 avril 2017, [[https://www.facebook.com/comunicacion.emergentes/videos/678260752337467/?hc\\_ref=NEWSFEED](https://www.facebook.com/comunicacion.emergentes/videos/678260752337467/?hc_ref=NEWSFEED)]

### *Entretiens*

- Entretien Skype avec Bisman (Hernan), en charge du projet du musée de l'ex-ESMA, le 23 mars 2017, langue: espagnol, durée: 00:50:17

- Entretien Skype avec Actis (Federico), réalisateur du film «La Arquitectura del crimen», le 26 avril 2017, langue: espagnol, durée: 1:00:27.

- Questionnaires écrits à différentes personnes, dont Jose, Mario, Milton, Agostina, Juan Manuel, mars 2017.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES  
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR